

n° 487
MARS
2020
4,80 €

silence

**DÉPASSER LES DISCOURS
DE L'EFFONDREMENT**

L'AGROÉCOLOGIE POUR LA PALESTINE

L'ÉCOLE SOLIDAIRE DES MONTS D'ARRÉE

écologie • alternatives • non-violence

Notre ligne éditoriale

Silence porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.

La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer. Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire.

Le verdissement du capitalisme ne résoudra pas les problèmes actuels liés au changement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales.

À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres.

Les alternatives au cœur

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries autogérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par la faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité. *Silence* a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent à la construction de l'écologie politique.

Un média participatif et ouvert aux débats contradictoires

Média militant et engagé, *Silence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média indépendant, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles. *Silence* ouvre ses pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout.

Mettre en pratique les alternatives que nous promouvons

L'association et l'équipe de *Silence* s'essaient à mettre en œuvre les alternatives qu'elles promeuvent et la lutte contre les dominations en leur sein, dans un souci de cohérence entre le dire et le faire. *Silence* a fait le choix de l'écriture inclusive car nous croyons que le masculin universel est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française.

Vous êtes invité-es à prendre une part active dans cette aventure collective en participant à la rédaction ou à la diffusion de *Silence* !



Retrouvez la revue sur internet :
www.revuesilence.net

LE MOIS DE LASSERPE

JEAN-JACQUES GOLDMAN,
PERSONNALITÉ MASCULINE
PRÉFÉRÉE DES FRANÇAIS



QUEL VŒU POUR
DÉBUT 2020 ?



QUE RESTE-IL
DE L'ESPRIT CHARLIE ?



SAHEL : LA PRÉSENCE FRANÇAISE
DE PLUS EN PLUS CONTESTÉE



■ DOSSIER

DÉPASSER LES DISCOURS SUR L'EFFONDREMENT

05 Les thèses effondristes au regard de la décroissance

En deux livres et quelques années, la thèse d'un effondrement global imminent s'est imposée dans les médias, débats et discussions. Présentation rapide d'une réflexion qui, partant d'une synthèse scientifique percutante, aboutit à une proposition de sagesse new age pour vivre la fin du monde.

07 La confusion induite par les discours de l'effondrement

De nombreuses personnes sensibles aux discours sur l'effondrement ressentent une gêne envers certains de ses aspects, sans toujours identifier précisément pourquoi. Il est important de débattre collectivement des limites de ces discours et de les dépasser.

10 Prendre au sérieux le vent de collapsologie qui souffle

Le terme d'effondrement, si utilisé aujourd'hui, ne serait pas que "l'effet d'une surenchère dans l'alarme grandiloquente". Il faudrait se garder de disqualifier trop vite le catastrophisme actuel. Voilà le point de départ de la réflexion de Luc Semal, qui explore le sujet dans ses nuances et ses ambivalences.

13 Quels effets les discours effondristes produisent-ils ?

Il semble possible d'attribuer plusieurs effets tangibles à l'énorme propagation des thèses effondristes au sein de la société. Nous en faisons une liste, sans doute incomplète, montrant cependant que ces effets ne dessinent pas de tendance homogène.

■ CHRONIQUES

16 Bonnes nouvelles de la Terre : Réparer pour ne plus consommer, le boom des *Repair Cafés*

18 Chroniques terriennes : Tout augmente...

25 Un lieu à soi : PMA, maternité et écologie : rencontre avec *Gouines contre nature*

26 Solidarités sans frontières : Pour une autre politique agricole européenne

27 L'écologie c'est la santé : La semaine pour les alternatives aux pesticides

28 Jai Jagat 2020 ! : Trajectoires de femmes

■ BRÈVES

16 Alternatives • 18 Environnement • 20 Société
20 Politique • 21 Climat • 22 Énergies • 23 Nucléaire
24 Libertés • 24 Transports • 25 Femmes, hommes, etc.
26 Nord/Sud • 27 Santé • 28 Paix et Non-violence
28 Annonces • 29 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

30 Cultiver la résistance : l'agroécologie pour la Palestine

Les Palestiniens et les Palestiniennes font l'expérience au quotidien d'une dépossession permanente de leur terre, dont les nombreuses formes au fil du temps se manifestent en un paysage qui rétrécit et se morcelle, et conduit à la perte de leur autonomie, notamment alimentaire. Le développement de l'agroécologie en Palestine ouvre des brèches : ces terres nourricières sont synonymes d'indépendance.

34 Aux Monts d'Arrée, une école solidaire

Au printemps 2018, l'association bretonne Les Utopistes en action a ouvert l'École alternative des Monts d'Arrée. Située au Cloître-Saint-Thégonnec, un village de 600 habitant·es, le lieu géré par des bénévoles a accueilli sa deuxième promotion de quinze personnes migrantes en septembre 2019. En plus d'apprendre le français, le breton ou encore les sciences, l'endroit permet surtout de se reconstruire.

37 Rencontre avec les sauvages de Caen

Bande de Sauvages est une association centrale dans la ville de Caen, dans le Calvados. Très ancrée dans le territoire, elle anime la vie sur place en diffusant un message d'ouverture et de bienveillance, notamment grâce à son café auto-géré et son restaurant participatif.

40 Le piège des hormones dites naturelles

Nous en sommes à la troisième vague de publicité pour les hormones de substitution de la ménopause. Chaque fois, face aux effets néfastes, les multinationales pharmaceutiques se font oublier pendant une dizaine d'années, mais reviennent toujours, tant le filon est juteux.

48 Manèges à énergie humaine

Marre des fêtes foraines énérgivores, bruyantes, impersonnelles ? Les manèges à énergie humaine sont faits pour vous ! Le principe est simple : utiliser la force des jambes, ou des bras, pour faire tourner les carrousels.

Prochain dossier
Alternatives en Suisse romande



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 29 janvier 2020.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire** : 0920 D 87026 - **N° ISSN** : 0756-2640 - **Date de parution** : 1^{er} trimestre 2020 - **Tirage** : 4400 ex. - **Impression** : Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - **Administrateurs** : Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Francis Levasseur, Pierre Lucarelli - **Directrice de publication** : Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction** : Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Manon Salé, Anais Zuccari - **Pilotes de rubriques** : Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenvael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Seleik, Xavier Sérédine - **Maquette** : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins** : Lasserpe, Matthieu Van Niel (www.tatoudi.com), Max - **Correctrices** : Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographies** : AFD Dianthus Saputra, Armor, Manon Deniau, Justine Guittou-Boussion, Natalia Jidovanu / ActionAid, Denis Lebioda, Seyllou - **Et pour ce n°** : Jérémie Cravatte, Manon Deniau, Michel Bernard, Monique Douillet, Danièle Gare, Coline Guerin, Justine Guittou-Boussion, Isaline, Morgane Iserte, Stéphen Kerckhove, Ziad Medoukh, Rina Nissim, Adeline Parenty, Dorin Ritzmann, Manon Salé, Luc Semal, Céline Serrat, François Veillerette, Francis Vergier, Véronique - **Couverture** : CCO Domaine public - **Internet** : Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - **Développement supports informatiques** : Benjamin Siband - **Archives** : Mimmo Pucciarelli.
Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

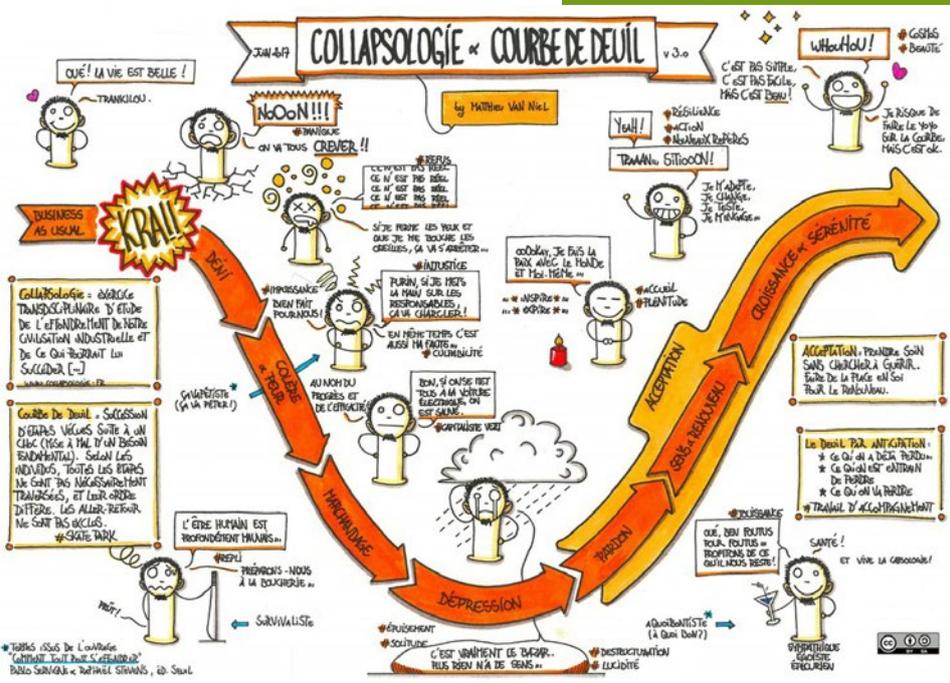
Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Dépositaires, stands et gestion** : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Rédaction** : Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB



ÉDITORIAL

Ré-ouvrir le futur

Le sujet de la fin possible ou probable de l'habitabilité de la planète n'est pas anodin, c'est le moins que l'on puisse dire. Bien au-delà des milieux écolos, il est devenu très populaire, souvent derrière la bannière spectaculaire et vague de "l'effondrement". Il se déploie sous les formes et les registres les plus divers : des rapports scientifiques les plus sérieux aux fictions de fin du monde façon hollywoodienne, en passant par d'innombrables livres, revues, blogs, podcasts, spectacles, conférences, etc. En France, il est porté surtout par le courant de la "collapsologie" avec Pablo Servigne en figure de proue.

Nous avons voulu consacrer un dossier, non pas aux effondrements en cours et à venir, mais aux discours qui les annoncent. Ils sont devenus si envahissants, si plurivoques, si anxiogènes parfois, qu'ils pourraient finir par nous asphyxier. Pourtant, ils ont aussi de grands mérites, dont celui de nous réinscrire dans le scandale de ce que le système néo-libéral et productiviste fait au monde.

Nous proposons donc, après un article introductif, trois regards pour aider à trouver la bonne distance par rapport aux thèses effondristes. D'abord, une critique ciblée sur un point central : la confusion générée par ces théories. Ensuite, leur mise en perspective dans l'histoire de la pensée écologiste et dans leur potentiel d'aiguillon démocratique. Enfin, l'examen des effets concrets que les discours de l'effondrement ont produits jusqu'ici. Ces trois approches, chacune depuis un point de vue différent, acheminent vers une même prise de recul : ces discours ne portent en eux nul déterminisme, ils ne doivent pas être l'alpha et l'oméga de nos réflexions, il faut les dépasser pour rouvrir le futur.

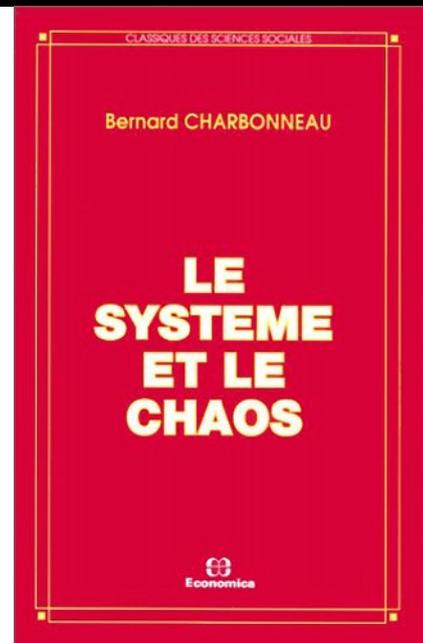
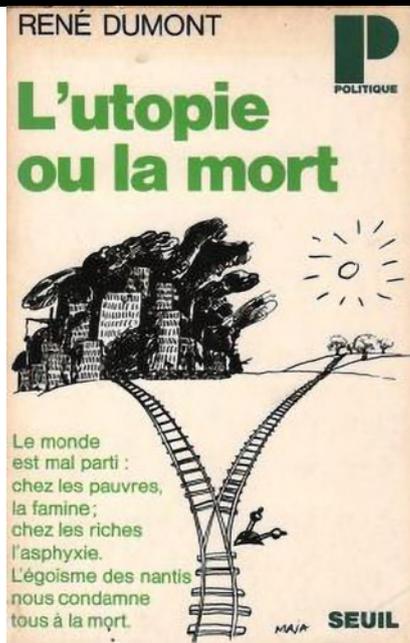
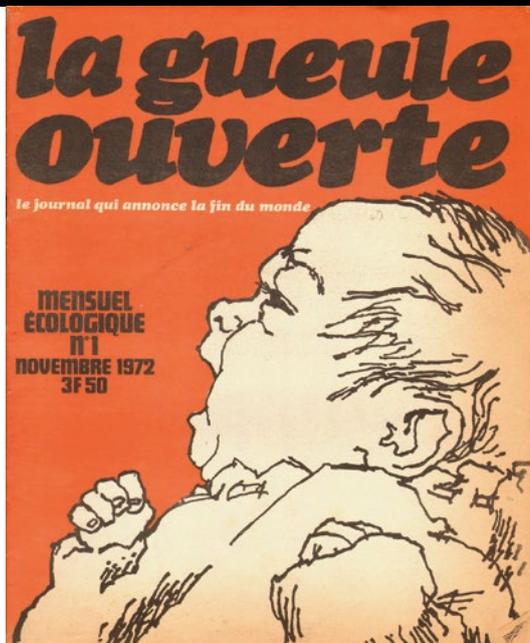
Danièle Garet



Manifestations contre les banques en Argentine en 2001.



Couverture : L'histoire de l'effondrement de la civilisation de l'île de Pâques, qui serait, selon certain-es, due à l'action dévastatrice de l'homme sur son environnement (déforestation et surpopulation) est souvent utilisée pour alerter contre la destruction massive des écosystèmes actuellement. © CCO Domaine public



Les thèses effondristes au regard de la décroissance

En deux livres et quelques années, la thèse d'un effondrement global imminent s'est imposée dans les médias, débats et discussions. Présentation rapide d'une réflexion qui, partant d'une synthèse scientifique percutante, aboutit à une proposition de sagesse *new age* pour vivre la fin du monde.

AU DÉBUT DES ANNÉES 1970, LES VOIX SE multiplient pour avertir : *La Gueule ouverte* ("le journal qui annonce la fin du monde"), René Dumont, Lewis Mumford, plusieurs rapports scientifiques (qui ne cessent de s'enchaîner depuis), et bien d'autres.

Quelque vingt ans plus tard (1), le mouvement de la décroissance énonce une évidence : la croissance infinie dans un monde fini est impossible et nous sommes en train de rendre la Terre inhabitable. En 2013, le mouvement *Alternatiba* prend son essor en mettant en avant la notion d'urgence si nous voulons "éviter d'atteindre des seuils d'emballements climatiques inarrêtables".

L'ANNONCE D'UN EFFONDREMENT IMMINENT

Aussi, la parution en 2015 de *Comment tout peut s'effondrer* ne nous apprend rien de neuf sur le fond, tout en causant un choc inédit jusque-là. Ce livre de Pablo Servigne et Raphaël Stevens (2) propulse les thèses effondristes parmi les plus influentes de l'époque. Il semble rendre enfin audible des alarmes qui sonnaient dans le vide, ou presque, depuis quarante ans. Tant d'années passées à faire du développement durable plutôt que de la décroissance, années perdues pour ce qui aurait pu être une vraie transition.

Enfin audible, mais pour dire qu'il est trop tard. Il ne nous resterait que quelques décennies, tout au plus,

avant "la fin du monde tel que nous le connaissons". Une fin qui ne se produira pas pour les générations à venir, mais pour nous-mêmes. Voilà une annonce qui secoue, d'autant plus qu'elle se fonde sur des travaux scientifiques incontestés dans tous les domaines : climatologie bien sûr, mais aussi biologie, océanographie, énergies, etc. Servigne et Stevens en appellent d'ailleurs à une nouvelle science dédiée à l'effondrement, à la fois interdisciplinaire et s'écartant des canons scientifiques en intégrant l'intuition : la collapsologie.

UN EFFONDREMENT SYSTÉMIQUE

L'analyse est systémique. Nous sommes en train de franchir plusieurs seuils physiques aux plans du climat, de l'état des sols, de la biodiversité, etc. De multiples boucles de rétroactions entre ces différents éléments en accélèrent et renforcent les dégradations. Cet

L'effondrement, une définition occidentale

La définition la plus souvent reprise est proposée par Yves Cochet : "Processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, etc.) ne sont plus fournis (à un coût raisonnable) à une majorité de la population par des services encadrés par la loi." Soit le quotidien de millions de gens dans le monde.

(1) En 1993 paraît la traduction française du livre *La Décroissance* de Nicholas Georgescu-Roegen. *Silence* est la première revue à consacrer un dossier à ce sujet.

(2) Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*, Seuil, 2015. C'est le livre-phare des thèses effondristes en France.

Dennis Meadows,
Donella Meadows
& Jorgen Randers

l'écopoche

Les limites à la croissance

(dans un monde fini)



Pour aller plus loin

■ Corinne Morel Darleux,
*Plutôt couler en beauté que
flotter sans grâce. Réflexions sur
l'effondrement*, Libertalia, 2019

■ Guillaume Gamblin,
*"Les alternatives, réponse aux
risques d'effondrement ?"*,
Silence n° 474, janvier 2019

emballement nous conduirait à un effondrement systémique à la fois inévitable, global et irréversible de l'écosystème Terre.

Les conséquences sont et seront gravissimes. Montée des eaux, migrations massives, pénuries alimentaires... La liste est sans fin, et chacun de ces "effondrements" partiels en produira d'autres en série en fonction des réponses apportées. Or, nos sociétés sont devenues hyper-complexes, techno-et interdépendantes. Cela les rend d'autant plus vulnérables et moins capables de bien réagir.

LA PROPOSITION D'UNE SAGESSE

En 2018 paraît *Une autre fin du monde est possible* (3). Pablo Servigne et ses collègues y proposent une collapsosophie, c'est-à-dire une collapsologie élargie "aux questions éthiques, émotionnelles, imaginaires, spirituelles et métaphysiques".

Faire le deuil de notre monde mais aussi de nos espoirs de le sauver, accueillir nos émotions — à commencer par la peur —, prendre soin de soi, des autres et des non-humains, tisser des liens, etc., pour un "happy collapse" (!). Un vaste programme de "transition intérieure" qui assume de "mélanger dans une même marmite science, politique, émotions, fiction et spiritualité".

Le fond d'une telle marmite (quitter le registre du "tout rationnel", aussi factice que nocif) peut intéresser. Mais les ingrédients y sont en proportions très inégales, certains étant même problématiques (notamment du côté de la réhabilitation du spirituel). Le mélange ajoute à la confusion généralisée où baigne notre époque. Le registre du deuil, des émotions et du spirituel domine nettement, laissant loin derrière, dans le flou, le politique et les solidarités. Une dépolitisation justifiée au nom d'une démarche inclusive et ouverte.

Toutefois, les "effondrements" ne sont pas des fatalités naturelles : ils sont produits par un système de domination néolibérale sur le monde. On

ne pourra même pas limiter les dégâts, ni prendre soin de quoi que ce soit, sans dénoncer et combattre les responsables du désastre. Alors que le "mot-obus" de "décroissance" visait une remise en cause politique radicale, celui d'"effondrement" se trouve amalgamé dans une approche équivoque, et son succès est gaspillé.

QUOI QU'IL ARRIVE...

Les thèses des collapsologues sont critiquables, et critiquées, sur de nombreux points. Nous y reviendrons dans la suite du dossier. Pour l'instant, ne négligeons pas une bonne nouvelle (même relative) : depuis quarante ans, *Silence* promeut, avec d'autres, la simplicité volontaire, la sobriété technologique, l'autonomie et la résilience locale, le collectif et l'entraide. Or, si demain "tout s'effondre", ces pratiques seront les meilleures garantes de possibilités de survie. Et si l'effondrement n'est pas au rendez-vous, nous aurons mieux vécu grâce à elles. Car qui n'est pas écoeuré-e par la vie programmée pour nous ? Voilà un nouveau pari de Pascal (4), dans lequel adopter la décroissance et la solidarité constitue le bon choix quoi qu'il arrive.

Si les alternatives et les luttes ne suffisent pas pour éviter les désastres, en particulier au Sud, elles sont en revanche efficaces pour nous préserver du désespoir, entretenir nos forces et alimenter la flamme de la résistance. Il est vrai que nos marges de manœuvre se réduisent à grande vitesse mais toutes celles qui restent peuvent conduire à d'énormes différences selon que nous les utilisons ou pas. Selon la belle formule de Corinne Morel Darleux, "il y a toujours un dixième de degré à aller sauver, une espèce d'invertébré, un hectare de terre non bétonnée, quelques grammes de dignité. Et une suite à inventer".

Danièle Garet ■

(3) Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle, *Une autre fin du monde est possible*, éd. Seuil, 2018.

(4) Pascal, philosophe et théologien français, proposait aux libertins de son temps, vers le milieu du 17^e siècle, de parier sur l'existence de Dieu car, s'il existe, on y gagne tout (le paradis), et s'il n'existe pas, on n'y perd rien.



▲ Les discours sur l'effondrement peuvent produire un sentiment de solitude et d'isolement.

La confusion induite par les discours de l'effondrement

De nombreuses personnes sensibles aux discours sur l'effondrement ressentent une gêne envers certains de ses aspects, sans toujours identifier précisément pourquoi. Il est important de débattre collectivement des limites de ces discours et de les dépasser.

LES PERSONNES QUI PORTENT CES DISCOURS (1) ont des approches, références, expériences de vie et valeurs différentes. Elles s'accordent cependant sur le fait que "notre civilisation thermo-industrielle" est en train de (ou va, ou risque de) "s'effondrer".

UN DISCOURS FOURRE-TOUT

Parlent-elles de "l'effondrement" de la biodiversité, de la "civilisation", de l'État, des services publics, d'infrastructures — grandes, moyennes, petites —, du capitalisme, de l'économie, de la finance, de la technologie, de la "complexité"... (suite sans fin) ?

Elles parlent en fait un peu de tout cela à la fois, dans une confusion qui passe outre le fait que chacune entend dans cette expression nébuleuse quelque chose de différent.

"Comment tout peut s'effondrer", "et si tout s'effondrait?", "pourquoi tout va s'effondrer?", "tout va s'effondrer, et alors ?" (2) : cette manière de présenter les choses, totalisante, se justifierait par le fait que la plupart des éléments mentionnés ci-dessus sont fragiles et interconnectés. Si c'est bien le cas des banques systémiques, des centrales électriques et nucléaires, des moyens de transport lourds, de la production et distribution alimentaire industrielle, des services informatisés,

de nombreux moyens de communication..., cela ne justifie pas de présenter la réalité comme un système mécanique, de simplifier la complexité en utilisant l'allégorie du château de cartes ou de l'effet domino généralisé sans appel.

« L'effondrement est une concaténation systémique, une chaîne de causalité au sein du système industriel, qui menace ce système de basculer dans un état inconnu qui serait un état d'anomie et de chaos. »
Agnès Sinai (3)

Cet aspect fourre-tout est présenté comme le point fort des discours collapsos, alors qu'il en constitue précisément la plus grande faiblesse.

« Lorsqu'une infrastructure critique du système mondialisé s'écroulera (la finance ?), toutes les autres feront rapidement de même telle une cascade de dominos. »
Yves Cochet (4)

(1) Carolyn Baker, Dominique Bourg, Gauthier Chappelle, Paul Chefurka, Yves Cochet, Jared Diamond, Renaud Duterme, Jean-Marc Jancovici, Joanna Macy, Vincent Mignerot, Corinne Morel Darleux, Arthur Keller, Dmitry Orlov (auteur d'extrême-droite), Pablo Servigne, Piero San Giorgio (autre auteur d'extrême-droite), Luc Semal, Agnès Sinai, Raphaël Stevens, Joseph Anthony Tainter, Julien Wosnitza, etc.

(2) Successivement : Pablo Servigne et Raphaël Stevens, 2015 : Revue *Socialter*, 2018 ; Julien Wosnitza, 2018 ; Revue *Usbek & Rica*, 2018.

(3) Interviewée aux côtés de Renaud Duterme et Vincent Mignerot sur le site *Arrêt sur images*, sans l'émission "Effondrement, un processus en marche", 12 juin 2018.

(4) Hors série de la revue *Socialter*, "Et si tout s'effondrait?", novembre 2018.



▲ Des ruines de maisons détruites par la montée des eaux, le 7 mai 2013 au Sénégal.

Les effets d'une crise financière sont totalement différents en fonction des réponses apportées. Quelles dettes seront remboursées et lesquelles ne le seront pas ? Qui paiera concrètement la facture ? Cela produit une société radicalement différente, beaucoup plus ou beaucoup moins résiliente. Mais la plupart des discours collapsos préfèrent renvoyer à des peurs individuelles en parlant de comptes en banques vidés ou bloqués en Argentine (2001) et en Grèce (2015), comme illustrations d'effondrements financiers (économiques, puis sociaux), plutôt que de disséquer comment cela s'est déroulé, qui en a profité et quels autres scénarios étaient possibles. Depuis la crise de 2008, la financiarisation du monde ne s'est pas "effondrée", elle s'est bel et bien renforcée et elle pourra encore le faire.

UNE NARRATION QUI FERME LES POSSIBLES

Notre but ici n'est pas de prétendre que nous éviterons des chocs immenses : nous sommes en plein dedans et ils ne font que commencer. Il s'agit en revanche de questionner cette narration imprécise du "risque systémique global", qui a tendance à naturaliser des rapports sociaux (par définition modifiables) et à voir dans chaque mauvaise nouvelle (jusqu'à des attentats) un nouveau signe de cet "effondrement", indépendamment de ce qui l'a provoqué et de ce qui en a déterminé l'intensité.

Les discours de l'effondrement amalgament des changements irréversibles — qu'on ne peut, en effet, que tenter de limiter et préparer (comme la montée des eaux) — et des changements entièrement réversibles (comme la montée des fascismes).

En plus d'être factuellement faux, naturaliser les grands bouleversements en cours, qui seraient le fruit d'une situation inextricable, verrouillée, ferme les possibles plutôt que de les ouvrir. Une

grande partie de nos fragilités actuelles sont le fruit de choix, traversés de conflits. Ces choix sont en mouvement avec des changements, des retournements, des pas de côté. Des priorités sont faites et défaites.

UNE NOTION INADAPTÉE QUI ALIMENTE UNE ANGOISSE INJUSTIFIÉE

La deuxième confusion induite par les discours de l'effondrement concerne le terme lui-même. Étymologiquement, "effondrement" fait référence à l'état d'une chose qui s'écroule sur le sol, sur le "fond" (du latin *fundus*). Une infrastructure, un bâtiment, un objet, un corps s'effondrent littéralement, physiquement. Pour le reste (l'état psychologique d'une personne, un régime politique, une société, un système économique), il s'agit d'une métaphore — très parlante, mais d'une métaphore.

C'est un terme qui a de l'effet, qui frappe, qui choque, tout le monde s'accorde là-dessus. Les personnes conscientes de la situation écologique ne savaient plus quel langage parler pour la rendre palpable, et nous sommes nombreuses à avoir accueilli ce terme avec soulagement. Mais parmi les effets de ce mot "obus", il y a un effet de dépossession.

À l'angoisse, utile et justifiée, qui peut accompagner la prise de conscience de la situation écologique, les collapsos en ajoutent une autre, inutile et injustifiée : celle qui verrait toutes les choses qui nous entourent s'écrouler d'un bloc, comme un bâtiment, sans qu'on n'ait aucune prise dessus.

L'usage du pronominal — "ça s'effondre" — produit un récit apolitique selon lequel les choses s'effondreraient d'elles-mêmes (la biodiversité, la société), alors qu'elles se font détruire. C'est d'ailleurs un sérieux problème avec l'auteur Jared Diamond, référence fortement mobilisée par les

(5) À ce sujet, lire Daniel Tanuro, "Des historiens et des anthropologues réfutent la thèse de l'écocide", *Europe solidaire sans frontières*, 17 mars 2012.



▲ Montée des eaux, symboles architecturaux qui s'écroulent, l'effondrement serait un phénomène sur lequel on n'aurait pas de prise.

collapsos. Celui-ci a déformé l'histoire de groupes humains qui se seraient selon lui "effondrés", alors qu'ils ont été agressés, pour une bonne partie d'entre eux (5). Les groupes humains, comme la biosphère, comme le rapport de production capitaliste, ne "s'effondrent" pas, ils muent, se transforment, se font détruire.

UN IMAGINAIRE TROMPEUR DE "TABLE RASE"

L'imaginaire d'un avant et d'un après "effondrement global" est puissant chez les effondrés. Si nombre de collapsos insistent pour dire qu'il ne s'agira pas d'un "événement", le fait est que cette nuance ne pèse pas lourd face à l'impression laissée par leur discours général. Ils parlent d'ailleurs eux-mêmes de "croire" ou non en cet "effondrement", qu'il ne peut y avoir de certitude que "ça" va arriver, mais une forte probabilité... Si les *Colibris* nous appellent à faire notre part individuellement plutôt que le nécessaire collectivement, une série de collapsos nous appelle (individuellement et collectivement) à accepter l'incendie et à préparer la renaissance qui y ferait suite. Ce qui brûle dans cet incendie et, surtout, dans quel ordre les choses brûlent, ne semble pas être le plus important à discuter.

« Tout va s'effondrer.
Alors... préparons la suite.
Pablo Servigne (6) »

Or, si on part de la réalité, les choses se font dans une continuité, accélérations et basculements compris, sans interruption, sans interrupteur. Le fantasme de la table rase, d'un "repartir de zéro" est trompeur car il n'advient jamais. Ce qui importe est *en train d'arriver*. Déjà aujourd'hui, qui est évacué prioritairement et qui

ne l'est pas en prévision de tempêtes ou de catastrophes "naturelles"? Comme l'explique Elisabeth Lagasse (7), les récits de l'effondrement portent en eux cette idée de désert, de "terra nullius" (terre de personne), qui efface — ou, du moins, repousse au second plan — les actrices et acteurs ainsi que leurs interactions. Or, c'est bien sur ces interactions que nous avons prise.

DÉPASSER LES RÉCITS DE L'EFFONDREMENT

Les différents discours collapsos ont, parmi d'autres qualités, celle d'avoir fait connaître plus largement l'état de la biosphère. Il ne s'agit donc pas de déconstruire ces discours pour le plaisir, mais d'en dépasser les limites, afin d'aller plus loin.

Il s'agit de s'affranchir de l'imaginaire effondriste, de ne pas rester bloqué-es dedans, d'avoir des échanges moins confus sur ce qu'il se passe et pourrait se passer. En parler avec d'autres personnes est l'une des meilleures manières de déceler ce qui peut nous gêner dans ces discours et de les compléter par nos propres récits, visions et expériences, à partir de ce qui est.

Jérémie Cravatte

Militant du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) et animateur chez Barricade à Liège (Belgique) ■

(6) Interviewé par *Reporterre*, "Tout va s'effondrer. Alors... préparons la suite", 7 mai 2015.

(7) Elisabeth Lagasse, "Contre l'effondrement, pour une pensée radicale des mondes possibles", *Contretemps*, 18 juillet 2018.

■ Ce texte est une synthèse d'un article publié en avril 2019 chez *Barricade* (Liège, Belgique) : "L'effondrement, parlons-en : les limites de la collapsologie". Plusieurs limites y sont décrites. 1 : ces discours sont présentés à tort comme une science ; 2 : leur approche et l'imaginaire qu'ils mobilisent sont particulièrement occidental-centrés ; 3 : la notion même "d'effondrement" est inopérante ; 4 : le fantasme d'un "après" est nourri au détriment d'une lecture à partir du "déjà-là" ; 5 : l'acceptation indifférenciée est privilégiée par rapport à la lutte ; 6 : la plupart des réponses proposées sont plus qu'insuffisantes, quand elles ne sont pas réactionnaires.

> Voir : <http://barricade.be>



▲ L'idée que le monde et ses ressources ne sont pas indéfiniment renouvelables fait son chemin, jusqu'aux marches pour le climat.

Prendre au sérieux le vent de collapsologie qui souffle

Le terme d'effondrement, si utilisé aujourd'hui, ne serait pas que "l'effet d'une surenchère dans l'alarme grandiloquente". Il faudrait se garder de disqualifier trop vite le catastrophisme actuel. Voilà le point de départ de la réflexion de Luc Semal, qui explore le sujet dans ses nuances et ses ambivalences.

SELON LUC SEMAL, IL FAUT RELATIVISER le risque de fatalisme et de dépolitisation que nous ferait courir la "perspective catastrophiste". Il voit au contraire dans cette notion une contribution démocratique importante, et il avance plusieurs arguments.

Silence : Vous dites d'abord que la perspective catastrophiste a été consubstantielle à l'écologie depuis les années 60.

Luc Semal : On peut toujours remonter aux précurseurs des précurseurs des précurseurs, et exhumer quelques textes et citations suggérant une généalogie qui remonterait très loin dans le temps. Personnellement, j'insiste plutôt sur le fait que quelque chose d'original et d'inédit s'est passé depuis la Seconde Guerre mondiale en matière de catastrophisme. Quelque chose qui s'est joué en plusieurs temps.

Un premier temps intervient dès 1945 avec l'invention, l'utilisation et la réutilisation de la bombe atomique. C'est l'analyse du philosophe allemand Günther Anders, qui voyait là une rupture majeure et

irréversible dans la condition humaine. Avant 1945, on pouvait bien sûr spéculer sur la fin de l'humanité, mais de manière plutôt abstraite, sur un mode religieux, romanesque ou prophétique. La bombe, au contraire, introduit une menace existentielle qui restera une réalité concrète et tangible, incarnée par les armes nucléaires. La fin rapide de l'humanité n'est plus un jeu de l'esprit, mais une perspective très plausible. Nous perdons la garantie de l'existence d'un long terme (1).

Un deuxième temps intervient quand l'écologie politique proprement dite émerge au tournant des années 1960-1970. Elle est alors très liée aux luttes anti-nucléaires, et elle s'inquiète de la menace existentielle posée par la bombe, mais elle y adjoint désormais de nouveaux sujets de préoccupation : la croissance démographique, l'empoisonnement des milieux, l'épuisement des ressources, l'explosion des pollutions, etc. Bien sûr, à l'époque, on parle encore très peu de climat, le mot biodiversité n'a pas encore été inventé, certains argumentaires sont maladroitement... Mais déjà, les bases de la perspective catastrophiste sont clairement posées par l'écologie politique et les écologistes (2).

(1) Günther Anders, *La Menace nucléaire – considérations radicales sur l'âge atomique*, éd. Le Serpent à plume, 2006. Günther Anders, *Hiroshima est partout*, Paris, éd. Seuil, 2008.

(2) Pour un témoignage d'époque sur l'entremêlement des questions nucléaire et écologique, voir : Robert Hunter, *Les Combattants de l'arc-en-ciel : la première expédition de Greenpeace* (Amchitka, 1971), Paris, éd. Gallmeister, 2007. Pour l'un des premiers ouvrages ébauchant la liste des menaces écologiques, voir : Jean Dorst, *Avant que nature meure*, Neuchâtel, éd. Delachaux et Niestlé, 1965 (réédité en 2012).



▲ Greenpeace lutte depuis sa création contre le nucléaire, véritable bombe à retardement d'une catastrophe écologique. En 2014, des militantes tentent de pénétrer dans une dizaine de centrales pour dénoncer leur vétusté.

UN REFLUX DANS LES ANNÉES 1980-1990

Ensuite, il y a eu comme un reflux des approches catastrophistes dans les années 1980-1990, quand les propositions relevaient majoritairement du développement durable et de la croissance verte. C'est dans les années 2000 qu'un troisième temps intervient, quand la crainte du pic pétrolier joue un rôle décisif dans les débuts des mouvements de la décroissance en France et des *Transition Towns* (villes en transition) au Royaume-Uni. Et aujourd'hui, nous vivons peut-être un quatrième moment, où le catastrophisme se réorganise autour de la question climatique et de l'hypothèse collapsologique.

Donc, les formulations et les priorités évoluent au fil des époques, mais en arrière-plan, oui, la perspective catastrophiste a été consubstantielle à l'écologie politique depuis les années 1960. C'est un point de vue sur le monde et sur l'histoire qui conduit à penser que la civilisation des fossiles dont nous vivons l'apogée n'aura duré que quelques décennies. Que cette civilisation n'est qu'une parenthèse dans le temps long de la planète et de l'évolution, mais une parenthèse qui enclenche des processus aux conséquences pour partie irréversibles : l'existence des déchets nucléaires, le réchauffement climatique, les pertes de biodiversité, etc.

Vous dites qu'il faut prendre au sérieux le "vent de collapsologie" qui souffle aujourd'hui mais que, en même temps, l'écologie ne doit pas limiter désormais sa pensée ou ses mobilisations à cette perspective.

Prendre au sérieux le vent de collapsologie, cela veut dire prendre au sérieux le fait que nos sociétés sont de plus en plus travaillées par la perspective catastrophiste. Parler d'effondrement, ce n'est pas juste une mode, un phénomène éditorial et médiatique. Cela a du sens aujourd'hui parce

que nous voyons bien que des seuils d'irréversibilité sont en train d'être dépassés — notamment dans le domaine climatique, où on voit que l'objectif des 2 °C est en train de nous échapper (3). Et ce qui est frappant, c'est que ce constat dépasse désormais largement les seuls réseaux de la collapsologie. Nos horizons climatiques et écologiques s'assombrissent, une logique de désillusion collective s'installe, les angoisses montent, et malheureusement ce n'est sans doute que le début.

Mais est-ce une raison suffisante pour dire que l'effondrement — au singulier — est certain et imminent ? Je n'en suis pas sûr. Le vent de collapsologie qui souffle actuellement nous aide à rompre avec le discours lénifiant sur la croissance verte et la transition écologique high-tech. C'est très important. Mais à trop se focaliser sur l'effondrement au singulier, et à trop l'annoncer comme inévitable et imminent, la collapsologie peine parfois à rendre compte de la complexité de ce qui nous attend. En fait, avec le réchauffement climatique ou la sixième extinction de masse, nous vivons un processus catastrophique qui est fulgurant à l'échelle des temps géologiques, mais qui reste assez lent à l'échelle de nos vies. Et il est difficile de trouver des formulations adéquates pour exprimer cette tension entre deux temporalités difficilement conciliables.

Donc oui, vu l'assombrissement des horizons, l'écologie politique et les mobilisations écologistes doivent parler d'effondrement. Mais elles ne doivent pas parler que de ça, car prise isolément, la notion d'effondrement risque bien souvent d'occulter les marges de manœuvre politiques encore existantes pour limiter la casse. Ces marges de manœuvre, il me semble que c'est la notion de décroissance qui les exprime le mieux, en suggérant que même dans une situation de désastre écologique déjà bien avancé, le choix peut toujours être fait d'organiser une répartition équitable, plutôt qu'inéquitable, des efforts de sobriété qui

(3) Edwin Zaccāi, *Deux degrés – les sociétés face au changement climatique*, Paris, éd. Presses de Sciences Po, 2019.



▲ Luc Semal, auteur de *Face à l'effondrement* – militer à l'ombre des catastrophes.

s'imposent. On peut faire le choix de la démocratie et de l'égalité plutôt que celui du cynisme et de la fuite en avant. Mais ce choix ne tombe pas du ciel, il se construit par des luttes collectives, dans la tradition des luttes pour la démocratie.

En quoi la réhabilitation des émotions, proposée par la collapsologie, pourrait-elle aider à la réinvention des processus démocratiques ?

La question des émotions n'est pas nouvelle pour l'écologie politique. En fait, là aussi, on pourrait remonter aux luttes antinucléaires. C'est peut-être là que, pour la première fois, des gens se sont mobilisés pour conjurer une menace existentielle pour l'humanité, donc pour la survie de l'humanité. Et se battre pendant des années ou des décennies, se battre toute sa vie pour que l'avenir puisse exister, avec des résultats pour le moins mitigés, cela suscite évidemment des émotions telles que la peur, l'angoisse, la frustration, le désespoir, etc.

L'écopsychologue Joanna Macy, dont on redécouvre aujourd'hui les travaux, était assez pionnière sur ces questions dès les années 1970. Il est frappant de voir comment elle a inspiré le mouvement des *Transition Towns* dans les années 2000, et comment elle inspire aujourd'hui les réseaux de la collapsologie (4). Je crois que l'explication assez simple en est que, depuis les premières luttes antinucléaires, nous sommes toujours aux prises avec une menace existentielle pour l'humanité, mais une menace désormais plus protéiforme, où s'entremêlent le risque nucléaire, le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité, la finitude des ressources fossiles, etc.

LA PEUR DE FAIRE PEUR EST AUJOURD'HUI À CÔTÉ DE LA PLAQUE

Dans ce contexte, la réhabilitation des émotions est une proposition très intéressante. Il ne

s'agit pas de dire que les émotions doivent être exprimées à tout bout de champ, ou qu'elles devraient désormais guider toutes nos décisions. Il s'agit plutôt de constater que nous sommes confrontés à une situation qui, par bien des aspects, est *objectivement effrayante*. Et donc, si on reste prisonnier de l'idée reçue selon laquelle "surtout il ne faut pas faire peur parce que ça risque de démobiliser les gens", concrètement on va sans cesse se retrouver à euphémiser, à adoucir le diagnostic, à mentir par omission, à tourner autour du pot par peur de faire peur.

En 2020, cette peur de faire peur me semble complètement à côté de la plaque : les angoisses sont là, qu'on le veuille ou non. Et, plus fondamentalement, l'euphémisation permanente semble incompatible avec une délibération exigeante sur les origines de la catastrophe écologique globale et sur les réponses qui pourraient y être apportées. Cela me semble un enjeu majeur dans l'émergence d'une éventuelle démocratie écologique. De fait, nous sommes confrontés à une situation effrayante : la moins mauvaise option serait sans doute d'en prendre acte, de laisser une place pour que s'expriment les peurs et les angoisses, et de tenter de surmonter ensemble ces peurs en construisant des réponses démocratiques à la catastrophe écologique.

Luc Semal

Maître de conférences en science politique au Muséum national d'Histoire naturelle, chercheur au Centre d'écologie et des sciences de la conservation. Auteur de Face à l'effondrement – militer à l'ombre des catastrophes, éd. Presses universitaires de France, 2019 (livre du mois dans Silence n° 481, septembre 2019), et de Bestiaire disparu – histoire de la dernière grande extinction, éd. Plume de carotte, 2013 ■

(4) Joanna R. Macy, *Despair and Personal Power in Nuclear Age*, New Society Publishers, 1983. Voir aussi : Joanna Macy et Chris Johnstone, *L'Espérance en mouvement – comment faire face au triste état de notre monde sans devenir fous*, Genève, éd. Labor et Fides, 2018.



▲ La famille Douglas et son kit de survie : de plus en plus de personnes se préparent à l'effondrement en apprenant des techniques de survie ou en stockant de la nourriture. Le survivalisme est même devenu un marché porteur !

Quels effets les discours effondristes produisent-ils ?

Il semble possible d'attribuer plusieurs effets tangibles à l'énorme propagation des thèses effondristes au sein de la société. Nous en faisons une liste, sans doute incomplète, montrant cependant que ces effets ne dessinent pas de tendance homogène.

NE NOUS LEURRONS PAS, L'EFFET PRINCIPAL du succès des discours de l'effondrement est de n'avoir aucun effet. Ne rien changer, ou les cinquante nuances de l'inertie : le déni, l'apathie politique et l'inoxydable "business as usual", mais aussi "militantism as usual" (1), l'attente résignée ou cynique, etc. Les alertes scientifiques se succèdent, leur bref écho dans les médias cause un frisson d'effroi, puis chacun-e retourne à ses occupations. Au fond, plutôt qu'une absence de conséquence, on pourrait voir ici une accoutumance à l'annonce du désastre.

Donc, peut-on dire que rien ne change, ou si peu, dans la marche du monde et dans les comportements de la plupart d'entre nous ? Oui et non. D'une part, dans le même temps, plus rien n'est vraiment comme avant dans les représentations de l'avenir. Celles-ci sont désormais colorées par l'hypothèse catastrophique, que l'on y croie ou pas. Pour paraphraser Luc Semal, nous vivons désormais dans son ombre. D'autre part, plusieurs résultats non négligeables peuvent être attribués au retentissement des thèses effondristes.

VERS UN NÉOSURVIVALISME CONVIVAL

Le survivalisme constitue un milieu complexe en pleine croissance. Il évoluerait en Europe loin des origines nord-américaines de paranos retranchés dans leurs bunkers. La plupart des "néosurvivalistes"

seraient désormais avant tout des personnes sensibles à l'écologie, soucieuses de se préparer en vue de catastrophes, souvent en famille. Leur démarche se centre sur la constitution d'une "base autonome durable" (BAD). Une BAD c'est, typiquement, un lieu de vie loin des villes, avec provisions et matériel en tout genre mais aussi des cultures, un accès à l'eau... En bref, le nécessaire pour se passer des services de l'État et des technologies, pour cultiver autonomie, résilience et frugalité, pour s'ancrer dans la nature.

Il est difficile de ne pas remarquer une proximité avec les préoccupations des personnes se projetant dans le monde post-effondrement au sein de petites communautés telles que celles qu'appellent de leurs vœux Pablo Servigne et son entourage, cela dit sans amalgame.

Les divergences restent essentielles. Les objectifs des survivalistes se limitent à la survie de leurs tribus, dans une attitude plutôt individualiste (qui n'exclut pas l'organisation en groupe, jugée plus efficace). L'état d'esprit est bien différent chez les "collapsonautes" qui mettent en avant l'entraide, tout un travail sur les émotions et la refondation de petites sociétés autogérées et ouvertes.

Pourtant donc, les modes de vie et les sujets d'intérêt concrets des deux mouvances, par ailleurs floues et perméables, peuvent être proches. On peut parler de formes hybrides autour d'un survivalisme à la fois

(1) "Le business continue" et "Le militantisme continue", Bertrand Vidal, *Survivalisme*, éd. Arkhé, 2018.



▲ Des militants d'Extinction Rebellion bloquent le passage au carrefour du quai de la Mégisserie, de la Place du Chatelet et du pont au Change (Paris 1^{er}), le 7 octobre 2019.

gentrifié et convivial. Il faut compter aussi avec de plus en plus de personnes qui confient n'être ni survivalistes ni effondrées, mais réfléchir quand même à un "plan B", au cas où... Une vigilance en sourdine qui se répand ?

Quoi qu'il en soit, les théories de l'effondrement provoquent une expansion certaine de la galaxie de celles et ceux qui "se préparent", un peu, beaucoup, obsessionnellement.

COUP DE POUCE À L'ÉCOSPIRITUALITÉ

Le principal message du troisième livre de Pablo Servigne et ses coauteurs est celui de la "collapsologie". En bref, nous ne traverserons pas "l'effondrement" sans effectuer un travail de transition intérieure consistant à changer radicalement nos conceptions du monde : renoncer à l'anthropocentrisme, dilater la conscience de soi à l'ensemble du vivant... Ce cheminement philosophique, voire spirituel parfois, s'inscrit dans la lignée de l'écologie profonde.

Un courant qui n'a jamais vraiment pris racine, pas plus que le *new-age*, au pays de Descartes et de la laïcité, où tout écart à la rationalité est vite disqualifié. Dans les milieux écologistes, les éventuelles composantes spirituelles des engagements ont le plus souvent été reléguées à l'arrière-plan par souci de légitimité. Mais une évolution se manifeste. Nous assistons à une

floraison de propositions pour prendre des "bains de forêt" et embrasser des arbres, renouer avec le sauvage ou suivre un chamane. La permaculture intérieure, qui valorise le soin à prendre de soi-même et des autres, fait son apparition. Tout cela s'inscrit dans l'émergence d'une écospiritualité et d'une écopsychologie (les deux notions semblent très liées) que l'on peut définir comme le résultat d'un double processus : "l'écologisation du religieux (au sens large) et la spiritualisation de l'écologie" (2).

Elle est portée par une montée des émotions liées à la situation écologique, du moins de leur expression en tant que telles. Les notions autour de l'écoanxiété se diffusent, facilitant la démarginalisation de l'émotionnel dans la vie quotidienne, militante ou politique.

"La collapsologie rencontre l'écospiritualité" (3) et participe à son essor. Encore modeste, celui-ci pourrait prendre de l'ampleur au fil de l'aggravation de l'état du monde.

RADICALISATION DES MOUVEMENTS ÉCOLOS

Fin 2018, *Extinction Rebellion (XR)* fait irruption avec force dans le paysage militant écologiste. Son logo devient célèbre : le sablier du compte à rebours de l'extinction, dans le cercle de notre planète. XR place explicitement ses revendications et sa stratégie de désobéissance civile sous l'extrême urgence à limiter les catastrophes en cours.

Ce positionnement, et les actions qui l'accompagnent, sont assez disruptives pour susciter des remises en question au sein des autres organisations écologistes. Le plus souvent attentives jusqu'ici à garder une dimension "positive", ne pas être trop alarmistes, elles semblent prêtes aujourd'hui à durcir leur message et à se radicaliser. Ce serait le cas par exemple chez *Alternatiba* : "Nous voulons adopter un ton plus radical pour être à la hauteur des

Bizness

Les mots effondrement, catastrophe ou collapsologie font vendre. D'abord des livres et des magazines, mais aussi des conférences, des spectacles, des séries. Le néosurvivalisme est un marché en plein essor, l'écospiritualité génère ses stages et ateliers payants. Rien de surprenant.

(2) Aurélie Choné, "L'écospiritualité, qu'est-ce que c'est ?", *The Conversation*, 21 octobre 2015.

(3) Jean Chamel, "Faire le deuil d'un monde qui meurt. Quand la collapsologie rencontre l'écospiritualité", *Terrain*, n° 71, avril 2019.

enjeux climatiques" (4). De même, Susan George traite les dirigeants du G7 d'"assassins génocidaires en puissance" (5). La désobéissance civile a le vent en poupe. Chez les jeunes, la "génération climat" débute son engagement politique avec l'hypothèse de l'effondrement, faisant souvent l'impasse sur la construction d'autres repères.

Là aussi, l'influence des analyses effondristes, qui ont réussi à faire émerger la notion d'urgence dans les causes écologiques, et pas seulement celle du climat, est décisive.

DURCISSEMENT ET POLARISATION DES DISCOURS

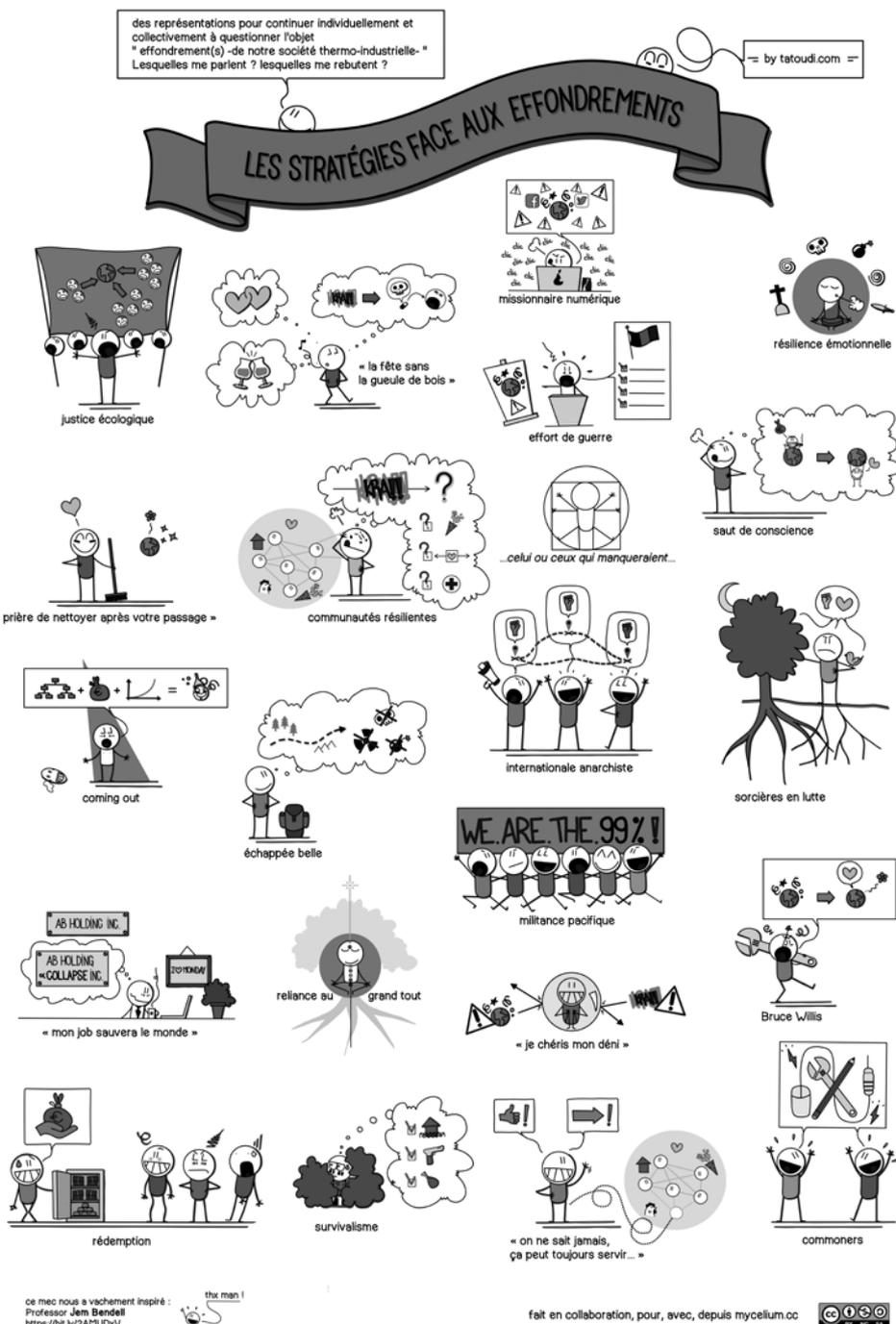
Les thèses effondristes balayent le discours rassurant (pour qui veut y croire) du développement durable. Elles sont mises en lumière par des personnalités de divers horizons (6) prenant parfois des positions "dures", par exemple en faveur de mesures contraignantes, pour évoquer une situation de guerre ou encore pour dénoncer les "destructeurs". Les mouvements écolos se radicalisent. Tout cela enfonce un coin dans la prudence générale qui prévalait jusqu'alors pour éviter le registre de l'écologie coercitive et clivante.

Cette nouvelle tonalité écolo dans la sphère large du "débat public" excite les réactions des éco-optimistes et climatosceptiques. Ils et elles veulent y voir un danger et s'engouffrent dans cette "brèche" pour renchérir sur leurs thèmes habituels : les écolos "radicaux" en général et les effondristes en particulier seraient, outre des "marchands de peur", "les nouveaux obscurantistes", des "climatofanatiques", des "écofascistes". L'argument du climat ne servirait qu'à masquer leur véritable cause : l'anti-capitalisme. Rien de bien nouveau mais cela réactive ces fantasmes, ou faux procès (récurrents chez une certaine droite) de "dictature verte".

Sur fond de visions du monde opposées, les thèses effondristes participent à l'exacerbation des antagonismes et des clivages. Elles sont à la fois un symptôme et un facteur d'accentuation d'une polarisation conflictuelle au sein de la société.

Les discours effondristes ont été la caisse de résonance des alertes scientifiques qui s'accumulent, en en proposant une lecture unifiée et une conclusion tranchée. Il ne paraît donc pas déraisonnable de leur attribuer les effets ci-dessus. Leur revue montre en tout cas que ces répercussions ne convergent pas dans un sens donné : progressiste ou conservateur, mobilisateur ou dépolitisant, terrifiant ou anesthésiant etc. Cette absence de déterminisme, (au contraire des affirmations de part et d'autre), en tout cas pour l'instant, facilite le fait de s'approprier le sujet des catastrophes et, comme le propose Jérémie Cravatte, d'en dépasser la seule version collapsologique.

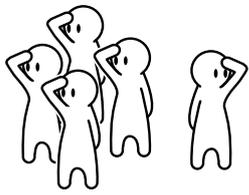
Danièle Garet ■



(4) Marion Esnault, porte-parole du mouvement *Alternatiba*, citée dans "Etes-vous assez radical?", *Socialter*, n° 35, juin-juillet 2019.

(5) Susan George, présidente d'honneur du mouvement d'*Alternatiba*, s'exprimait à Biarritz en août 2019.

(6) Par exemple le physicien Aurélien Barrau, l'écrivaine Fred Vargas, l'auteur et ingénieur Philippe Bihouix, la philosophe Geneviève Azam ou encore Delphine Batho et son "nouveau clivage entre Terriens et Destructeurs"; etc. Sans aller chercher aux extrêmes délirants, on peut lire par exemple : Hervé Nathan, "L'ascension des collapsologues", *L'Express*, 10 juillet 2019, ou une interview de Pascal Bruckner, "L'écologie pourrait déboucher sur un nouveau totalitarisme", *Le Figaro Magazine*, 28 juin 2019. Cela correspond au développement des mouvements d'inspiration *childfree* (pas d'enfant par choix), dont le mouvement international *Ginks* (*Green inclination, no kids*, soit "engagement vert, pas d'enfant"). Voir *Silence* n° 479, juin 2019, "Naitre ou ne pas naître : une nouvelle question écolo?".



Réparer pour ne plus surconsommer, le boom des Repair Cafés

Comme chaque samedi matin, la salle du souvenir de la mairie du 5^e arrondissement de Paris prend des allures d'atelier de bricolage. Des tournevis de toutes les tailles sont étalés sur une grande table, mélangés à des clés à molette et des paires de ciseaux. Tous ces outils sont mis à la disposition des participant-es du Repair Café.



Justine Guilton-Boussion

Le concept, originaire des Pays-Bas, fleurit un peu partout en France depuis plusieurs années. L'idée est simple : des bénévoles aident d'autres personnes à réparer leurs objets, en discutant et en partageant un repas ou une boisson. Et la formule séduit. Toutes les semaines, les cinq bénévoles régulières aident au moins une dizaine de personnes. Le Repair Café représente pour la plupart des participant-es une alternative à la surconsommation, une façon de réduire ses émissions de gaz à effet de serre en évitant la production inutile de nouveaux appareils.

Le Repair Café du 5^e arrondissement dépend de l'association Repair Café Paris (qui gère une quarantaine d'antennes en

Île-de-France), et appartient au réseau international Repair Café, créé en 2009 par Martine Postma, une activiste écologiste néerlandaise. Près de 2000 cafés de ce réseau existent actuellement dans le monde entier, dont environ 200 dans l'Hexagone.

Des avancées législatives limitées

Ce "boom" de l'auto-réparation en France pourrait encore grandir s'il était encouragé par le gouvernement, notamment par le biais de la loi "relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire". Mais le texte est actuellement examiné à l'Assemblée nationale, et les ONG écologistes n'en sont pas satisfaites. "Entre ce qui avait été voté par le Sénat et ce qui risque d'être voté par l'Assemblée, il y a quand même un certain nombre de reculs sur le volet réparation et réemploi", déplore Laura Châtel, responsable du plaidoyer à Zero Waste France.

L'obligation pour les entreprises de fournir des mises à jour de logiciel gratuites pendant dix ans sur leurs produits électroniques a été mise de côté. Un autre point, adopté pendant la lecture au Sénat, a depuis été modifié : la création de fonds pour la réparation et le réemploi, destinés à financer pour un-e consommateur-ice une partie du prix de la réparation de son objet, et à payer les acteurs et actrices du réemploi. Les ONG espéraient collecter une partie de l'éco-contribution sur les petits produits (smartphones, casques audio, fers à lisser...), dont l'éco-contribution est aujourd'hui très faible.

Les ONG saluent toutefois quelques avancées et espèrent que celles-ci vont rester dans le texte. Par exemple, la rapporteuse Véronique Riotton a déposé un amendement réclamant une obligation de disponibilité des pièces détachées des produits électriques et électroniques d'une durée de cinq ans minimum. Le texte de loi étant actuellement discuté, des changements peuvent encore être effectués.

En partenariat avec: www.reporterre.net



» Lot

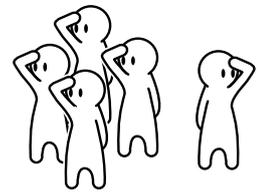
L'éco-village de Lacapelle Cabanac



À mi-chemin entre Villeneuve-sur-Lot et Cahors, le village de Lacapelle Cabanac (163 habitant-es) propose une alternative à l'habitat individuel classique. En 2008, la municipalité a lancé un projet d'écoquartier dans le but de voir s'implanter de nouvelles personnes dans le village, dans une démarche de préservation de l'environnement. Après un pilotage participatif (réunions publiques, temps de rencontres entre habitant-es et candidat-es potentiel-les à l'installation, chantiers participatifs d'aménagements du terrain), des travaux ont eu lieu entre octobre 2014 et novembre 2015 et deux maisons (une maison en paille ossature bois et une maison en bois) ont vu le jour.

Aujourd'hui, l'écoquartier de Lacapelle Cabanac se compose de dix lots, qui cherchent encore preneur pour certains. La municipalité possède aujourd'hui 47 % de Surface Agricole Utile en Agriculture Biologique et un paysan-boulangier s'est installé dans le bourg du village au début de l'année 2019. Ce nouveau local a enrichi la vie sociale et culturelle de Lacapelle Cabanac, qui ne demande qu'à accueillir de nouvelles énergies.

♦ Contact : Ecoquartier de Lacapelle Cabanac, Le bourg 46 700 Lacapelle Cabanac, tél. : 05 65 24 63 76, www.mairie-lacapelle-cabanac.com.



» Côtes d'Armor

L'Aronde, écolieu de vie et d'activités



Huit personnes constituent actuellement le collectif porteur de *L'Aronde*, coopérative d'habitant-es et lieu d'activités permaculturelles, artistiques et artisanales à Languédias. Le foncier a été acquis, le bâti est actuellement en chantier, avec notamment un bâtiment d'un étage de 200 m² construit à l'aide de 1 500 bottes de paille, qui voisinera avec de l'habitat léger. Les activités de maraîchage et d'apiculture ont démarré, sans mécanisation lourde et en vente directe. Parmi les autres envies : plantes médicinales, fabrication de pain, etc.

♦ *L'Aronde*, rue de la Beauflais, 22970 Languédias, www.aronde.org.

» Italie

École populaire de musique Ivan Illich

À Bologne, la *Scuola popolare di Musica Ivan Illich* est une école de musique pas comme les autres, qui mise sur l'éducation populaire et les traditions orales pour transmettre la passion du chant et de la musique. Créée par Salvatore Panu, depuis 1992, elle propose des cours de musique ouverts aux jeunes et moins jeunes, à celles et ceux qui veulent jouer et chanter avec les autres, qui n'ont jamais pris d'instrument en main ou qui veulent devenir musicien-ne professionnel-le ; à celles et ceux qui veulent improviser, qui veulent apprendre tout en s'amusant. L'école fonctionne aujourd'hui de façon associative, elle était jusque dans les années 2000 gérée de façon complètement horizontale, avec une assemblée hebdomadaire. Loin des carcans du conservatoire, l'école fait la part belle à tous les savoirs populaires, à l'improvisation, et distingue la capacité à enseigner du génie musical.

♦ Via Antonio Giuriolo, 7, 40129 Bologna BO, Italie, tél. : 051 35 77 53, segreteria@spmii.it, <http://www.spmii.it>.

L'AlterTour 2020 roulera de Grenoble à Argenton-sur-Creuse !

Pour sa 13^e édition, l'*Altertour* découvre le centre de la France ! Du 8 juillet au 23 août 2020, venez partager, pour une journée ou une semaine, les joies de ce tour alternatif à vélo. Chaque jour après une demi-journée de vélo, les participant-es visitent des écolieus, des producteurs bio, des entreprises coopératives, des collectifs citoyens, des ateliers vélos, des habitats partagés en écoconstruction... L'*AlterTour* passera notamment en 2020 par des lieux culturels comme le Quartier Métisseur à Lamure-sur-Azergue, mais également par la Brasserie Artisanale de Bourgogne à Chagny, la Clinique de Saumery à Huisseau-sur-Cosson, le Comité de défense de la gare d'Argenton-sur-Creuse... Ouverture des inscriptions le 1^{er} mai 2020.

♦ *AlterTour*, c/o Mathieu Fromont, 1, rue du Cloître, 39100 Monnières, tél : 06 77 59 30 92, www.altercampagne.net



Médias

♦ **Le Ravi**, n°180, janvier 2020, 4,40 €. Le mensuel satirique de la région PACA propose un classement inédit : celui des villes de sa région à fuir. Le journal soumet les 40 principales villes du coin à 24 indicateurs, issus de sources "officielles" (notamment l'IN-SEE). Tout est décortiqué : nombre d'années de mandat du ou de la maire sortant-e, services publics aux particuliers, petits commerces par habitant-e, évolution de la part de la voiture dans les déplacements, etc. La construction des critères est intéressante, et si on en croit les résultats, la ville à fuir serait en 2019 Six-Fours-les-Plages, quand Briançon atteint joyeusement la dernière place.



♦ **Les Zindigné.e.s**, octobre-décembre 2019, n° 54, 12 €. Le trimestriel piloté par Paul Ariès propose un long article qui revient sur l'histoire de l'utilisation du Chlordacon, pesticide très toxique massivement utilisé dans les bananeraies de Martinique et de Guadeloupe des années 1970 aux années 1990, alors qu'une commission d'enquête parlementaire s'est ouverte timidement et bien tardivement en juillet 2019. Un combat qui promet d'être long : 750 000 personnes ont été contaminées, et pour l'instant seulement 3 000 ont été indemnisées...



♦ **Les autres possibles**, "La suite du monde est proche", janvier 2020, n° 25, 2 €. Journal nantais qui se déplie et offre tous les deux mois des cartographies imaginatives, ce numéro se refuse à s'arrêter à la montée des eaux et à l'extinction des espèces. Il présente plutôt différents engagements collectifs pour préserver des zones naturelles ou revégétaliser des sites industriels. Tout n'est pas perdu !



♦ **De tout bois**, hiver 2019/2020, n°12, 2 €. Cette revue trimestrielle a pour objectif principal de faire vivre la lutte contre le *Center Parcs* de Roybon, en Isère. Mais elle en profite pour aborder des enjeux sociaux actuels comme l'écologie, le capitalisme et les luttes sociales. Au programme de ce numéro (entre autres) : "chronologie de la lutte", "contre l'expertise et la compensation, pour des luttes et des forêts vivantes", ou encore "sortir du bois. Écrire depuis une lutte, qu'est-ce que ça implique ?".





Tout augmente...

Avec plus d'un an de retard, le gouvernement égraine les mauvaises nouvelles écologiques. Peu empressé de rendre publics des indicateurs environnementaux qui apportent la preuve de l'échec du gouvernement, ce dernier a tout fait pour minorer l'ampleur du désastre.

Des promesses illusoire

En 2018, les ventes de pesticides ont augmenté de 21 %. Vous avez bien lu... Vingt et un pour cent ! Chaque nouveau plan de sortie des pesticides se traduit donc... par une augmentation de la vente des pesticides. Dans la société du spectacle, il n'y a rien d'illogique à cela. La gesticulation politique est supposée détourner l'attention. Mieux... plus l'objectif (toujours lointain) est ambitieux, moins l'action le sera. Cette équation est désormais un automatisme de cette caste politicienne aseptée par les crises écologiques.

carbone en 2050. N'hésitez pas à y aller de votre petite contribution : sortie du capitalisme en 2098, restauration des milieux écologiques en 2643 ou encore sobriété énergétique en 4961... Rien ne doit vous brider dès lors que vos objectifs simulent l'ambition sans risquer une remise en cause politique.

Une action radicale nécessaire

L'action se doit d'être ambitieuse, radicale, déterminée et inscrite dans le temps et dans l'espace. Elle ne l'est pas. Les lobbies veillent. Dociles, les politicien·nes obtempèrent mais doivent donner le change. Notre maison brûle, les grenelles passent et Macron annonce un référendum qui actera sans doute que l'urgence climatique est une priorité. Si les marches pour le climat rassemblent encore des dizaines de milliers de jeunes, le climat ne sera plus UNE priorité, mais LA priorité. LA priorité des priorités même... Du moment que les avions décollent et que les SUV se vendent, rien n'est impossible en terme d'objectifs fumeux.

Bien entendu, rien ne viendra remettre en cause les fondamentaux de l'éco-cide. Business as usual...

À mesure que les indicateurs virent au rouge, l'inconfort de l'inaction devient trop visible pour demeurer simplement commentateur politique. L'heure est donc venue, pour le pouvoir en place, de casser le thermomètre ou à tout le moins chercher à occulter ou retarder la publication d'indicateurs peu reluisants.

Face à cette illusion d'optique, notre responsabilité est de chausser nos lunettes anti-greenwashing et cesser de se faire abuser. Factuellement tous les indicateurs sont au rouge et ce n'est pas un verbiage vert pale qui saurait nous contenter. L'heure est à l'action ; ici et maintenant parce que nous n'avons plus le temps d'attendre.



CCO

Faute d'agir sur le réel, gouvernement et parlementaires optent pour une politique hors-sol faite de plans creux et discours grandiloquents. L'enjeu est d'entretenir l'illusion du changement et la fiction d'un résultat à venir.

Appliquez cette stratégie à toutes les pollutions identifiées : nucléaire, pollution de l'air, climat, biodiversité, etc. Diminution de la vente des pesticides de 50 %... en 2025 ; sortir du plastique à usage unique... en 2040... Neutralité

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

» Haut-Rhin

Pour le déstockage des déchets dangereux du site Stocamine

Le 23 novembre 2019, ce sont plus de 500 personnes qui ont manifesté à Wittelsheim (Haut-Rhin) pour exiger le déstockage des déchets dangereux confinés sur le site de Stocamine, une ancienne mine de potasse, pointant le risque de pollution de la plus grande nappe phréatique d'Europe. Aujourd'hui, 42 000 tonnes de déchets sont stockées dans des galeries, sortes de "poubelles chimiques". Tout comme pour le site de CIGEO près de Bure, les associations de défense de l'environnement préconisent de ressortir les déchets pour les stocker en surface, afin de ne pas les oublier et d'en garder le contrôle. Stocamine est le seul site de stockage souterrain en couche géologique profonde.

♦ Collectif Destocamine : www.destocamine.fr, collectif.destocamine@gmail.com

» Guyane

Le désastre de la gestion des déchets

À Maripasoula, commune semi-isolée de l'Amazonie française, la décharge publique brûle depuis le 11 septembre 2019. Les dix mille habitant·es du bourg subissent des fumées toxiques jour et nuit. Le collectif *Wi e dede* (ce qui veut dire "Nous sommes en train de mourir !") alerte sur cette situation intenable. Fin novembre 2019, la nature exacte de ces fumées était encore inconnue, aucune analyse de l'air n'ayant été effectuée ni ne devant l'être avant plusieurs semaines.

Située dans la ville et au-dessus d'une crique, directement en face de deux établissements scolaires, avec plus de 30 000 tonnes de déchets qui s'y accumulent à même le sol depuis des décennies sans aucun tri, la décharge a été déclarée illégale en 2007 par l'Union européenne. Les habitant·es souffrent à des degrés divers d'irritations des voies aériennes supérieures, d'irritations oculaires, voire cutanées, de maux de tête, d'insomnies dues aux odeurs. Les arrêts de travail et les certificats médicaux rédigés par les médecins du dispensaire de la ville sont nombreux. Le 22 octobre 2019, un accord a été conclu entre le collectif *Wi e dede* et la communauté de communes de l'ouest guyanais (CCOG), la préfecture, la municipalité et l'Agence régionale de santé (ARS), où la priorité a été de demander que tout soit fait pour éteindre et contenir au maximum le feu et qu'une "cellule mobile" soit mise en place par l'ARS pour "sillonner les quartiers" et procéder à des analyses auprès de la population. L'opération a commencé le 28 octobre. Reste à savoir si le site sera fermé et réhabilité, si un suivi sanitaire suffisant sera mis en place, et surtout si de nouvelles infrastructures seront en capacité d'assurer le tri de déchets.



Bien vivre ! On s'organise au niveau local

Les collectifs et associations contre l'artificialisation des sols se multiplient en France. Ils et elles se constituent souvent en opposition à un projet d'urbanisme imposé et jugé inutile. Selon les chiffres de la SAFER, tous les 5 ans, c'est l'équivalent d'un département français qui est artificialisé.

Loin de ce mouvement de préservation de la faune et d'un cadre de vie, le 20 janvier 2020 le président a promis 12 sites "clés en main" à des multinationales, pour favoriser "la reconquête industrielle de la France". L'accélération des procédures d'installation mène à une invisibilisation des projets, qui rend superflue toute tentative de débat : une fois révélés, ils sont déjà sur le point d'être réalisés. Contre les projets proposés, des contestations existent déjà, comme sur le site d'Illange, en Moselle, où le collectif *Stop Knauf* s'oppose à la pollution industrielle. La revue *Silence* relaie quasiment chaque mois des contestations locales face à l'industrialisation tous azimuts. Ce mois-ci encore, deux exemples de mobilisations parmi tant d'autres !

Bien vivre à Vallespir

Dans les Pyrénées-Orientales, l'association s'est montée pour dénoncer le projet de route qui franchirait le Tech, à l'est de Céret. Concrètement, ce projet prévoit la construction d'un nouveau pont à l'horizon 2021. Le but est de décongestionner l'entrée de Céret. Mais les habitant-es dénoncent une fausse solution qui ne diminuera pas la circulation en provenance du Haut Vallespir. Aucune étude de la circulation récente n'a été effectuée et l'enquête publique a été faite il y a plus de 10 ans. Au-delà de l'inutilité du projet, pour le collectif, cette route se fera au détriment d'une zone protégée *Natura 2000* qui abrite une espèce protégée, la tortue émyde lépreuse. Le projet va détruire des terres agricoles, pourtant précieuses pour l'avenir de Céret. Le collectif est à la recherche de conseils et d'échanges d'expériences.

♦ Contact : bienvivreenvallespir@outlook.fr

Un parc des expos à Rodez ?

L'association *Canopée*, pour une transition écolo et citoyenne, alerte début 2020 sur le projet de construction d'un parc des expositions en Aveyron, au cœur de la zone d'activités de Malan sur la commune d'Olemps, Rodez agglomération. Avec l'association *Comité Causse Comtal* entre autres, *Ensemble pour le climat 12* se mobilise contre ce projet qui prévoit de sacrifier 25 hectares de terres agricoles et de milieux naturels. Une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'habitats et/ou d'individus d'espèces protégées a été déposée et hélas (!) accordée. Elle concerne une espèce d'insecte, deux espèces de reptiles, trois espèces d'amphibiens et vingt-neuf espèces d'oiseaux. En plus de la destruction des sols, le parc va entraîner une augmentation du trafic et plus de 15 000 m² sont prévus pour de vastes parkings... Alors que la région compte déjà 23 parcs d'expositions, le collectif se mobilise pour l'abandon du projet.

♦ Contact : 12ensemblepourleclimat@gmail.com, <https://www.canopee12.fr>, *Canopée, Montignac, 12320 Conques, France*

➤ **Pour aller plus loin :** *Silence*, n°476, mars 2019, article "Vous ne casserez pas ! Résistances villageoises aux extensions de carrière" ou *Silence*, n°413, juin 2013, dossier "Résister aux grands projets inutiles".



» Hautes Alpes

Ras Le Rallye !

Samedi 25 janvier 2020, à Gap, plus d'une soixantaine de personnes étaient mobilisées contre le rallye Monte-Carlo, qui se déroulait au même moment au nord-est de la ville. Le collectif *Ras Le Rallye* exige la fin de la compétition automobile face à l'urgence climatique. Déjà le 14 janvier, le collectif avait manifesté à Gap devant la salle du Quattro où se tenaient les vœux du monde économique des Hautes-Alpes...





Société

» Service national universel

C'est le moment de la mobilisation !

Dès juin 2020, le Service national universel (SNU) durera un mois entier et concernera 30 000 élèves de seconde ou en décrochage scolaire, sur la base du volontariat, avant d'être rendu obligatoire pour tous les jeunes Français-es âgé-es de 16 à 17 ans à partir de "2023 ou 2024", selon Gabriel Attal, le secrétaire d'État chargé de la Jeunesse. Le 15 janvier 2020 est sorti le cahier des charges du SNU : c'est confirmé, l'accent est davantage mis sur les sanctions disciplinaires que sur la pédagogie. "La journée débute par un moment organisé autour des symboles de la République, en particulier le lever des couleurs et le chant de l'hymne national. La participation de l'ensemble des cadres, du personnel et des volontaires à ces temps collectifs est obligatoire". L'éducation populaire est tout bonnement absente du projet... Comme le rappelle *Silence* dans son numéro de novembre 2019, beaucoup d'organisations, comme le syndicat *Solidaires*, l'*Union pacifiste* ou l'*Union nationale lycéenne* appellent au boycott ou à l'objection de conscience. Il est urgent de rejoindre le mouvement "Non au SNU" pour organiser le refus de cet embrigadement nationaliste et militariste d'un autre âge.

» Mouvement social

Ravitailer les luttes

Après deux mois d'un mouvement social débuté en décembre 2019, la grève reconductible n'a plus été tenable économiquement pour beaucoup de grévistes, malgré le succès inédit des caisses de grèves, qui comptabilisaient fin janvier 2020 plus de 5 millions d'euros. Ce succès répond à un besoin essentiel : continuer à pouvoir subvenir à ses besoins sur le long terme, tout en assurant l'engagement dans une grève longue. Pas facile dans une société où la plupart des personnes actives sont dépendantes du salariat ! En parallèle des nombreux soutiens financiers, des dons alimentaires se sont multipliés sur les piquets de grève. Après les porte-monnaie solidaires, les maraîch-ères solidaires ! En décembre 2019, des membres de la *Confédération paysanne* ont distribué des paniers aux grévistes. À Rennes, à Nantes ou encore à Lyon, des cagettes de soutien ont été apportées sur les piquets de grève des cheminot-es. Ces réseaux, né en 2017 à Rennes pour le *Réseau de Ravitaillement des luttes en Pays Rennais* ou en 2019 à Lyon avec *Rhizome*, nourrissent la grève et consolident les liens entre agriculture paysanne et syndicalisme urbain. La *Cagette des terres*, créée à la Zad de Notre-Dame-des-Landes, n'est pas en reste et a sorti dès le 5 décembre, en manifestation à Nantes, la *zbeulinette*, remorque dépliant qui sert à la fois de cantine et de support pour des projections de films. Ces collectifs n'assurent pas (encore !) la pérennité des grèves, mais ils soutiennent matériellement les luttes. Entre activistes qui font le lien entre productrices et piquets de grèves et partages informels, ces échanges renforcent surtout la solidarité. Le potager a longtemps été la caisse de grève du mouvement ouvrier, et certain-es semblent ne pas l'avoir oublié !

♦ Rennes : nourrirلاغreve@riseup.net, tél. : 07 87 85 93 72. Lyon : *Rhizome*, rhizome-lyon@riseup.net. ZAD de Notre-Dame-des-Landes, lacagette@riseup.net, tél. : 06 33 39 43 80.



Politique

» Municipales

À Montluel, c'est en collectif que ça se passe !

Dans cette commune de l'Ain de près de 8 000 habitant-es, dépendante de l'aire métropolitaine lyonnaise, le collectif *Bien Vivre à Montluel* s'est constitué. Il souhaite porter les valeurs de la démocratie locale, des initiatives solidaires et de la transition écologique. *Bien vivre à Montluel* présente une liste pour les élections municipales du 15 et 22 mars 2020 et c'est en collège de décisions pluridisciplinaires qu'il a édifié son programme, afin de restaurer une démocratie plus libre et accessible. Pour le collectif, les problématiques sociales, environnementales, économiques et urbanistiques sont délicates à améliorer : à Montluel, tout est "annexé" derrière les avions de l'aéroport de Saint-Exupéry, les lignes à hautes tension ou les entrepôts de l'entreprise *Vente privée*. L'espérance du mieux vivre des classes populaires a été reléguée dans une banlieue privée de vie sociale libre et créative. *Bien vivre à Montluel* propose régulièrement des débats citoyens sur la place de la démocratie, l'eau, l'alimentation, et espère impliquer un grand nombre d'habitant-es "pour que demain se pense ensemble".

♦ <https://bienvivreamontluel.fr>, bienvivreamontluel@gmail.com



» Municipales

Pacte pour la transition citoyenne

C'est un document à destination des candidat-es aux élections municipales de mars 2020, mais aussi autant de pistes pour agir collectivement pour le climat. *Alternatiba* a participé, comme une cinquantaine d'autres associations, à l'élaboration de ce pacte et rappelle que "50 à 70 % des solutions au dérèglement climatique se trouvent à l'échelle locale : par exemple, ce sont les communes et les intercommunalités qui sont en charge de la gestion des questions de mobilité dans les villes, de l'alimentation dans les cantines, ou encore de l'aménagement des espaces". Finalement, 32 mesures concrètes pour construire des communes plus écologiques et solidaires. En vrac, on retrouve : se doter d'une politique ambitieuse d'achats publics responsables ; favoriser les filières paysannes et bio ; protéger la ressource en eau ; renforcer les transports en commun ; garantir l'accès à un logement abordable, etc. Ce pacte a donné des idées et localement, il est porté par des dizaines de listes de transition citoyenne.

♦ Plus d'infos : <https://www.pacte-transition.org>



CGT, Attac et Greenpeace main dans la main

La CGT, Attac et Greenpeace se sont réunis le 17 janvier 2020, afin de mettre en place un pacte vert et rouge commun. Il s'agit de lier les combats contre le changement climatique, et ceux pour garantir des conditions de travail dignes à tou-tes. Ces deux luttes sont interdépendantes. Par exemple, la transition écologique demande de repenser en profondeur nos filières énergétiques, ce qui va impacter les salarié-es des secteurs des énergies fossiles. Les trois organisations souhaitent mener à bien cette transition tout en assurant des emplois durables aux personnes concernées. Pour Philippe Martinez, "il faut créer les conditions qui permettent de conjuguer créations d'emplois et industries et énergies propres". Selon Aurélie, porte-parole d'Attac, "Il y a des alliances à faire entre les forces sociales, les syndicats et les organisations environnementales. Cela nécessite une évolution au sein des syndicats, qui est en train de se faire. Et du côté des associations écologistes, cela veut dire intégrer les questions sociales". Cette démarche est une nouveauté pour la CGT, mais elle traduit une prise de conscience quant à la convergence nécessaire des luttes.

» Australie

Méga-feux : la réponse doit être écologiste !

Plus d'un milliard d'animaux ont été carbonisés, une surface comme deux fois la Belgique partie en fumée, 100 000 personnes évacuées d'urgence, d'autres coupées des ravitaillements en eau ou en nourriture, 12 personnes mortes durant la seule première semaine de janvier 2020, etc. Les conséquences des énormes incendies australiens sont catastrophiques. Et ce n'est pas un phénomène isolé. L'Amazonie et la Sibérie ont aussi brûlé en 2019, le Portugal, la Californie et le nord de la Suède en 2018, etc. L'écosystème social et naturel s'effondre, et n'est pas l'apanage d'une région du monde. Selon un rapport interministériel paru en 2010, plus de la moitié des forêts françaises seront classées à risque en 2050, contre un tiers aujourd'hui. Le changement climatique, provoqué en partie par les émissions de gaz à effet de serre, est un facteur essentiel pour comprendre les incendies qui ravagent l'Australie depuis plusieurs mois. Le 14 janvier 2020, Melbourne était la ville la plus polluée au monde avec une pointe à 412 microgrammes de particules fines par mètre cube. L'Australie est le premier exportateur mondial de charbon et le gouvernement australien continue de soutenir les intérêts de l'industrie minière. L'urgence de sortir des énergies fossiles ne s'est pourtant jamais faite aussi pressante. La mobilisation pour le climat s'intensifie en Australie avec des dizaines de milliers de personnes dans les rues, mais pour l'instant, le gouvernement semble s'enfermer dans le déni...

IL PLEUT ENFIN EN AUSTRALIE



Banques françaises et lutte pour le climat : une équation impossible

Le rapport coordonné par les Amis de la Terre et Oxfam, intitulé "La colossale empreinte carbone des banques : une affaire d'État", est sorti en novembre 2019. Il étudie les émissions de gaz à effet de serre issues des activités de financement et d'investissement de BNP Paribas, du Crédit Agricole, de la Société Générale et de la Banque Populaire Caisse d'Épargne. Les conclusions sont sans équivoque : "en 2018, les émissions de gaz à effet de serre des grandes banques françaises ont atteint plus de 2 milliards de tonnes équivalent CO₂, soit 4,5 fois les émissions de la France cette même année". Laurence Pessez, directrice Responsabilité sociale et environnement chez BNP Paribas, s'est justifiée de la façon suivante : "nous finançons le monde tel qu'il est, or, les sources d'énergies utilisées dans la production mondiale d'électricité, c'est 65 % de fossile". Sans commentaires.

» Meuse

L'État s'oppose à l'action anti-Total d'un maire

En juin 2019, 14 communes et un établissement public territorial ont mis en demeure le groupe Total d'agir pour le climat, avec les associations Les Eco maires, Notre affaire à tous, Sherpa, et ZEA. Six mois plus tard, le 16 décembre 2019, la sous-préfecture de la Meuse demande au village de Champneuville, 120 habitant-es, de se retirer de la procédure et menace de poursuivre la commune en cas de refus. Pour la préfecture : "Il n'apparaît pas qu'il existe un lien suffisant entre les préjudices susceptibles d'être subis par la commune et les activités de la société Total". La délibération municipale serait donc illégale. C'est surtout un coup de pression de la part de l'État qui n'apprécie pas les attaques contre le pétrolier, alors que le gouvernement se targue publiquement d'avoir une politique écologique. Pour rappel, le groupe Total émet 0,9 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, selon la Carbon Majors Database, un décompte des rejets de CO₂ des groupes internationaux établi par des scientifiques. À elle seule, l'entreprise émet autant de dioxyde de carbone que toute la France. Dans le cas français, les maires et les associations reprochent précisément à Total de ne pas respecter son "devoir de vigilance", instauré par une loi de 2017, qui oblige les sociétés mères à contrôler leurs filiales pour prévenir les atteintes aux droits humains et à l'environnement. (Source : Mediapart, Jade Lindgaard, 25 décembre 2019)



Action de Greenpeace, les Amis de la Terre et ANV-COP21 devant le siège de Total, le 19 avril 2019.

Énergies

La SNCF roule aux renouvelables

La SNCF est l'un des plus gros consommateurs d'électricité en France (2,5 % de la consommation nationale). Les TGV sont souvent associés à la production nucléaire, mais dans les faits, il n'en est rien. Initialement, l'électrification des lignes de chemins de fer, commencée avant même la création de la SNCF en 1938, s'est accompagnée de la construction de nombreux barrages hydroélectriques et, jusque dans les années 2000, la SNCF produisait plus que ses besoins. La SNCF a récupéré, à sa fondation, la Société hydroélectrique du Midi qui gérait des barrages dans les Pyrénées et le Massif central pour le compte de la Compagnie des chemins de fer du Midi depuis 1920. Ces barrages (12 barrages, 783 MW) ont été progressivement vendus à Suez à partir de 2003. Mais la SNCF continue à acheter cette électricité. Comme cela ne suffit plus à couvrir sa consommation, le 26 juin 2019, la SNCF a signé un contrat avec Voltalia pour lui acheter la production de trois futurs parcs solaires géants (143 MW). Cela lui permettra d'augmenter de 20 % ses besoins électriques. Une consommation certes renouvelable mais en expansion... à diriger vers les petites lignes plutôt que vers les TGV.

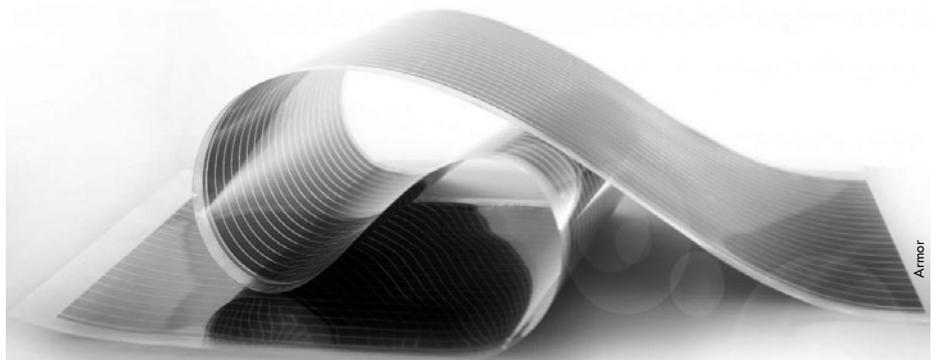
Électricité verte : les offres se multiplient

Fin 2019, Greenpeace a recensé 24 fournisseurs dont 15 proposent des contrats s'appuyant sur les énergies renouvelables, 8 s'engageant même à ne fournir que du renouvelable. Mais certaines offres sont faites par des fournisseurs pour qui cette offre n'est que marginale (comme le fait EDF par exemple).

Selon la CRE, Commission de régulation de l'énergie, 1,5 million de personnes avaient souscrit un contrat vert fin 2018, un nombre en progression rapide. Selon le Baromètre de l'énergie d'octobre 2019, 61 % des Français-es sont intéressés-es pour passer sur ce type de contrat.

Le classement de ces fournisseurs donne Enercoop et Planète Oui en tête (les deux sont fournisseurs 100 % renouvelables, mais également producteurs), devant Urban Solar, IleK et Plüm Energie (tous les trois fournisseurs 100 % mais pas producteurs). Suivent les autres fournisseurs en partie renouvelables... jusqu'aux mauvais élèves que sont Iberdrola, Vattenfall, Happ-Engie, Total direct énergie, Sowee-EDF et ENI, ces derniers étant d'abord des fournisseurs d'électricité d'origine nucléaire ou thermique.

(Source : <https://cdn.greenpeace.fr>)



Des panneaux photovoltaïques organiques

Les actuels panneaux photovoltaïques utilisés pour la production d'électricité sont conçus à base de silicium (extrait du sable). Leur prix a été divisé par dix en dix ans, ce qui les rend déjà très compétitifs par rapport aux autres sources d'électricité. Mais l'évolution dans le domaine de l'énergie solaire pourrait connaître une révolution si les nouveaux panneaux à base de produits organiques (appelés OPV) confirment leurs bons résultats en laboratoire. Ces panneaux sont obtenus par la culture de cellules organiques (comme les plantes) et nécessitent très peu d'énergie pour leur fabrication (temps de retour de 4 à 6 mois contre 1 à 2 ans pour les panneaux actuels). Ils n'utilisent aucune ressource rare et permettent de faire des films semi-transparents souples que l'on peut coller en surimpression sur tous les supports. Ils ont un autre avantage : en cas de chaleur trop forte, les actuels panneaux connaissent des baisses de rendement. Ce n'est pas le cas avec les OPV dont le rendement atteint actuellement

13 % en laboratoire (contre environ 20 % pour les panneaux actuels). Ils ont déjà été testés dans des serres agricoles.

Reste à mettre en place une filière industrielle pour la fabrication. La société allemande Heliatek a bénéficié de fonds d'investissement provenant d'Engie, de BASF, de BNP Paribas, de l'énergéticien allemand RWE et de fonds européens. Fin 2017, un toit solaire en OPV a été installé sur le toit du collège Pierre-Mendès-France à La Rochelle (530 m²). Ces panneaux produisent 15 à 20 % de la consommation de l'établissement scolaire.

La société française Armor, spécialisée dans les encres et cartouches d'imprimantes, a mis au point une imprimante qui permet de fabriquer du film de manière très simple, avec une durée de vie estimée à 20 ans, mais avec un rendement pour le moment de seulement 5 à 8 %.

(Source : www.revolution-energetique.com, 26 décembre 2019)

Consommation de charbon en baisse ?



En 2019, la consommation de charbon dans le monde a baissé de 3 % (-19 % dans l'Union européenne, -22 % en Allemagne, -79 % en Irlande). Le résultat des mesures prises en faveur du climat ? Il est encore trop tôt pour le dire. Pour que cela soit significatif, il faudrait plusieurs années de baisse successives. Car, si en 2019, la production électrique à base de charbon est repassée sous les 10 000 terawattheures, cela représente encore 2,5 fois plus qu'en 1985 !

Un scénario mondial 100 % renouvelables pour 2050

L'Université finlandaise LUT University a publié au printemps 2019 un scénario qui montre qu'au niveau mondial il est possible de viser le 100 % renouvelables d'ici 2050. Dans ce scénario, une bonne partie des usages qui nécessitent du pétrole aujourd'hui auraient recours à l'électricité. En 2050, le solaire serait la source d'énergie largement dominante (70 % de l'énergie) devant l'éolien (18 %) le reste se partageant les 5 % restants. L'étude prévoit une baisse importante de l'usage de la biomasse (bois) ce qui permettrait de déployer plus de forêt et donc de capturer du carbone. Il prévoit aussi une stabilisation du nombre de barrages hydroélectriques au niveau actuel. Le nucléaire a disparu. L'étude estime que le prix de l'électricité devrait ainsi baisser de 15 % en Europe, de 30 % en Afrique et en Amérique du Sud. L'ensemble permettrait de faire travailler 35 millions de personnes contre 20 millions avec la production électrique actuelle.

L'une des limites de cette étude est qu'elle prévoit à l'arrivée une consommation électrique quatre fois supérieure au niveau actuel, ce qui interroge sur la disponibilité des matériaux nécessaires pour les capteurs solaires et les éoliennes.



Et de dix ... les malfaiteu·ses se bousculent à Bure

Cinq en juin 2018, sept en septembre, huit en août 2019, neuf en octobre, puis dix en novembre. C'est le nombre de personnes mises en examen et placées sous contrôle judiciaire d'interdiction d'entrer en contact et de territoire, pour 15 000 pages d'un dossier qui s'épaissit de 2 000 pages tous les 3 mois. C'est la répression hallucinante qui s'exerce à l'encontre des activistes contre le projet de décharge nucléaire à Bure, dans la Meuse. Courage à elles et eux. La lutte contre le nucléaire et son monde continue sur le terrain, à la *Maison de la résistance* à Bure et ailleurs, n'hésitez pas à passer les voir !

♦ *Maison de Résistance*, 2 rue de l'Église, 55290 Bure, <https://burebure.info>

Démantèlement à long terme...

La sortie du nucléaire n'est pas pour demain. Même si nous avions la sagesse d'arrêter les réacteurs actuels, il faudrait encore surveiller les déchets pendant des millénaires et démanteler les centrales existantes.

Sur ce point, pour le moment, il existe un chantier à Brennilis (Finistère). Ce petit réacteur de 70 MW a fonctionné de 1967 à 1985. Son démantèlement a commencé en 1995 et se poursuit actuellement (donc 25 ans après). L'autre chantier concerne Superphénix (Isère), surgénérateur qui n'a pratiquement pas fonctionné, enchaînant les pannes de 1984 à 1997. Le démantèlement, commencé en 2007, devait initialement durer 20 ans. On est loin du compte : début 2020, seul le combustible a été évacué, le fluide (sodium) neutralisé. Il reste encore tout le bâtiment réacteur à démonter, la partie la plus radioactive.

Le 10 décembre 2019, EDF et Veolia ont annoncé un accord pour lancer le démantèlement du premier réacteur graphite de Chinon (Indre-et-Loire). Ce réacteur n'a fonctionné que de 1963 à 1973. L'accord prévoit la fin des opérations en 2028.

À noter que dans les trois cas, il s'agit de réacteurs qui ont peu fonctionné et qui sont donc relativement peu radioactifs. Les opérations de démantèlement seront d'une toute autre ampleur lorsqu'il faudra s'attaquer à des réacteurs de forte puissance ayant fonctionné plus de 40 ans (comme Fessenheim).

» Tricastin

Le dispositif de détection sismique ne fonctionnait pas

Le séisme du 11 novembre 2019 au nord du site du Tricastin (Drôme) a permis de se rendre compte que le dispositif de détection sismique et anti-incendie de l'installation nucléaire *Socatri/Orano* destiné au traitement d'effluents radioactifs, ne fonctionnait pas depuis au moins 2017. Il n'était pas en panne : il n'avait jamais été mis en route.

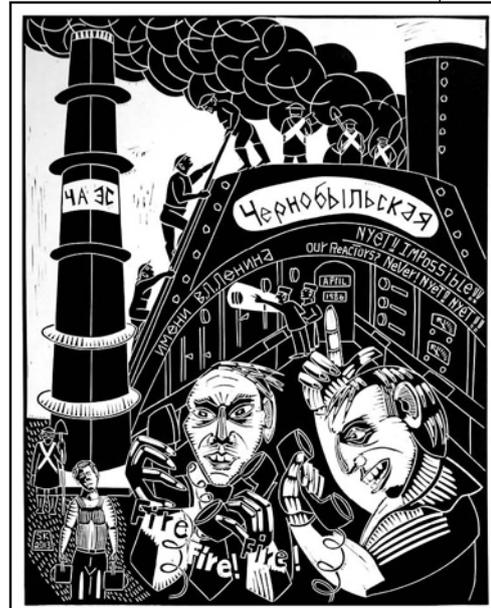
D'Hiroshima à Fukushima : une histoire destructrice

Sam Kerson a réalisé une série de 26 gravures, *Hiroshima to Fukushima*, qui retracent l'histoire du nucléaire et de ses funestes conséquences, du travail sur la radio-activité de Marie et Pierre Curie à l'opposition au réacteur nucléaire de la compagnie russe *RusAtom* à Puyajoki, en Finlande, en 2016. Les linogravures ont été imprimées par Katah aux ateliers de gravure *La Danse du Dragon*, Trois-Rivières, Québec, et en janvier 2020 elles ont fait l'objet d'une exposition à la Maison de la gravure à Castelnau-le-Lez dans l'Hérault.



Le naufrage du Rainbow Warrior

Le 10 juillet 1985, les services secrets français ont coulé le bateau de Greenpeace *Rainbow Warrior* accosté dans le port d'Auckland, Nouvelle-Zélande. Son équipage s'apprettait à perturber des tests nucléaires prévus dans les îles polynésiennes françaises.



Tchernobyl, 1986 !

Le matériel radioactif s'est propagé partout dans l'hémisphère nord des continents européen et asiatique. Les autorités clament que rien de grave ne s'est produit. "Tout va bien... les symptômes que vous ressentez sont les effets d'une névrose..."



Le pechblende de Saskatchewan, 1945

Les États-Unis avaient besoin de pechblende (minerai duquel on extrait l'uranium et le radium) pour développer leur première bombe nucléaire. Il y a de riches dépôts dans le nord de la province de Saskatchewan (Canada). On a offert le travail d'extraction aux Amérindiens Dene qui habitaient la région. Ceci était contraire aux mises-en-garde reçues de leur propre héritage culturel qui conseillait de laisser cette pierre, la "th'eh del zen", dite "pierre au sang noir", sous terre. Les Denes ont été les premiers à souffrir des contaminations radioactives.



» **Marseille**

Contre la vidéosurveillance automatisée de l'espace public

La ville de Marseille a pour projet de mettre en place un dispositif de vidéosurveillance automatisée, appelé "vidéoprotection intelligente". Concrètement, ce dispositif prévoit la mise en place de nouvelles technologies de surveillance dans l'espace public qui, pour l'essentiel, relèvent d'une surveillance biométrique généralisée : détection de comportements anormaux, suivi de silhouettes ou d'individus, captations sonores... Après la multiplication des caméras de vidéosurveillance sur le territoire français, plusieurs entreprises cherchent à vendre aux collectivités ce système de "vidéo intelligente" en promouvant ce qu'ils appellent la "safe city" (ville protégée). Ces dispositifs sont des atteintes graves à la vie privée et aux libertés individuelles. La *Quadrature du net* (association qui défend les libertés fondamentales dans l'environnement numérique) a donc décidé, avec la *Ligue des droits de l'Homme*, de déposer en janvier 2020 un recours en référé devant le tribunal administratif de Marseille pour lui demander d'annuler l'installation du dispositif. D'autres dispositifs semblables sont actuellement déployés en France ou s'apprentent à l'être : Nice, Toulouse, Valenciennes, La Défense... Multiplier les contentieux, c'est une façon de s'opposer et de tenter de tenir en échec l'expansion de la surveillance algorithmique de nos villes et de nos vies.

♦ Plus d'infos : <https://technopolice.fr>

Quand une grenade en cache une autre

À défaut d'avoir retiré son projet de loi sur la réforme des retraites, le gouvernement a annoncé en grandes pompes le 26 janvier 2020 le retrait immédiat de la GLI-F4, une grenade explosive composée notamment de 26 grammes de TNT. La France était le seul pays européen à l'utiliser, et avait causé ces dernières années de nombreuses blessures graves, et au moins 6 mains arrachées. Mais attention à l'intox, le ministre de l'intérieur n'a pas répondu par ce retrait aux critiques qui fusent de toutes parts contre les violences policières. Depuis 2018, il est prévu d'utiliser les stocks de GLI-F4 jusqu'à épuisement, puis de les remplacer par un autre type de grenade. L'heureuse élue est la GM2L, 3 fois plus puissante que la précédente, et utilisée dès le 28 janvier contre des manifestant-es. Cette munition à triple effet (lacrymogène, sonore et de souffle) est utilisée depuis 2004 par les CRS et les gendarmes et est considérée comme la dernière solution de maintien de l'ordre, avant un recours aux armes à feu. Pouvant provoquer un bruit de 160 décibels à 5 mètres, la GM2L peut occasionner des pertes définitives de l'audition. À partir de 100 db, un son est considéré comme très pénible, à 110 db dangereux, 120 db est jugée comme le seuil de douleur et un bruit de plus de 130 db conduit à des troubles définitifs. Pensez éventuellement à un nouvel accessoire à ramener en manifestation : les boules quies...



Transports

Retournement de situation pour les trains de nuit en Europe !

Les trains de nuit auraient-ils de nouveau le vent en poupe ? Symbole d'un transport bien moins énergétivore que la voiture ou l'avion, il est prôné par les mobilisations pour le climat. En janvier 2020, 16 ans après la suppression de la liaison Bruxelles-Munich et la disparition des trains de nuit en Belgique, c'est une nouvelle ligne qui a fait son apparition : une liaison, deux fois par semaine, entre Bruxelles et Vienne. La Belgique se trouve ainsi reliée au réseau *Nightjet* de l'opérateur autrichien ÖBB, qui s'étend de Hambourg à Rome, desservant aussi Zurich, Munich, Düsseldorf, Venise, Milan ou encore Florence, avec des extensions jusqu'à Zagreb, Budapest et Varsovie. La nouvelle ministre des transports autrichienne, Leonore Gewessler, s'est déclarée "fan des trains de nuit". Le collectif *Oui au train de nuit* rappelle qu'en 2016, en France, la commission présidée par Philippe Duron était parvenue avec difficulté à sauver deux trains de nuit, malgré l'avis défavorable de l'opérateur SNCF. Alors à quand une véritable renaissance des trains de nuit au départ de la France ?

♦ Collectif *Oui au train de nuit*, ouiautraindenuit@laposte.net, tél. : 06 68 75 26 37, <https://ouiautraindenuit.wordpress.com>

» Hautes-Alpes

Les petites lignes ferroviaires peuvent être sauvées !

La ligne Grenoble-Gap pourrait disparaître en 2020. Elle incarne pourtant, avec environ 1 000 passager-es par jour, la nécessité des trains du quotidien, que ce soit pour les transports péri-urbains du sud de l'agglomération iséroise ou pour la connexion du département des Hautes-Alpes à cette métropole et au-delà à Paris. En cause : la vétusté des voies, mais surtout le manque d'investissement de la SNCF, qui ne privilégie décidément pas les petites lignes. Le train de nuit Paris-Briançon est lui aussi sur la sellette. C'est sans compter sur la multiplication de collectifs de défense des trains de nuit et de lutte pour les "petites lignes".

Le *Collectif de l'Étoile de Veynes*, entre autres, organise régulièrement rassemblements et sensibilisations sur l'abandon de ces lignes ferroviaires, une aberration écologique puisque comme le rappelle la *FNAUT* (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports), "quand une ligne est fermée, environ 40 % des voyageurs utilisent à nouveau leur voiture".

♦ *Collectif de l'Étoile de Veynes*, <http://etoileferroviairedeveynes.info>, contact@etoileferroviairedeveynes.info ou *Collectif Oui au train de nuit*, <https://ouiautraindenuit.wordpress.com>, ouiautraindenuit@laposte.net



Femmes, hommes, etc. ♀



CHRONIQUE

UN LIEU À SOI

Coline Guerin

PMA, maternité et écologie Rencontre avec *Gouines contre nature*

Le 15 octobre 2019, les député-es français-es ont adopté en première lecture le projet de loi sur la bioéthique, qui prévoit notamment d'ouvrir la procréation médicalement assistée (PMA) aux femmes lesbiennes et célibataires. Le texte a été voté par 359 voix contre 114, et 72 abstentions.

Dix jours plus tard, le collectif *Désobéissance Écologie Rennes* publiait un texte intitulé "PMA, maternité et écologie" dans lequel ses auteur-es se positionnaient sur le projet de loi, en tant que collectif écologiste et apportaient une réflexion construite sur les questions de la parentalité, l'homoparentalité et le désir d'avoir des enfants.

En ce début d'année 2020 le projet de loi va être examiné par le Sénat. À la suite de ce texte et dans l'esprit de cette chronique - où l'on s'attache à penser l'écologie à travers un point de vue féministe - voici un bref coup de projecteur sur la lutte que mène le collectif parisien *Gouines contre nature* pour que les femmes lesbiennes, célibataires et les personnes issues de minorités de genre puissent avoir recours librement à la PMA.

Pour une procréation libre pour toutes

Gouines contre nature est un collectif féministe né en septembre 2019 pour lutter contre la réforme proposée par le gouvernement sur la PMA : "on nous rejoue la musique de 2013, en opposant le droit des femmes lesbiennes et célibataires à faire famille à la thèse préférée de l'extrême droite : l'intérêt de

l'enfant. Nous devrions tout accepter, de la levée de l'anonymat des donneurs au monopole des médecins sur le processus de procréation, sous peine d'être pointées du doigt comme des femmes capricieuses, égoïstes et négligentes du bien-être de leurs enfants."

Pour le collectif, cette nouvelle mesure tend à préserver le modèle familial hétéro-normé en compliquant voire en refusant l'accès à la PMA pour les hommes et les femmes transgenres. Sachant que cela fait seulement deux ans que les personnes trans ne sont plus fortement incitées à se faire stériliser avant leur changement de sexe, elles n'ont toujours pas de droit à procréer librement.

Alors que le discours sur la nécessité de ne pas faire d'enfants par responsabilité écologique se répand de plus en plus et que la récupération de l'écologie par des courants réactionnaires de droite est monnaie courante, *Gouines contre nature* mène une lutte féministe contre l'État patriarcal qui décide de qui a le droit de disposer librement de son corps et de fonder une famille. Cette chronique est une invitation à remettre en question ensemble ce qui est dit "naturel" dans notre société, concernant la parentalité, l'homoparentalité et la paternité.

► Pour aller plus loin : Contact Résistance écologiste Rennes : rennesenluttepourl'environnement@riseup.net
Contact *Gouines contre nature* : gouinescontre@riseup.net

Chaque mois, retrouvez dans cette chronique un lieu habité dans un esprit féministe.

En Palestine, le féminisme est un anticolonialisme

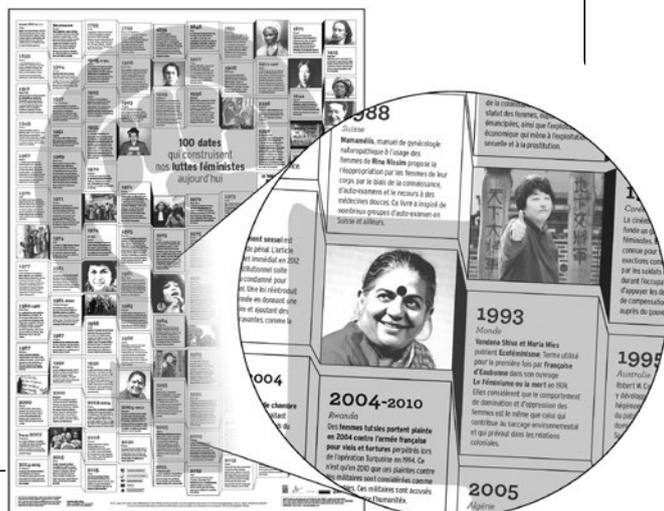
Difficile de mener un combat public contre les violences patriarcales en Palestine quand la médiatisation des violences subies par les femmes est instrumentalisée par le pouvoir israélien pour justifier sa politique de colonisation. C'est pourtant sur ce fil étroit qu'ont décidé de marcher des femmes palestiniennes à travers une action simultanée dans de nombreuses villes palestiniennes et israéliennes le 26 septembre 2019. À l'appel de la campagne féministe *Tal'at* et avec pour slogan principal "Vous ne pouvez pas libérer la terre sans libérer aussi les femmes", des femmes ont manifesté simultanément à Ramallah, Jérusalem, Haïfa, Jaffa, Gaza, Beyrouth et Berlin. Elles ont scandé des slogans contre les "crimes d'honneur", le patriarcat, la colonisation israélienne, et ont brandi des photos de victimes de violences et de femmes incarcérées dans les prisons israéliennes. "La notion de liberté n'est pas divisible. Le combat pour les droits des femmes relève des mêmes principes que le combat contre la colonisation israélienne", a expliqué Lema Nazeeh, l'une des organisatrices à Ramallah. Le but de l'action est "une patrie débarrassée de toutes les formes d'oppression". (Source : mondoweiss.net, 27 septembre 2019).

ANNONCE

Affichons le féminisme !

Durant un an, la revue *Silence* a rassemblé des militant-es de divers horizons pour concevoir une affiche retraçant l'histoire des luttes féministes en 100 dates-clés. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Le souci de ne pas se cantonner au féminisme occidental ni au féminisme institutionnel a notamment guidé ce travail. Vous pouvez commander l'affiche "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui", par chèque à l'ordre de *Silence* ou sur notre site www.revuesilence.net.

Elles sont au prix de 7 € l'unité. Pensez à ajouter les frais de port : 2 € de 1 à 3 exemplaires, 4 € de 4 à 9 exemplaires, offerts à partir de 10 exemplaires.



Pour une autre politique agricole européenne

Le soutien de la Politique Agricole Commune (PAC) actuelle à l'agro-industrie européenne détruit l'environnement et appauvrit les paysans en Europe... et dans de nombreux pays du monde.

Comment notre agriculture détruit le climat

Selon les pays et les méthodes de calcul, l'agriculture européenne représente environ un tiers de la production de gaz à effet de serre en Europe. Ce phénomène, qui contribue fortement au réchauffement climatique, s'explique essentiellement par les méthodes de production industrielles (élevage intensif, utilisation massive d'engrais...) et par un trafic intense de produits agricoles et alimentaires, à la fois sur les routes, sur les mers et dans les airs.

Or les premières victimes du réchauffement climatique sont les paysannes et paysans du Sud, durement touchés par des sécheresses, inondations et autres catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes. Et la Politique Agricole Commune a sa part de responsabilité dans le développement de l'agro-industrie en Europe et dans le monde.

Nos exportations absurdes de blé

Les subventions européennes à la (sur-)production ont aussi rendu certains produits européens, comme le lait et le blé, moins chers que les productions locales dans de nombreux pays du monde où elles sont moins ou pas subventionnées.

La suppression des mécanismes de régulation des marchés agricoles (quotas laitiers) a accentué la tendance, si bien

que les paysannes et paysans de nombreux pays ne parviennent plus à vivre de leur production. En Côte d'Ivoire, par exemple, le blé européen remplace de plus en plus le manioc, produit local, dans l'alimentation quotidienne.

Le business dangereux du soja

Le choix d'orienter la majeure partie du budget de la PAC vers des paiements directs à la surface, conditionnés à très peu d'exigences environnementales, a stimulé une production agricole basée sur la surconsommation d'engrais, de pesticides et de fourrages protéinés : maïs, soja... ce qui crée une importante demande de soja au niveau mondial et concourt, in fine, à la déforestation de vastes territoires en Amérique Latine.

Alors, que faire ?

À partir de 2021, une nouvelle PAC doit entrer en vigueur pour 6 ans. Les négociations pour en définir les contours ont déjà commencé, mais peu de changements sont prévus pour le moment. Faisons entendre la voix des citoyen·nes !

Une quarantaine d'associations et d'organisations défendent, au sein de la Plateforme *Pour une autre PAC*, 12 propositions alternatives.

Parmi ces propositions, présentées pendant le Salon de l'Agriculture 2020, figurent par exemple : le remplacement des aides directes à la production par des subventions favorisant la transition agroécologique et la résilience, l'ouverture des instances de décisions à la société civile, la (re)mise en place de mécanismes de régulation des marchés agricoles, ou encore un dispositif de remboursement des aides pour les produits exportés en dehors de l'Union européenne...



Une paysanne du village de Digirikani dans le comté de Mombasa, au Kenya.

ActionAid France, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, www.actionaid.fr.

act:onaid
pour des peuples solidaires



L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

La semaine pour les alternatives aux pesticides

Ensemble, semons un avenir sans pesticides ! Chaque année pour le retour du printemps, du 20 au 30 mars, la Semaine Pour les Alternatives aux Pesticides (SPAP) met à l'honneur les mille et une alternatives pour se passer des pesticides chimiques de synthèse dans notre consommation et notre production.

Les pesticides sont des substances chimiques dont la terminaison en "-cide" indique qu'ils ont pour fonction de tuer des champignons, des insectes, des plantes. Bien qu'ils présentent des risques toxiques pour les êtres vivants et l'environnement, ces produits sont très utilisés en France que ce soit dans l'agriculture, les parcs et jardins, chez les particuliers ou même à la maison. Il est donc nécessaire de se tourner vers des alternatives non toxiques afin de préserver notre santé et notre planète !

Depuis 2006, *Généralions Futures*, association qui lutte contre les pesticides, coordonne avec une cinquantaine d'organisations nationales et internationales la *Semaine Pour les Alternatives aux Pesticides* (SPAP) qui se tient du 20 au 30 mars chaque année. Ces dix jours permettent de rassembler bon nombre d'organisations et de citoyen-nes qui partagent les objectifs d'informer sur les dangers sanitaires et environnementaux des pesticides tout en promouvant les alternatives existantes. Cette mobilisation annuelle démontre qu'il est possible de s'unir pour adopter des alternatives qui respectent et protègent la santé et l'environnement des générations futures. La dernière édition de la SPAP en est la preuve : plus de 1 000 événements se sont développés en France et à l'étranger autour du thème de la biodiversité.

Le poids de l'engagement

Pour la 15^e édition, la SPAP adopte le thème de l'engagement. En effet, les initiatives anti-pesticides ne cessent de se multiplier : à travers des pétitions visant à l'interdiction de tous les pesticides de synthèse, mais aussi grâce à des collectes de pesticides organisées par des jardinières ou bien encore des projets agricoles 100% bio ; sans oublier les arrêtés anti-pesticides lancés par certains maires et les victoires des maires de Gennevilliers et de Sceaux. La SPAP est la réunion annuelle à ne pas manquer pour faire le bilan des avancées et des alternatives proposées. Cette 15^e édition sera d'autant plus spéciale qu'elle se déroulera pendant les élections municipales 2020, ce sera le moment d'interpeller nos élus sur leur engagement concernant la question des pesticides.

La SPAP invite toutes celles et ceux qui souhaitent s'engager davantage dans cette lutte à le faire en créant leur événement pour permettre à un maximum de personnes de découvrir de nouvelles méthodes et astuces pour se débarrasser définitivement des pesticides et changer de modes de vie, de production et de consommation. Nous pouvons tous nous mobiliser, qu'importe notre activité : consommatrices, agricultrices, élu-es, citoyen-nes, jardinières, cuisinières,



étudiant-es, et bien d'autres encore... Nous pouvons toutes et tous faire le choix de favoriser les alternatives aux pesticides dans notre quotidien !

► Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.semaine-sans-pesticides.fr

Généralions Futures - www.generations-futures.fr

Des médicaments à éviter

De toutes les revues médicales, une seule est indépendante des laboratoires pharmaceutiques : la revue *Prescrire*. Depuis maintenant huit ans, celle-ci publie chaque fin d'année une liste des médicaments à éviter car leurs effets indésirables sont plus conséquents que leurs effets positifs. Parmi ces 105 médicaments de la liste 2020, certains sont issus de produits naturels. Ainsi, le Ginkgo biloba (extrait de l'arbre du même nom) commercialisé entre autres sous le nom de *Tanakan®* provoque des troubles cognitifs chez les personnes âgées. De nombreuses argiles utilisées pour les troubles intestinaux présentent un taux de plomb trop élevé : ce sont notamment l'attapulgite (*Actapulgite®* ou *Gastropulgite®*) la diomectite (*Smecta®* ou autre), l'hydrotalcite (*Renneliqo®*), la montmorillonite beidellitique ou monnectite (*Bedelix®* ou en association dans *Gelox®*) et le kaolin (en association dans *Gastropax®* et *Neutroses®*)

(<https://www.prescrire.org>)





Paix et Non-violence

CHRONIQUE

JAI JAGAT 2020

Isaline et Véronique

Des membres de la marche mondiale pour la paix et la justice Jai Jagat, racontent le déroulement de la marche au quotidien. Partie en octobre 2019 d'Inde, elle arrivera à Genève en octobre 2020.



Trajectoires de femmes

Marcher pendant un an, de Delhi à Genève, pour la justice et la paix, constitue un véritable enseignement sur la route. La marche accueille régulièrement de nouveaux membres qui s'associent au mouvement *Jai Jagat*. Ils et elles nous rejoignent d'autres régions, pays ou continents. Par solidarité, par engagement. Ce sont souvent des femmes, déterminées, en lutte pour plus de justice.

Les droits des femmes : une lutte internationale

En novembre 2019, Lupita et Sonia, activistes mexicaines, ont marché quelques jours avec nous sur les routes du Madhya Pradesh. Pour défendre les droits humains. L'une, indigène Yaqui, se démène pour sa communauté discriminée. Leur territoire est menacé. L'autre, universitaire gandhienne italo-mexicaine, lutte sans relâche aux côtés des migrant-es, à Tijuana. Ce poste frontière, entre le Mexique et les États-Unis, est le théâtre quotidien de violences multiples à l'encontre des plus vulnérables.

Hier encore, un groupe de douze népalaises en tête du cortège, clamait des slogans pour le droit des femmes et l'accès à la terre. Au Népal, pays voisin

de l'Inde, des villageois-es voient leurs maisons détruites au bulldozer ou brûlées par les autorités locales. *Nepal Mahila Ekata Samaj* (1), association conduite par ces femmes, se concentre sur les communautés sans terre et le renforcement du pouvoir des femmes au sein de la société. Ainsi, récemment, la première équipe de football féminine a été créée au Népal, à destination des adolescentes. Cela permet notamment une transformation de leur regard sur elles-mêmes et une évolution de celui des hommes.

Toutes ces marcheuses apportent leur culture, leurs expériences, leurs chants. Leur confiance aussi qu'elles puisent dans la force de leur groupe. Car la lutte est rude. Leur force, le dialogue. Point de lutte sans non-violence. On se découvre, on échange, on s'écoute. On rit, on se soutient dans la marche. On se trouve des points communs et on apprend de l'autre. Pour elles, c'est une respiration dans leur quotidien d'activistes. Et puis c'est aussi l'occasion de rencontres avec les militantes indiennes de la marche. Elles luttent elles aussi, pour les droits des femmes. En 2017, Kasturi, Shoba et Saraswati ont pris la route dans différents états indiens pendant

plusieurs mois. À la rencontre des femmes, pour leur clamer leurs droits et les inciter à les défendre. Les expériences partagées sont un creuset de savoirs précieux et une ressource d'outils pour renforcer les organisations et la lutte non-violente.

S'inspirer et partager

Durant ces jours de marche, le lien se crée, se développe, se renforce. Les problématiques, d'un pays à l'autre, se répondent. On comprend mutuellement que l'on doit faire face à de nombreuses injustices similaires. Les solutions alors s'inspirent les unes des autres. On apprend et l'on sait que ces enseignements seront insufflés localement. Avant de se séparer, on entame avec chaleur un chant venu d'ailleurs appris la veille. On s'étirent, avec la certitude que les pas que l'on a fait ensemble ne sont pas les derniers. Pour que le mouvement s'étende.

(1) www.mahilaekata.org

Silence est partenaire de Jai Jagat. Une marche partira de Delhi et d'autres villes de toute l'Europe, dont Lyon. Pour en savoir plus : <https://jaijagat2020.eu>, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou prendre contact avec Silence.

Annonces

» SE FORMER

■ **Manche.** Les associations *Musique Expérience* et *L'Atelier Volem* proposent une formation de coordonnatrice de projet menant au DEJEPS (Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport). Pour nous, ce projet est une occasion de remettre un peu d'éducation populaire dans les formations aux métiers de l'animation et de donner un coup de projecteur sur ce qui se vit en espace rural. La prochaine promotion sera accueillie à Ducey près du Mont-Saint-Michel, en Normandie, à compter d'octobre 2020. Contact : [Muriel Simon, atelier.volem@orange.fr](mailto:Muriel.Simon@atelier.volem@orange.fr), www.musique-experience.fr.

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Dans le massif des Monges, couple d'éleveurs de vaches et de brebis en haute montagne peut recevoir un-e ou deux stagiaires (par ex. GPN) ou woofeu-ses du 15 mars au 30 juin 2020. Logement sur place, repas partagés ou paniers fournis. Pleine nature, site privilégié et sauvage, participation aux activités de la ferme (ruches, potager, écoconstruction, foin, gestion pastorale). Contact : femedechampdolent@gmail.com, tél. : 04 92 61 33 27.

» À VENDRE

■ **Creuse.** À vendre, maison de village + terrain + dépendances, à 10 minutes d'Aubusson. Maison de 130 m² : 6 grandes pièces dont 4 chambres, balcon, sdb, grenier, buanderie, cave, atelier. Grand jardin avec terrasse, vergers clôturés (2 800 m²). Tranquillité et autonomie. Grand garage, bûcher, écurie, puits fonctionnel. Prix : 80 000 € hors frais de notaire. Contact : katell.coquillon123@orange.fr, tél. : 06 19 87 22 69.

» PARTAGER

■ **Finistère.** Nous cherchons à mutualiser et partager nos espaces, outils, expériences, motivations et rêves, avec d'autres familles avec enfants, sans dépendance. Nous : famille 35, 33, 5 ans et 6 mois, lieu de vie à fort potentiel sur 2 ha + 12ha SAU, environnement préservé, pluriactivités vivrières + paysans-boulangers, tendant vers autonomie en lien avec le local. Offre : de la place pour HL (prêt possible), pour construction ou maison en pierre à rénover / espaces

de travail et création (sous hangar) / outils d'autonomie (éolienne pompe et 24V, mare, source potable, bois, verger, potager, serre, petits animaux, scierie, matériel agricole, de transfo, etc.) à mutualiser selon / terres pour activités agricoles... Contact : lamiebuissonniere@gmail.com, tél. : 06 70 32 05 19 ou Loch/Juteau, Coat Guinec, 29690 Huelgoat

■ **Rhône.** Vous recherchez un bureau à Lyon dans un espace associatif, aéré, peuplé de gens forcément agréables ? Rejoignez-nous ou faites circuler l'annonce auprès de vos différents contacts. *L'Observatoire des armements* vous propose un bureau dans un local associatif situé 187 montée de Choulans 69005 Lyon (face à l'arrêt Saint-Alexandre, bus C20, C21, 55 et à proximité du funiculaire Saint-Just). Accès aux équipements communs, participation à la vie du local — partagé déjà avec le MAN et la campagne ICAN — souhaitée... Contactez-nous par courriel : compta@obsarm.info

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro d'avril 2020, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 25 février. Pour passer une annonce dans le numéro de mai 2020, au plus tard le mardi 31 mars, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



RHÔNE : PRIMEVÈRE
6-8 mars
 À Chassieu, Eurexpo, boulevard de l'Europe. 34^e édition du salon-rencontres de l'alter-écologie. Thème de l'année : "Le pouvoir d'Agir" : un thème au cœur de l'actualité, car il est vraiment, vraiment temps ! Actions individuelles, convergence des luttes, boycott, désobéissance, non-violence, rébellion, résilience... Réapproprions-nous le pouvoir d'agir pour redonner du sens aux espoirs de demain. 550 exposant-es, 150 heures de débats et 15 espaces d'animation. Retrouvez sur place le stand de *Silence* !
 Association Primevère, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, tél. : 04 74 72 89 90, info@salonprimevere.org, http://salonprimevere.org

décroissance, transition



FRANCE : TOU-TES AU COMPOST !
28 mars-12 avril

Événement national organisé par le Réseau compost citoyen qui valorise la pratique du compostage de proximité des déchets organiques : le compostage domestique (composteur individuel, lombricomposteur...), le compostage partagé (en immeuble, quartier, plateforme collective...), le compostage en établissement (restauration collective, restaurants, cantines...). Chacun-e peut proposer une animation autour d'un site de compostage pour informer, sensibiliser, convaincre, développer la pratique du compostage de proximité et la gestion de proximité des biodéchets.



Cela peut être une animation, une exposition, une conférence, un compost'tour, une distribution de compost ou de composteurs, une formation, etc.
 Retrouvez toutes les initiatives sur <https://www.semaineuducompostage.fr>

énergies



MEUSE : BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposant-es à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.bureburebure.info, sauvonslaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

environnement



ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

TARN : INITIATION À LA SYLVICULTURE DOUCE
2-6 mars

À Anglès. La formation "Produire et valoriser ses bois grâce à une sylviculture douce" a pour objectif de mettre en œuvre une gestion et une récolte douce du bois en forêt. Encadrée par des professionnel·les de la gestion et du bûcheronnage, cette formation aborde de façon très pratique et concrète : la compréhension de l'écosystème forestier, la sélection des arbres, l'utilisation de la tronçonneuse en toute

sécurité, l'abattage directionnel, l'utilisation de moyens de débardage légers et les modes de valorisation locale des bois.

Renseignements et inscriptions : Elodie Appessteche, Réseau pour les Alternatives, Forestiereselodie@alternativesforestieres.org, tél. : 06 85 55 26 01.

femmes, hommes, etc.



FRANCE : JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DES FEMMES
8 mars

Journée de manifestation à travers le monde et l'occasion de faire le bilan sur la situation des femmes. En France, de nombreux collectifs s'organisent pour fêter les victoires et les acquis, faire entendre leurs revendications, afin d'améliorer la situation des femmes. Certaines se mettent en grève à 15h40 pour refuser le travail bénévole et réclamer l'égalité des salaires, d'autres manifestent ou mènent des actions de visibilité.

Retrouvez toutes les infos sur <http://8mars.info>

HAUTE-GARONNE : FESTIVAL SAUVAGEONNES
19-21 mars

À Toulouse. "Fabrique des imaginaires et agirs écoféministes". Pour faire suite à son cycle de conférences indisciplinées, "Les maîtres ignorants", 18 conférences dans 7 établissements toulousains, la compagnie Nanaqui inaugure plusieurs "temps forts" sur les imaginaires et agirs indisciplinés, minoritaires : ceux qui sont à la marge, qui nous dé-territorialisent, ceux des féministes, des territoires et des luttes émancipatrices. Ces temps forts seront construits comme des festivals transdisciplinaires. L'objectif est de donner la parole aux femmes (artistes, créatrices, activistes, militantes, journalistes, chercheuses...) mais aussi de laisser une large part à la contribution et l'échange avec les publics via plusieurs temps participatifs : forum mutualisé, ateliers d'empowerment, séminaire autour des fabriques des imaginaires et des utopies écoféministes...

Plus d'infos : <https://compagnienanaqui.com>

fêtes, foires, salons



RHÔNE : 31^e FOIRE AU MIEL ET AUX PRODUITS BIOLOGIQUES
21-22 mars

À Chazay-d'Azergues. 55 exposant-es, tri sélectif des déchets. Buvette et repas bio. 10 conférences et animations gratuites pour enfants et adultes. À la salle Saint-Exupéry, de 14 h à 20 h et dimanche 22 mars de 9 h à 19 h.

Plus d'infos : www.alteminfo.org, tél. : 04 72 54 60 62.

paix



ISÈRE : FORMATION À LA COMMUNICATION NON-VIOLENTE

3-5 mars

À l'Arche de Saint-Antoine, avec Thomas d'Ansembourg. Cette formation s'ancre dans l'expérience de ces trois constantes : un être pacifié se révèle un-e citoyen-ne pacifiant-e ; en apprenant à côtoyer nos zones d'ombre, nous nous rendons disponibles pour accueillir celles de l'autre, et en découvrant notre élan vital propre nous développons créativité et générosité. Il s'agit d'un premier module de communication non-violente à l'usage de toute personne, "méditante" et/ou "militante", qui souhaite contribuer au changement du monde en commençant par soi.

Plus d'informations et inscription sur www.feve-nv.com, tél. : 04 76 36 48 25, feve@feve-nv.com. L'Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye

santé



FRANCE : NOUS VOULONS DES COQUELICOTS

6 mars

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mairies, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous !

<https://nousvoulonsdescoquelicots.org>



société, politique



FRANCE : JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA PUB
25 mars



À l'initiative de *Subverters international* et en France de *RAP, Résistance à l'agression publicitaire*.

Infos sur les différentes initiatives en France auprès de *Résistance à l'agression publicitaire*, "La Teinturerie", 24 rue de la Chine, 75020 Paris, tél. : 01 43 66 02 04 (les mardis et mercredis de 10h à 13h et de 14h à 18h), <https://antipub.org>

silence



LYON CINÉ-CLUB

11 mars

Chaque mois, l'équipe lyonnaise du club de *Silence* propose un film et un débat en lien avec le dossier de la revue.

À 20h45 à l'Aquarium café, 10 rue Dumont, Lyon 4^e. Réservation conseillée : aquarium.association@gmail.com



THÉÂTRE : "DU RIFIIFI DANS LA GALAXIE"

La compagnie *Tamèrantong!* s'attaque à un nouveau genre, la science-fiction, et plus particulièrement le *space opera*. Conflits interstellaires, vaisseau spatial salomant à travers une pluie d'astéroïdes, rayons destructeurs du "Cosmotix Écarlate", attaques du monstrueux "Bargob" qui terrorise la planète Eupholia, combats acharnés à la rapière laser... C'est tout un univers cinématographique et littéraire qui a été recréé sur une scène de théâtre. La Compagnie rassemble des enfants et adolescent-es de toutes origines sociales et culturelles, et des adultes professionnel·les.

Vendredi 6 mars : 13h45 (scolaires) et 20h aux Chapiteaux turbulents, 12 Boulevard de Reims, 75017 Paris

Vendredi 3 avril : 10h et 14h (scolaires) et **samedi 4 avril** : 17h au théâtre de l'Épée de Bois / Cartoucherie, route du Champ-de-Manœuvre 75012 Paris. Le spectacle a été créé en mai 2019 lors d'une série de 5 représentations au théâtre La Belle Étoile (Saint-Denis).
 Contact : Anne Gerschel, tél. : 06 16 13 07 00, diffusion@tamerantong.org.

LYON : EXPÉDITION DE S!LENCE
19-20 mars

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

vélo



PARIS : VÉLORUTION
7 mars

Départ place de la Bastille à 14h
www.velorution.org/paris





▲ Aide à la récolte des olives.

Cultiver la résistance : l'agroécologie pour la Palestine

Les Palestiniens et les Palestiniennes font l'expérience au quotidien d'une dépossession permanente de leur terre, dont les nombreuses formes au fil du temps se manifestent en un paysage qui rétrécit et se morcelle, et conduit à la perte de leur autonomie, notamment alimentaire. Le développement de l'agroécologie en Palestine ouvre des brèches : ces terres nourricières sont synonymes d'indépendance.

“DANS LES ANNÉES 1950, NOUS EXPORTIONS DU blé en Jordanie et dans les pays du Golfe ; aujourd'hui, nous couvrons à peine 5% de nos besoins en céréales, raconte Saad Dagher, agronome de formation et "père de l'agroécologie" en Palestine. **Il existait alors une forte tradition agricole mais nous ne sommes plus maintenant autosuffisants qu'en huile d'olive (notre principale source de revenus), en tomates, concombres et raisins. C'est la conséquence désastreuse de l'occupation qui impose des entraves à notre agriculture”.**

LE POIDS DE L'AGRICULTURE DANS L'OCCUPATION

La fragmentation des "territoires palestiniens" et leur occupation depuis 1967 mènent à la confiscation de toujours plus de terres agricoles et des ressources hydriques des Palestiniens. Depuis 1995 et "Oslo II", la division de la Cisjordanie occupée (1) a entraîné la perte de 60 % de la surface agricole utile palestinienne, souvent couplée à des opérations d'arrachage d'arbres (oliviers et arbres fruitiers). En effet, près de 63 % des terres agricoles palestiniennes sont localisées en zone C contrôlée par Israël. Une récente étude de

la Banque Mondiale montre que si les restrictions israéliennes étaient levées dans la fertile vallée du Jourdain, appelée aussi le "grenier de la Palestine", 5 000 hectares supplémentaires pourraient être cultivés en légumes, fleurs et aromates, pour une valeur ajoutée d'un milliard de dollars. En matière d'accès à l'eau, on estime à 80 % les eaux de la Cisjordanie occupée captées au profit d'Israël depuis 1995 (2).

La production agricole ne représente plus en 2014 que 3,9 % du PIB palestinien contre 50 % en 1968. La part de l'agriculture dans l'emploi contribue à peine à 14 % des emplois en 2017 contre 45 % en 2003 (3). Pire, nombre d'ancien-nes paysan-nes vont aujourd'hui vendre leur force de travail dans les colonies où ils et elles sont payées 200 shekels par jour. Chaque matin, on peut les voir qui font la queue à l'entrée des colonies. "Ces personnes, dit Yara Dowani de la ferme Om Sleiman, nous ne pouvons pourtant pas les juger : elles doivent faire vivre leur famille et les conditions en Palestine occupée sont aujourd'hui telles que la survie prime pour beaucoup". Non seulement la Palestine subit les effets économiques de l'occupation mais celle-ci en vient à la rendre toujours plus dépendante d'Israël.

(1) En zone A, sous contrôle exclusif de l'Autorité Palestinienne (3 % du territoire, les grandes villes palestiniennes); zone B, sous contrôle civil palestinien, la sécurité revenant à Israël (25 %, la plupart des villages palestiniens) et zone C, sous contrôle exclusif d'Israël.

(2) Voir : Pierre Blanc, Jean-Paul Chagnollaud, Sid-Ahmed Souiah, *Atlas des Palestiniens*, éditions Autrement, 2017 ; Visualizing Palestine : www.visualizingpalestine.org.

(3) "La Palestine lutte pour son indépendance alimentaire", 18 février 2019, sur le site www.chroniquepalestine.com.



▲ La ferme de Saad.

Dans ce contexte, on comprend en quoi la souveraineté alimentaire est un levier essentiel de la lutte contre l'occupation. Yara encore : "Si nous, Palestiniens, ne pouvons pas produire notre propre nourriture, (...) comment pouvons-nous mettre fin à cette occupation ?"

CULTIVER LA TERRE, C'EST ÊTRE INDÉPENDANT

Saad Dagher déploie depuis 25 ans tous ses efforts pour montrer que cultiver la terre, c'est être indépendant et refuser le contrôle d'Israël qui s'imisce dans tout acte. Selon lui, transmettre l'agroécologie ne se limite donc pas à enseigner des pratiques culturelles, c'est plus encore partager une philosophie de la libération.

De 1991 à 2002, Saad a travaillé comme directeur des productions agricoles pour PARC (*Palestinian Agricultural Relief Committee*), une ONG palestinienne très présente auprès des communautés rurales. Puis il s'est engagé auprès de l'Association des agronomes arabes (AAA) dont il a été le directeur jusqu'en 2015. Comme il le dit en souriant, "mes pires détracteurs ont toujours été mes collègues" : les agronomes ne pensent qu'en termes de rendements et d'engrais. Et Saad veut à tout prix se débarrasser de la chimie ! Il réalise plusieurs expériences dès 1996 dans son village, sans pesticides. C'est un ami argentin de passage qui lui apprend en 2003 ce qu'est l'agroécologie, et que Saad la pratique sans le savoir !

AU DÉPART, 3 GRAINES DE NOYER...

Un soir de 2005, de retour de Jénine où il a animé une formation avec des paysan-nes, Saad repense aux réactions de ces dernier-es qui ne comprennent pas pourquoi il faudrait priver les plantes d'engrais chimiques ; après tout, plus elles produisent, mieux leurs familles vivront. "Mais

c'est empoisonner tout le monde !". De cette colère, de ce trouble lui vient l'idée d'une agriculture "humaniste".

C'est sur les terres que son père a acheté il y a 50 ans à Bani Zeid Est, non loin de Ramallah, que Saad fonde sa "ferme humaniste". Il se souvient encore d'y avoir planté en 1972 trois graines de noyer qu'il arrosait tous les jours. Bien plus tard, lorsque son père lègue à ses dix enfants ses terrains, Saad héritera de celui où son grand arbre a poussé. Un jardin agroécologique s'étend aujourd'hui tout autour, en deux parties : potager et verger, avec plus de cent variétés, que Saad, un employé et sa famille cultivent depuis 2013 pour refaire vivre la biodiversité endémique. La vente de ces légumes se fait au village où une de ses sœurs a une petite épicerie ; mais beaucoup sont donnés à la famille et aux ami-es qui les réclament chaque semaine !

Un matin à la ferme, nous retrouvons certains membres du *Forum Palestinien pour l'Agroécologie*. "Parce que oui, l'agroécologie est devenue mouvement ici" se réjouit Saad. Une cueillette est organisée dans les collines alentour pour reconnaître les plantes autochtones et réaliser plus tard des *seed-balls* (boulettes de graines).

UNE COCCINELLE POUR SE RECONNECTER À LA TERRE

Il y a là Muhab Al Alami, qui a créé en 2016 avec Mohammad Abu Jayyab, la ferme *Om Sleiman* (la Coccinelle) pour "reconnecter les Palestiniens aux produits qu'ils consomment et renforcer l'identité déclinante de l'agriculture locale". Cette ferme, où nous avons rencontré Yara, est située à Bil'in, à l'ouest de Ramallah. Là, en 2005, hommes, femmes et enfants ont constitué un "Comité populaire" pour résister à l'annexion de 60 % de leurs terres par la construction du "mur de séparation". Bil'in s'est finalement vu rétrocéder 50 %

Pour aller plus loin

■ <https://urgenci.net/palestine>. Réseau qui rassemble citoyen-nes, agricult-rices et politiques pour une approche économique alternative de l'agriculture.

■ "De la résistance pacifique palestinienne, l'exemple de Bil'in", Hassina Mechäi, 24 mars 2014, <https://blogs.mediapart.fr>

■ "En Palestine, au cœur de la résistance agricole", Luna Alqamar, 25 Septembre 2018, <https://www.vice.com>



▲ Récolte des piments.

de ses terres fin 2007 suite à une âpre lutte collective. La ferme est là, juste en face de Modiin Illit, l'une des plus grandes colonies israéliennes de Cisjordanie. Quel symbole ! Cette ferme fonctionne sur le même modèle qu'une AMAP : elle nourrit aujourd'hui 30 familles sur deux saisons ; les distributions ont lieu le mercredi à Ramallah dans un hôtel tenu par Muhab. Un panier coûte 70 shekels et couvre 50 à 60 % des besoins d'un foyer.

Saad nous rappelle qu'en 2000, 19 familles pionnières de Ramallah s'étaient alliées à un paysan pour acheter légumes, lait et fromage en direct. Puis des consommateurs ont créé une initiative nommée *Sharaka* ("partenariat") en 2007 pour soutenir les paysan-nes (en participant aux récoltes, par exemple). De là, est née l'organisation *Adel* ("juste") qui fait le lien entre consommatrices et productrices : ses bénévoles et salarié-es tiennent une boutique et deux marchés hebdomadaires ; elle organise des formations aux techniques agroécologiques pour près de 450 productrices.

PAYSAN, COMME SA MÈRE !

Mohammed Khweirah fait aussi partie du *FPA*. Agé d'une vingtaine d'années, il raconte avec le sourire que pour clore ses trois années d'école de commerce il a choisi de rédiger son projet final sur les paysannes palestiniennes... comme sa mère ! Il a pour cela mené de nombreux entretiens avec ces femmes et quand est venu le moment de savoir ce qu'il allait faire de sa vie, il lui est apparu clairement qu'il serait paysan ! Depuis deux ans il cultive un jardin, la Ferme du Fellaah, avec sa mère et son frère sur un dunum (1 000 mètres carrés)

dans son village Kafr Ni'ma. Ses client-es sont les villageois qui trouvent les légumes excellents ; son groupe Facebook compte 200 abonné-es et environ 80 acheteu-ses. Sa grande joie est que deux autres jeunes du village ont choisi de s'installer comme lui.

Saad est un formateur enthousiaste qui, depuis les premières sessions d'"agriculture naturelle" à la ferme permacole de Marda en 1994, n'a cessé d'enseigner la théorie et les pratiques de l'agroécologie à un nombre incalculable de Palestiniens. *"Et surtout de Palestiniennes !"* rit-il en nous présentant les femmes de Raboud. *"Les femmes sont plus ouvertes au changement, et comme notre terre, ce sont des mères ; elles comprennent rapidement les bienfaits de l'agroécologie"*. En 2017, un cycle de formation financé par le YMCA (*Young Men's Christian Association*) a réuni en classe et dans les champs durant quelques mois ces femmes qui depuis vendent leurs légumes avec grand succès : les concombres de l'une d'elles sont prisés jusqu'en Jordanie et Bayan Qteit, 24 ans, a été lauréate du *GROW project*. Être paysanne écologiste devient un modèle de réussite ! Quelle fierté ici !

Morgane Iserte,
ancienne coordinatrice Urgenci, elle a participé aux
activités du Réseau méditerranéen des partenariats
sociaux pour l'agro-écologie de 2015 à 2018 ■



Le regard de Ziad Medoukh

L'économie non-violente dans la bande de Gaza

Non seulement l'État d'Israël affaiblit la bande de Gaza en ne permettant pas à l'économie locale de jouer son rôle au service de la population, mais il en tire un profit commercial et financier en imposant aux consommatrices palestiniennes ses propres produits, à des prix élevés et d'une qualité le plus souvent médiocre, ce qui accentue l'état de dépendance et le sentiment d'asservissement de la population.

Pour ses nombreuses partisanes dans le monde, l'économie non-violente est capable de relever les immenses défis écologiques actuels tels que le dérèglement climatique ou la perte de la biodiversité. Elle peut aussi rendre leur souveraineté alimentaire et économique aux populations autochtones, grâce à son principe majeur : une économie relocalisée et davantage en harmonie avec son environnement, reposant sur la multiplication d'expérimentations individuelles, associatives ou familiales.

Dans le contexte particulier de la bande de Gaza, je pense que cette économie non-violente peut relever le défi de l'occupation et du blocus qui étrangle notre région. Nos paysannes ont pris conscience que pour survivre, il leur fallait trouver des alternatives en matière de gestion économique. L'option choisie, c'est la diversité des modes de production et de commercialisation. Ils cultivent désormais leurs fruits et légumes de deux façons parallèles. Les terrains sont divisés en deux parties : une parcelle pour les produits destinés à l'exportation, une parcelle pour ceux destinés au marché local. Ainsi les tomates réservées à la consommation intérieure coûtent environ 30 centimes d'euro le kilo, ce qui est bon marché. Quand les tomates cultivées pour l'exportation sont autorisées à sortir de Gaza, les agriculteurs leur appliquent le prix fort et ils gagnent de l'argent.

Ce processus permettrait à la population de subvenir partiellement à ses besoins d'abord alimentaires et, en limitant le

volume des importations de produits israéliens, contribuerait à diminuer la dépendance qui en résulte.

En pratique, cela signifie que les Gazaoui-es doivent adopter un modèle d'économie familiale et locale, s'appuyant sur la création de coopératives agricoles et artisanales, le lancement de projets de développement durable (bioconstruction, permaculture, recyclage, etc.), sur la recherche d'une plus grande autonomie énergétique (énergies renouvelables, etc.), sur le boycott des produits israéliens et sur une consommation plus sobre, à l'opposé du modèle occidental caractérisé par un grand gaspillage.

Ziad Medoukh ■

Être non-violent à Gaza

Ziad Medoukh avec Laurent Baudoin et Isabelle Mérian

Éd. Culture et paix (20 rue Cadet, 75009 Paris, baudoin-laurent@wanadoo.fr),

192 p., 34 photos, 2019.

1 ex. : 17 € ; 2 ex. : 15 € l'unité, 3 ex. :

14 € l'unité, 4 ex. et plus : 13 € l'unité.

Ziad Medoukh est le directeur du département de français de l'université Al-Aqsa de Gaza. Auteur de plusieurs livres sur la non-violence et de recueils de poésie, il revient dans cet ouvrage à base d'entretiens et de documents divers sur la résistance non-violente active dans la bande de Gaza. L'occasion d'aborder les différentes formes de résistance, la marche du retour, le rôle de l'éducation et de la culture, le rôle des femmes dans la résistance et dans la société. GG





▲ Cette fresque a été réalisée en juin 2019 pour montrer le soutien de la population du Cloître-Saint-Thégonnec envers les personnes migrantes.

Aux Monts d'Arrée, une école solidaire

Au printemps 2018, l'association bretonne *Les Utopistes en action* a ouvert l'*École alternative des Monts d'Arrée*. Située au Cloître-Saint-Thégonnec, un village de 600 habitant·es dans les Monts d'Arrée, le lieu géré par des bénévoles a accueilli sa deuxième promotion de quinze personnes migrantes en septembre 2019. En plus d'apprendre le français, le breton ou encore les sciences, l'endroit permet surtout de se reconstruire.

LA BÂTISSE AUX MURS CRÈME RESSEMBLE à n'importe quelle autre dans cette rue principale du Cloître-Saint-Thégonnec, commune finistérienne de 600 habitant·es perchée dans les Monts d'Arrée. À gauche de l'entrée, un banc construit en palettes a été installé. Des broderies bretonnes font office de rideaux et des affiches pour des cours de couture et des *fest-noz* ont été placardées par les organisations locales sur la porte blanche à la vitre opaque. Contrairement aux apparences, cette maison des associations ne sert pas uniquement aux collectifs du coin. Elle est devenue depuis mai 2018 l'*École alternative des Monts d'Arrée*, un lieu d'enseignement pour les personnes migrantes, trois jours et demi par semaine.

PROPOSER UN "ACCOMPAGNEMENT COMPLET"

En ce milieu de matinée du mercredi 11 décembre 2019, l'ambiance est studieuse dans la plus petite salle

du rez-de-chaussée. Brigitte Maltet, l'une des trente professeur·es bénévoles, fait noter une dictée à Ahnaf* et Mehmet*. Les deux hommes froncent les sourcils et écrivent les sons qu'ils reconnaissent. "Le chat et le chien ?", interroge Ahnaf qui souffle ensuite dans la langue de Shakespeare : "L'anglais, ça va mais le français, c'est plus dur..." Ce Bangladais de 16 ans comprend pourtant les questions posées mais le traducteur automatique demeure nécessaire pour communiquer avec l'enseignante et son camarade de classe turque qui, lui, a plus de mal. Ahnaf, c'est le petit dernier arrivé en novembre 2019 dans cet endroit pas comme les autres. 33 adultes et 24 mineurs exilés, dont 67 % originaires de l'Afrique de l'Ouest, en ont franchi les portes depuis ses débuts.

Le lieu est géré par l'association cloitrienne *Les Utopistes en action*. "Leur apprendre le français pour les scolariser si cela est possible est notre principal objectif", résume Sandrine Corre, la coordinatrice. L'initiation à la langue permet d'anticiper le test de français demandé

*les prénoms ont été modifiés.



▲ Le mercredi après-midi à l'École alternative des Monts d'Arrée, des cours de breton sont donnés. Les élèves et les habitantes s'y retrouvent comme Jean-Jacques, retraité de 65 ans, qui apporte son soutien à l'association Les Utopistes en action.

par le gouvernement pour l'obtention d'une carte de résident. Surtout, ce lieu permet d'offrir gratuitement un "accompagnement complet" à ces personnes exilées, qui va des cours en petit groupe, à l'aide individualisée en passant par le logement.

CONDITIONS D'ACCUEIL DÉPLORABLES

L'idée a émergé à l'hiver 2017. En novembre de cette année-là, une quinzaine d'habitantes, dont Sandrine Corre, se rend au CAO (Centre d'accueil et d'orientation) de Lampaul-Guimiliau, situé à une trentaine de kilomètres. À l'époque, 63 adultes y sont logés depuis deux mois. Ce groupe aide déjà les personnes migrantes depuis deux ans en mettant en place des collectes de vêtements mais il prend tout à coup conscience "de l'accueil déplorable, empaquetés dans des hôtels Formule 1".

Des liens se tissent entre une quinzaine d'hommes d'origine guinéenne et ivoirienne et les autochtones, des amitiés se créent et le projet germe. Ces migrants deviennent la première promotion de l'école en septembre 2018. En plus du français, ils apprennent les sciences de la vie et de la terre, les mathématiques ainsi que la langue bretonne : "C'était une volonté de leur part. Dans leurs pays, ils parlent tous plusieurs langues. C'est une marque de respect envers les habitants qui les accueillent de savoir dire 'Demat' ou 'Mont a ra ?' (NDLR : 'Bonjour' ou 'Comment ça va ?') car ici, dans les Monts d'Arrée, on parle encore la langue au quotidien." À côté, le collectif réalise le jeudi après-midi et le vendredi des activités manuelles : arts plastiques, menuiserie, chant, atelier d'écriture, musique...

PLONGÉE DANS LE QUOTIDIEN D'UN DEMANDEUR D'ASILE

Ben, grand sourire et dreadlocks relevées en queue de cheval, a fait partie de la première

promotion. Aujourd'hui, cet Ivoirien de 23 ans a trouvé un travail qui lui plaît dans le "montage de chaudières". "C'est un peu rigolo", lance-t-il, assis à l'avant de la voiture de Sandrine puisqu'il se fait conduire ce matin-là chez le dentiste. Son séjour à l'école alternative lui a permis de "comprendre plein de choses, même si je n'arrive encore pas à tout saisir de l'administration française". Il lui reste encore des problèmes à régler concernant Pôle Emploi, la Sécurité sociale et la Caf (Caisse d'allocations familiales)... Mais Ben a enfin réussi à obtenir le précieux sésame : un titre de séjour de dix ans ! Ce qui est loin d'être le cas pour tout le monde. "Il faut comprendre que certains, arrivés en octobre 2017, ne savent toujours pas où leur dossier en est !", tonne la native du coin de 46 ans qui s'est toujours dévouée aux autres.

Après avoir offert le gîte et le couvert à des femmes battues et des jeunes toxicomanes, cette dernière héberge actuellement trois migrants, dont Ben qui fut le premier. Avec lui, elle a plongé dans le quotidien d'un demandeur d'asile en France. "C'est clair que quand tu ne vis pas avec eux, tu ne te rends pas compte de la violence que c'est d'être ici, raconte-t-elle autour d'un café. Ben est parti pour une raison X de son pays mais il n'a pas choisi d'être là." Le jeune adulte a dû fuir son pays natal pour la Libye en marchant sans eau dans le désert. Ses compagnons décèdent de déshydratation. "On parle des morts dans la Méditerranée mais on en trouve également dans le sable", compare Sandrine Corre.

Arrivé sur place, Ben subit comme les autres le mauvais traitement des passeurs qui l'envoient de force en Italie. "Là-bas, il a connu le racisme, des agressions sexuelles, des propositions de prostitution contre un logement...", énumère Sandrine Corre. Ben arrive en France en septembre 2017 et tout cela, il a dû l'écrire dans un récit de vie, le répéter encore et encore pour demander l'asile auprès de l'Ofpra (Office français pour les réfugiés et les

■ École alternative des Monts d'Arrée
14 rue de la Libération
29410 Le Cloître-Saint-Thégonnec

► En plus des cours, les élèves pratiquent des activités manuelles telles que la menuiserie.



Manon Deniau

apatrides) à Paris. "Après l'entretien, on ne pouvait plus parler...", se souvient Sandrine Corre.

"TOUT LE TEMPS DANS L'URGENCE !"

Beaucoup de migrant-es développent à leur arrivée, à cause de leur parcours de vie, un syndrome de stress post-traumatique (PTSD) qui se caractérise par des "hallucinations, cauchemars...". "Certains mettent en moyenne trois semaines un mois à pouvoir s'endormir au début tellement ils se trouvent dans un état de stress épouvantable", témoigne Sandrine Corre. L'association qui gère l'école loue donc une maison, dans la campagne calme et vallonnée finistérienne où entre six et huit personnes vivent en toute autonomie : "Mais il existe des règles et un contrat est signé entre eux et nous." Souvent, c'est là-bas que la co-présidente passe ses soirées "devant la cheminée ou lors d'une partie de sport" à répondre à leurs questions. Dans ces moments de détente, les langues se délient. "J'essaie de mettre en place un état d'esprit familial, avoue celle que tout le monde ici surnomme Tata : Je me faisais appeler ainsi bien avant mais la tata africaine, c'est celle qui est toujours là pour s'occuper d'eux. Pour eux, ça résonne tout de suite."

En une heure de discussion, elle aura décroché son téléphone trois fois. Trois fois à propos de l'École alternative des Monts d'Arrée. "Ici, on se trouve tout le temps dans l'urgence !", se justifie-t-elle. Tout est fait avec des bouts de ficelle. Sandrine Corre estime à plus de 1 000 € par mois les frais de fonctionnement : 800 € de nourriture, 400 € de logistique, 150 € en fournitures en plus du loyer de la maison. La communauté de communes de Morlaix a financé à hauteur de 8 500 € pour une année, selon l'association. Le reste ne provient que de dons et la bonne volonté des habitantes du territoire. Comme, par exemple, Jean-Jacques,

retraité de 65 ans nouvellement installé, qui vient apprendre ici le breton une heure le mercredi après-midi, en soutien, alors qu'il prend déjà des cours ailleurs : "Ma cotisation va à l'association."

SOUTIEN DE LA POPULATION

Cette démarche s'inscrit dans celle, plus générale, d'intégrer les personnes migrantes dans la vie du bourg. "Tous les matins, l'un d'entre eux va acheter des baguettes à l'épicerie, le seul commerce du Cloître-Saint-Thégonnec", ajoute Sandrine Corre. Les cours de football en salle sont ouverts à tout le monde le mercredi soir et le groupe a ses petites habitudes dans un café associatif du bourg à côté où il se rend le week-end à vélo.

La mairie n'a jamais été réticente au projet, elle a d'ailleurs même mis dès le départ à disposition gratuitement la maison des associations. Le message est même peint noir sur blanc dans le village depuis juin 2019. "En accord avec la mairie et Les Utopistes en action, Sébastien alias SKP, membre de Dispac'h [NDLR : collectif bretonnant anti-capitaliste, féministe et écologiste] a réalisé une fresque à l'occasion d'un fest-noz en soutien à l'École alternative", raconte Luz Chauveau, l'un des deux professeurs de breton qui vient deux fois par mois, lui-même membre.

En face des rideaux brodés et du banc en bois, sur un pan de mur blanc est dessinée une main de couleur noire qui en serre une autre, blanche, dans un rond rouge. Au-dessus ornent un gwenn ha du breton, un drapeau du Trégor, le territoire des Monts d'Arrée, ainsi qu'un triskell. En-dessous, on peut lire en breton, *etre ar pobloù*. Entre les peuples.

Manon Deniau ■



▲ Sauvages sur un plateau : c'est le restaurant associatif et participatif porté par l'association Bande de Sauvages, et visiblement, ça fonctionne !

Rencontre avec les Sauvages de Caen

Bande de Sauvages est une association centrale dans la ville de Caen, dans le Calvados. Très ancrée dans le territoire, elle anime la vie sur place en diffusant un message d'ouverture et de bienveillance, notamment grâce à son café auto-géré et son restaurant participatif.



FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : Caen • Création : 2012 • Statut : associatif • Activités principales : *Café sauvage*, *Sauvages sur un plateau*, *Flotte sauvage* • 4 salarié-es, 10 coprésident-es élu-es pour 1 an, nombreux bénévoles

COMMENT HABITER À CAEN SANS AVOIR entendu parler de *Bande de Sauvages* ? De par sa taille et son programme, difficile de passer à côté de l'association ! Elle est surtout connue pour ses trois activités majeures (que les Sauvages appellent "expériences" entre eux) : le *Café sauvage*, *Sauvages sur un plateau* et la *Flotte sauvage*. "On utilise le cadre juridique de l'association pour expérimenter des projets" explique Timothée, co-président et également co-fondateur de *Bande de Sauvages*. "Tous les projets ne marchent pas, mais on en tire du savoir à chaque fois".

UNE GRANDE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS

Le *Café sauvage* est un espace auto-géré en centre ville, basé sur le bénévolat, qui s'écarte du modèle de

consommation à tout prix. Une foule d'activités y est organisée quotidiennement : des petits-déjeuners, concerts, de la danse, des cafés linguistiques, de la méditation, etc. Il y en a pour tous les goûts !

Sauvages sur un plateau est un restaurant coopératif, qui se situe dans un quartier populaire plus excentré, à La Grâce-de-Dieu. Là, pas d'auto-gestion : les salarié-es encadrent les bénévoles, qui doivent être formé-es avant de travailler, "pour des raisons d'hygiène surtout", indique Violaine, salariée et co-fondatrice de l'association. Mais le fonctionnement reste très horizontal. Tout comme au café, une multitude d'activités sont proposées au restaurant : on y trouve 1 à 3 ateliers gratuits et un événement culturel par semaine.

Enfin, la *Flotte sauvage* est constituée de deux voiliers. L'association propose de faire découvrir aux curieu-ses la navigation à travers des sorties à la journée ou des croisières, et des ateliers participatifs. Les intéressé-es peuvent s'acquitter d'une cotisation annuelle ou d'un tarif conseillé par sortie, afin de participer à l'entretien des bateaux et aux frais portuaires.

À cela s'ajoute d'autres activités, comme l'*AMAP Sauvage*, ou la *Radio sauvage*, actuellement en pause, en



▲ *Tout le monde met la main à la pâte !*

attendant que des personnes motivées reprennent les émissions. *Bande de Sauvages* possède également un terrain sur les bords de l'Orne, espace d'expérimentation en construction, ouvert à tout type de projet.

Par ailleurs, *Bande de Sauvages* conseille et forme les personnes désirant se lancer dans des projets associatifs divers. Par exemple, l'idée de *Caenpousse*, un jardin partagé présent sur un des campus universitaire de Caen, ou encore l'école démocratique *Yvonne Guégan* ont vu le jour dans les locaux du *Café sauvage*.

PENSER LA SOCIÉTÉ AUTREMENT

À l'origine, "ce sont des gens à Caen qui faisaient des trucs dans leur coin, et qui à un moment ont eu l'idée de monter une association" raconte Timothée. "On avait envie d'agir concrètement sur la société". Pour Violaine, "les objectifs du développement durable présentés par l'Union Européenne, on ne s'y retrouvait pas. On voulait faire des trucs ensemble, et ne pas foutre en l'air la planète". Le terme "sauvage", dans le nom de l'association, est inspiré en partie de l'œuvre de Masanobu Fukuoka, un des ancêtres de la permaculture (1). Mais il renvoie également à un côté incivilisé : "c'est la part sauvage issue de la nature. Ça réfère au respect de la vie", indique Timothée. *Bande de Sauvages* défend des valeurs de non-violence, d'entraide et de partage. Il s'agit de mener un projet sociétal, sans pour autant lutter de manière frontale contre les normes instaurées. Ainsi, l'association ne s'affiche pas d'un bord politique particulier. Ces valeurs défendues par *Bande de Sauvages* et le travail effectué pour les appliquer lui ont permis de recevoir l'agrément de jeunesse et d'éducation populaire.

UN FONCTIONNEMENT COLLECTIF SOUPLE

La structure de l'association est pensée comme une multitude de cercles qui s'entrecroisent. Au centre, se trouve le conseil d'administration. Ce dernier est composé de 10 co-président-es, élu-es pour un an par les membres de *Bande de Sauvages*. "Le conseil se réunit tous les mois environ. Ensuite, il existe un comité de pilotage par expérience, qui font leurs propres réunions", détaille Violaine. Ces derniers décident notamment des ateliers et événements qui auront lieu dans leurs expériences respectives. La méthode privilégiée pour prendre une décision à *Bande de Sauvages*? Le consensus ! "On a utilisé le vote pour départager que 2 fois en 8 ans d'existence" sourit fièrement Timothée.

Ces bases permettent à l'association de s'adapter selon ses besoins et envies. L'exemple du *Café sauvage* témoigne bien de cet état d'esprit : d'abord mobile, dans une caravane, il a élu domicile en centre ville de Caen, avant de redevenir nomade, puis de s'installer près de l'Orne. Cette année, le café va de nouveau déménager dans un autre lieu, au cœur de la ville. "On se permet une grande souplesse", affirme Violaine. "On ne s'y retrouvait plus Place du 36^e régiment d'infanterie, donc on déménage". Et Timothée de rajouter : "Comme on n'a pas d'objectifs de long terme absolu, on est assez mobiles. Du coup, on n'est fermé à rien, pas une forme, pas un lieu, pas un type d'organisation interne". Aujourd'hui, *Bande de Sauvages* compte quatre salarié-es, dont deux en CDI, toutes rattachées au restaurant participatif. Ils et elles ont pour mission d'assurer les tâches administratives, l'encadrement des bénévoles sur place, la communication et la continuité avec les partenaires. Un à deux séminaires sont organisés par an pour les actives qui le souhaitent, sur deux jours, afin de maintenir de la cohésion au sein de l'association.

(1) Masanobu Fukuoka est l'auteur de nombreuses œuvres sur la permaculture, dont *La Révolution d'un seul brin de paille: Une introduction à l'agriculture sauvage*, paru en 2005 chez Guy Tréandiel Éditeur. Selon lui, il est nécessaire de laisser faire la nature, sans chercher à la cadrer à tout prix. Cette pensée se ressent dans la philosophie de *Bande de Sauvages*, qui souhaite garder une grande souplesse dans son organisation.



▲ Des sauvages aux mines réjouies.

L'OUVERTURE COMME MAÎTRE MOT

Bande de Sauvages est pensé de façon à ce que chacun-e puisse y trouver sa place, peu importe son âge, son origine, son bord politique ou encore son activité. Sauvages sur un plateau accueille plus de 200 bénévoles par an. Parmi eux, des migrant-es, des étudiant-es, des retraité-es, des personnes handicapées (le restaurant travaille par exemple en lien avec le Centre de Ressource de l'Ouïe et de la Parole à Caen et des instituts médicaux), des chômeu-ses, des membres des squats de Caen, des personnes en reconversion. À cela s'ajoute les stagiaires, les volontaires en service civique et les personnes en Travaux d'Intérêt Général. "On a un planning en libre disposition pour s'inscrire sur des créneaux de permanence : on ne sait pas à l'avance avec qui on va se retrouver, ni qui est qui", explique Violaine. "Donc pas de stigmatisation !" Au sein même du café et du restaurant, les équipements répondent aux besoins d'une population très variée. Au Café sauvage, on trouve une douche et une machine à laver à prix libre. À Sauvages sur un plateau, les personnes peuvent profiter entre autres d'une boutique gratuite, espace de troc et de récupération de biens en tout genre (vêtements, jeux, chaussures, etc.). Les tarifs proposés pour les boissons et les aliments sont soit libres, soit compris dans une fourchette, avec une indication du prix minimal et maximal. C'est le cas pour les repas du midi.

Afin de communiquer avec le plus grand nombre, l'association s'appuie notamment sur son site internet. "Communiquer, c'est la base pour faire savoir aux gens comment on marche", affirme Violaine. "Par contre, on ne fait pas la course à la communication, on rend juste les informations disponibles. On n'a pas une démarche de promotion." Le site est couplé avec des tracts et des programmes qui présentent Bande de Sauvages et ses activités. Le

reste, d'après Timothée, "c'est beaucoup du bouche à oreille, du réseau".

"ON DEVIENT UN BEL ARBUSTE, AVEC PLEIN DE BRANCHES"

Aujourd'hui, l'association est connue et reconnue à Caen. Elle est très présente dans la vie de la ville en général. Elle a tissé des liens avec de nombreuses structures caennaises. Par exemple, Sauvages sur un plateau a des partenariats avec la maison d'arrêt de Caen, le musée des Beaux Arts, l'école nomade, le Comité Régional d'Étude pour la Protection et l'Aménagement de la Nature, l'université de Caen Normandie, Médecins du monde, ou encore la bibliothèque municipale.

Le restaurant est également très implanté dans la vie de son quartier. "Quand on est arrivé au restaurant en 2017, on nous a dit : attention, c'est un quartier prioritaire, donc sensible" se rappelle Violaine. "Donc on a été rencontrer les gens sur place. On les a écouté. On a été dans les réseaux associatifs locaux. Du coup, on a de supers liens dans le quartier". Financièrement, l'association tient la route. Sauvages sur un plateau est l'expérience qui génère le plus de revenu, mais cela ne suffit pas toujours à couvrir toutes les dépenses. Bande de Sauvages s'appuie donc également sur des subventions publiques, qui financent environ 25 % de son activité. Le reste est couvert par les différentes prestations rémunérées hors les murs, lors d'événements ponctuels (participation au festival Eclat(s) de rue à Caen, ciné-débats, etc.). Violaine et Timothée comparent Bande de Sauvages à une plante, qui s'adapte à son environnement et qui trouve son chemin malgré les normes sociétales et politiques. "Mais là", conclut Timothée, "on devient un bel arbuste, avec plein de branches !"

Manon Salé ■

■ Bande de Sauvages

<https://www.bandedesauvages.org>

- Café Sauvage
9 Place du 36^e Régiment d'Infanterie,
14000 Caen (l'adresse peut
être amenée à changer)
- Sauvages sur un plateau
4 Place du commerce,
14000 Caen (adresse administrative de l'association)
- Flotte sauvage
Port de Ouistreham 14150 et port
de Diélette (Tréauville) 50340

■ Autres

- École démocratique Yvonne
Guégan
2 rue Géo Lefèvre
14000 Caen France
- Caenpousse
Cité universitaire "Les Tilleuls"
23 avenue de Bruxelles 14000 Caen

Le piège des hormones dites naturelles

Nous en sommes à la troisième vague de publicité pour les hormones de substitution de la ménopause. Chaque fois, face aux effets néfastes, les multinationales pharmaceutiques se font oublier pendant une dizaine d'années, mais reviennent toujours, tant le filon est juteux.



▲ Rina Nissim.

LES HORMONES DE REMPLACEMENT SONT proposées à certaines femmes autour de la ménopause par les médecins, mais plus récemment des pseudo-naturopathes ont commencé à en prescrire, tombant dans ce piège des hormones bio-identiques, alors que le recours à des hormones de substitution n'a rien d'automatique.

REPRENONS L'INFORMATION À LA BASE

Depuis 1940, on extrait des hormones stéroïdes de l'igname (*Dioscorea mexicana*) pour leur commercialisation. Concrètement, en prenant ces hormones, les femmes risquent une surcharge hépatique, une prise de poids, des maux de tête (comme avec la pilule), mais aussi plus grave, l'augmentation des risques de maladies tumorales : cancer dans les organes hormonaux dépendant (endomètre - utérus -, sein) ; maladies cardio-vasculaires (1).

UN LEURRE COMMERCIAL...

Les hormones dites bio-identiques, qui sont commercialisées aujourd'hui, sont en réalité des hormones semi-synthétiques, extraites des plantes, puis modifiées chimiquement. Leurs effets sur l'organisme

diffèrent des hormones humaines. Malgré le terme bio, elles n'ont rien de naturel et leur dosage encore moins. Comme par hasard, depuis 2006, les femmes ont davantage employé les œstrogènes bio-identiques en crème et la fréquence du cancer de l'endomètre est à nouveau à la hausse.

... POUR UN PROCESSUS NATUREL

La ménopause est un passage naturel. La plupart des femmes le vivent bien, et le recours aux médicaments ne devrait avoir lieu qu'en cas de complications sérieuses. Il y a des méthodes naturelles qui peuvent apporter un bon soutien, en phytothérapie, en acupuncture, etc. Les plantes médicinales (avec les oligo-éléments et compléments alimentaires), c'est aussi une voie alternative pour les femmes pour apprendre à se réapproprier leur santé (2).

Dr Dorin Ritzmann (ZH)
et Rina Nissim, naturopathe (GE) ■

Trois vagues

Cette mode des hormones de substitution ne date pas d'hier. Dès les années 1970, première vague, œstrogènes seuls. Résultat : 4 à 14 fois plus de cancers de l'endomètre. À partir de 1975, c'est la trêve jusqu'en 1986. Deuxième vague : on nous vante les nouveaux dosages des gynécologues et des compagnies pharmaceutiques, œstrogènes + progestérones, et ce jusqu'en 2002-2003 quand deux études *Women's Health Initiative* et *One Million Women's Study* révèlent que les hormones de substitution prises sur le long terme augmentent le nombre de cancers du sein ainsi que celui des maladies cardio-vasculaires. Entre 2005 et 2007, de nombreuses femmes renoncent aux hormones de remplacement. Le cancer du sein diminue dans le groupe d'âge concerné !

Rina Nissim

- Voir, *Silence*, n°393, "Contraception et autonomie", septembre 2011.

(1) Les œstrogènes synthétiques et les xénoœstrogènes, appelés aussi perturbateurs endocriniens, stimulent presque exclusivement les ER-alpha, entraînant des tumeurs dans les organes hormono-dépendants, des inflammations (embolie pulmonaire, infarctus, AVC, entre autres) et du diabète. La multiplication des xénoœstrogènes (bisphénol A, phtalates, parabènes, pesticides) dans l'alimentation et l'environnement augmente encore cette tendance. Il existe aussi des interactions entre le système hormonal et le système nerveux avec davantage de dépressions sous hormones.

(2) Vous trouvez tout cela dans *La ménopause, réflexions et alternatives aux hormones des remplacements*, Rina Nissim, éditions Mamamélis, Carouge (1^{re} édition 1994, 4^e édition revue et augmentée, 2020).

Recueil L'étoile d'absinthe



Tout d'abord, merci d'avoir parlé de mon recueil de textes et poèmes *L'étoile d'absinthe* (*Silence*, n° 486, février 2020). Il me paraît nécessaire de préciser aux éventuels acheteurs que ce recueil est vendu par l'association *Enfants de Tchernobyl-Belarus* afin de soutenir l'institut de radioprotection indépendant

Belrad au Belarus, pays le plus touché, avec l'Ukraine, par les retombées de la catastrophe. Les 13 € du prix de vente (+2 € de frais de port) vont intégralement à cette association. On peut donc commander ce recueil à :
- etb@enfants-tchernobyl-belarus.org,
- jeanclaude.mary@club-internet.fr (Trésorier de l'association),
- ou à moi-même qui transmettrai la commande : castadiva2@wanadoo.fr
Encore merci de l'intérêt que vous manifestez pour ce recueil. Bien cordialement.

Catherine Lieber
Seine et Marne

Préserver les ressources en eau

Pour celles et ceux qui l'ignoraient, il y avait, mardi 17 décembre 2019, une émission sur l'eau, ("La ruée vers l'or bleu", sur ARTE, à 20h50), dont voici l'annonce :

Une enquête édifiante qui fait froid dans le dos. La demande en eau explose partout dans le monde et l'offre se raréfie. En 2050, il est prévu qu'une personne sur 4 vive dans un pays affecté par des pénuries. Après l'or et le pétrole, l'eau attise les appétits des géants de la finance, qui parient sur la hausse de sa valeur...

Cette émission mérite d'être vue, même si elle est beaucoup centrée sur ces énormes exploitations... qui finissent ruinées. (Les personnes qui irriguent pourraient y voir le sort qui leur est réservé si elles devaient obtenir leurs "réserves de substitution"). Il y a aussi tous ces pauvres gens qui galèrent pour avoir quelques litres ; le minimum vital.

Elle n'est guère encourageante, mais elle devrait nous donner l'envie de refuser ce modèle qui nous est proposé... et de préserver ce bien commun qu'est l'eau.

Annette, Céline & Phil

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectrices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Silence réalise et publie une affiche intitulée

"Désobéissance civile !"

Format A1, illustrée et en couleurs, elle présente plus de 80 dates qui ont marqué l'histoire de la désobéissance civile sur les cinq continents.

Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile.

Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

Réalisée en collaboration avec des personnes et organisations engagées dans la non-violence active et la désobéissance civile, une affiche utile voire indispensable !

L'acheter, c'est aussi soutenir Silence, mensuel écolo, alternatif et indépendant !

Pour la commander, pour soi ou pour l'offrir, merci de contacter Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, tél : 04 78 39 55 33, www.revuesilence.net
Affiche "Désobéissance civile !", format A1 (84 x 60 cm), couleurs. 7€ l'exemplaire + frais de port (2€ de 1 à 3 exemplaires, 4€ de 4 à 9 exemplaires, frais de ports offerts pour 10 exemplaires et plus).



Courrier

Un projet de pont inutile à Moulins

Là où d'autres villes commencent enfin de prendre le problème au sérieux, au moins en paroles, sinon dans les actes, la municipalité de Moulins a au contraire cru bon de ressortir un vieux projet grandiose d'aménagement routier, à savoir la construction d'un deuxième pont. En plus juste à côté de l'ancien, bien que le prochain pont en aval soit à 15 km : apparemment, il convient de s'assurer que toutes les voitures passent bien par Moulins, y compris celles qui n'y ont rien à faire.

L'ancien pont, nommé pont Régemortes d'après son constructeur, comporte trois voies de circulation – actuellement deux vers le centre ville et une dans l'autre sens, il est donc plus facile d'entrer dans la ville que d'en sortir, d'où des bouchons en heure de pointe le soir. Comme il semble impossible d'inverser le sens de la circulation de la bande médiane en cours de journée, la seule solution envisagée par la municipalité est donc la construction de ce deuxième pont.

Il est vrai qu'avec une augmentation de la circulation de 3 % par an et en absence de toute alternative à la voiture individuelle, ce deuxième pont s'impose d'office. Il permettra probablement de déplacer les bouchons du soir à d'autres endroits de la ville, tout en favorisant encore plus l'usage de la voiture individuelle et l'étalement urbain.

Le plus surprenant de l'histoire c'est qu'il existe déjà un deuxième pont – à 700 m en amont du pont Régemortes, par lequel passait le chemin de fer Moulins-Montluçon jusqu'à sa fermeture définitive en 2015. Mais apparemment personne n'a eu l'idée qu'il pourrait peut-être reprendre du service : avec des petits trains légers et fréquents, dans un premier temps par exemple jusqu'à Souvigny, en passant par Neuvy et Coulandon, cela permettrait de soulager le pont routier. Cette solution ne semble pas du tout intéresser la municipalité bien au contraire : au lieu de profiter de la présence de cet ouvrage pour chercher à remettre le train en service, ou au moins un tramway, on préfère le transformer en un lieu de promenade réservé aux piétons et cyclistes !

Bref, il faut admirer le courage et la persévérance des hommes et femmes politiques de Moulins qui n'ont pas peur de continuer de promouvoir un projet d'un autre âge sans se laisser impressionner par tout le buzz médiatique d'un prétendu réchauffement climatique, des gaz à effet de serre et autres balivernes. Les jeunes apprécieront.

Povl Thomsen
Allier



Listes de contact

Pourriez-vous, à l'avenir, s'il vous plaît, mettre l'adresse postale, le n° de téléphone et le site internet des associations et des revues de presse dont vous parlez, afin de pouvoir les contacter.

Je vous remercie de votre collaboration, cordialement,

Dominique Kajdan

Cher

Silence : C'est une des spécificités de la revue Silence que de donner autant que possible les adresses postales et les numéros de téléphone fixe des initiatives que nous présentons. Nous ne donnons pas les coordonnées complètes des médias cités dans la revue de presse faute de place.

Mobilité et handicap



La mobilité des personnes avec un handicap de mobilité est rarement (...) prise en compte. Et si prise en compte, seulement en pensant pétromobile et place de parking handicapé moteur (...). Il n'y a qu'à voir la place pour fauteuil roulant dans les transports en commun... quand elles sont réellement accessibles... Je n'ai pas ce genre de handicap mais j'ai des yeux pour voir. Le handicap visuel n'est pas pris en compte. Ni le handicap auditif. À quand un dossier sur comment se déplacer au quotidien avec un handicap sérieux... partout en ville au moins et sans voiture ni chauffeur-se personnel-le ?

Hélène Lardon

Rhône

Silence : Nous sommes d'accord, la mobilité des personnes handicapées est bien trop souvent occultée. La revue a consacré son dossier de décembre 2016 à cette question : "Handicaps : conquérir son autonomie", n°451. Plus généralement, nous essayons de prendre en compte la question de la validité dans nos réflexions.

La redevance audiovisuelle en question

Ci-joint une copie de la lettre que j'ai écrite ce jour à France Culture (...).

"Madame, Monsieur,

je n'ai pas de téléviseur et de ce fait, ne paye pas la redevance audiovisuelle. Pour autant, je suis fidèle auditrice de votre radio depuis des années. En effet, j'y trouve des informations de qualité, un vrai professionnalisme et, très important, un canal sans publicité (...). Je suis soucieuse de la nouvelle réforme qui veut être mise en place par la direction, et suis solidaire du mouvement des grévistes : permettre une réelle indépendance et une qualité professionnelle au travail des journalistes est une base indispensable, inestimable, à l'avenir de nos sociétés et à l'émancipation. Aussi, j'estime que la redevance audiovisuelle n'est pas répartie au mieux et que chaque auditeur-auditrice radio pourrait contribuer directement à maintenir votre indépendance vis-à-vis de l'État, des industries et du commerce (...)."

Sophie Dodelin

Savoie

Confusions sur l'empreinte écologique

Dans le Silence n°484 – article "Transition écologique et justice sociale – dans l'encart page 38 intitulé "L'empreinte écologique", l'auteur fait une erreur : s'il a parfaitement raison dans sa critique de l'empreinte écologique telle qu'elle est définie par William Rees, il se trompe néanmoins dans le paragraphe dudit encart.

Citons textuellement ce paragraphe : "précisons que l'équilibre n'est pas à une planète, mais bien en-dessous : la planète n'a pas pour seul but de servir l'espèce humaine. Les autres espèces ont aussi besoin de place."

Les deux dernières phrases de ce paragraphe sont exactes, mais la première ne l'est pas : actuellement, les 8 milliards d'humanités individuelles que nous sommes, captent 70 % de la bio-masse terrestre, et l'empreinte écologique de cette humanité est néanmoins de 1,7 ou de 1,8 – le chiffre varie selon les sources. (...) Michel Bernard confond empreinte "écologique de 1" avec "capture de 100 % de la biomasse", deux notions pourtant bien différentes (...).

Camille

Dordogne



Essais

■ **Les fantômes de l'internationale**, Élise Thiébaud, Baudoin, éd. La ville brûle, 2019, 128 p., 19 €. Quand l'autrice découvre qu'il y a encore des droits sur la chanson *L'Internationale*, elle décide de mener son enquête. Celle-ci, pleine de surprise, nous permet de retrouver l'origine de cette chanson connue mondialement. Très belles illustrations de Baudoin.

■ **De cendres et de braises, voix et histoires d'une banlieue populaire**, Manon Ott, éd. Anamosa, 2019, 384 p., 25 €. D'un côté les témoignages (avec de nombreuses photos) des habitant-es d'un quartier où les grandes tours sont démolies, de l'autre, l'itinéraire qui a été suivi pour en faire un film.

■ **Migrations, idées reçues et propositions**, Mouvement Utopia, éd. Utopia, 2019, 180 p., 4 €. Avec le dérèglement climatique, les migrations vont s'accroître. Les discours sécuritaires sont pleins d'idées reçues (toute la misère du monde). Ce livre analyse 17 idées reçues et incite à revenir à la réalité (nous sommes tous issus-es de migration !). Suivent 16 propositions pour que cela se passe mieux et pour que la Méditerranée ne devienne pas un vaste cimetière.

■ **Vers des humanités écologiques**, Deborah Bird Rose, suivi de *Oiseaux de pluie*, Liby Robin, éd. Wild-project, 2019, 78 p., 8 €. Reprise de deux articles parus dans la presse australienne il y a une vingtaine d'années. Les deux s'appuient sur la pensée des peuples aborigènes, montrant que l'on ne peut penser l'humain en dehors de son appartenance au monde, que l'écologie est d'une belle complexité.

■ **École**, Laurence de Cock, éd. Anamosa, 2019, 96 p., 9 €. L'autrice, historienne de l'éducation et enseignante, montre comment au fil du temps, le côté émancipateur de l'école est détourné pour devenir un éloge de l'individualisme. Et cela est vrai aussi dans les écoles alternatives où le réseau le plus connu, Montessori, oublie le collectif et la solidarité pour se focaliser sur la réussite de l'individu. Elle souligne que Freinet avait mieux cerné la question et devrait être davantage repris pour lutter contre la marchandisation actuelle de la connaissance.

■ **Ennemis d'État. Les lois scélérates, des anarchistes aux terroristes**, Raphaël Kempf, éd. La Fabrique, 230 p., 13 €. La peur des attentats terroristes aujourd'hui conduit nos dirigeants à faire des lois permettant d'arrêter une personne seulement pour ses idées. Ce qui n'est pas sans rappeler les lois des années 1893-1894, faisant suite aux attentats anarchistes. Une comparaison intéressante entre les deux périodes.

■ **Manuel de sociologie des mobilités géographiques**, Leslie Belton-Chevallier, Nicolas Oppenheim, Stéphanie Vincent-Geslin, éd. Presses universitaires François Rabelais, 2019, 151 p., 19 €. La crise des gilets jaunes a placé devant la scène de manière brutale les contraintes qu'engendrent les déplacements d'une part importante des Français pris au piège entre les coûts croissants de leurs trajets et l'absence d'alternative à la voiture. Ce livre analyse les effets ambigus du développement des mobilités dont les effets sont liés aux inégalités spatiales et sociales.

■ **Apprendre à transgresser**, Bell Hooks, éd. Syllepse, 2019, 189 p., 18 €. Recueil de textes incisifs à la croisée de l'autobiographie et de la réflexion théorique sur la pensée de Paulo Freire, le racisme, le sexisme et le rôle du système éducatif dans la reproduction de l'ordre dominant. Ce livre est une introduction à la pédagogie de l'émancipation défendue par l'une des plus grandes voix du féminisme afro-américain.

B. D.

■ **Yao, visa refusé**, Didier Viodé, éd. L'Harmattan, 2019, 74 p., 13,90 €. Yao, peintre autodidacte, aimerait aller en France pour présenter ses œuvres. À la télé, Sarkozy parle d'immigration choisie avec notamment l'accueil des artistes. Mais au consulat, Yao, inconnu, essuie échec sur échec. Il va alors tout essayer. Réussira-t-il ?

Chimpanzés, mes frères de la forêt

Sabrina Krief



Pendant des années, dans la forêt Ougandaise, Sabrina a suivi la vie quotidienne des Chimpanzés. Elle en identifie un grand nombre au premier coup d'œil, repère les caractères propres à chacun, communique avec eux. Ses observations lui ont permis de découvrir comment ils se soignent quand ils sont malades, avec des plantes, des fruits, des minéraux (qu'ils savent mêler et doser) et comment ils transmettent leurs connaissances à leurs enfants, ainsi que les types d'informations qu'ils échangent. Passionnant! Naturellement, elle est engagée dans le combat pour obtenir la protection de ces personnes, nos proches cousin-es. MD

Éd. Actes Sud, 2019, 176 p., 20 €

Devoir de vigilance (une victoire contre l'impunité des multinationales)

Olivier Petitjean



Un très petit livre d'une importance majeure. L'auteur, coordinateur de l'Observatoire des multinationales et des grandes entreprises françaises, explique comment, le 27 mars 2017, en mobilisant la société civile grâce à l'appui d'un grand nombre d'associations, de syndicats et de quelques députés, un petit groupe de militant-es est parvenu à faire promulguer une loi qui permet de saisir la justice lorsqu'une multinationale, basée sur le territoire, est mise en cause pour des atteintes graves aux droits humains et à l'environnement. Il détaille les péripéties et les obstacles qu'il a fallu lever, l'acharnement et le temps (six ans) pour une loi très simple, qui tient en trois articles! MD

Éd. Charles L. Mayer, 2019, 124 p., 10 €

Les Végans, pourquoi?

Florence Pinaud Élodie Perrotin



Une jolie façon de faire très simplement, mais aussi sérieusement — et avec le sourire — le tour d'un sujet qui fait débat et soulève force indignations de la part des "pro" comme des "anti". quatre petits chapitres agréablement illustrés recensent les questions suivantes : Pourquoi devient-on Végan? Qui sont les Végan (d'un point de vue philosophique et sociologique) ? Que disent les anti-Végans? (Avec des interventions de Jocelyne Porcher et de Paul Ariès.) Et que serait un monde sans Végans ? Cette dernière partie recense un certain nombre de questions non tranchées. MD

Éd. du ricochet, 2019, 123 p., 12 €

Nasser



Avec une écriture concise, précise et agréable, l'auteur qui travaille pour les Nations Unies, notamment pour la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), passe à la moulinette les institutions qui sont censées aider les personnes qui souffrent de la faim. Il montre que nous avons largement de quoi nourrir tout le monde, mais que nous gaspillons dans le Nord au détriment du Sud. Il explique qu'aucune institution n'est neutre et que les pays riches n'acceptent de donner des aides que si cela est politiquement et économiquement payant. Intégrant les problématiques actuelles du climat, de la disparition des espaces naturels, de l'accaparement des terres, Nasser présente de manière assez désabusée la possibilité d'un changement par le haut. Il termine en racontant des expériences modestes mais réussies. Une bonne partie des personnes qui souffrent de la faim sont des ouvrière-s agricoles. La solution serait peut-être de leur laisser la possibilité de faire des cultures vivrières plutôt que des cultures d'exportation. FV

Éd. Balland, 2019, 218 p., 17 €

Vers une société plus juste

Fondation Copernic



Les auteures, Pierre Concialdi, Didier Gelot, Christiane Marty et Philippe Richard, posent la question de l'instauration d'un revenu et d'un patrimoine maximum pour limiter les excès des plus riches. Montrant que la théorie du "ruissellement" ne fonctionne pas et que les inégalités sont croissantes dans le monde comme en France, l'ouvrage propose de très nombreuses pistes intéressantes. Cela suffit pour recommander la lecture du livre. Malheureusement, les pistes proposées se cantonnent à la France. Avec deux oublis majeurs : premièrement, si nous avons des richesses à partager entre Français-es, c'est parce que nous vivons en pillant d'autres pays, il faudrait aussi voir à réduire les inégalités avec eux. Deuxièmement, aujourd'hui, la France consomme 1,6 planète et il nous faut réduire notre consommation. Mieux répartir celle-ci ne suffit pas à résoudre la question écologique. Il faut certes prendre (beaucoup plus que cela est ici proposé) aux plus riches, mais pas pour le redonner à nos pauvres (qui sont relativement riches comparés à l'ensemble de l'humanité). Il faut utiliser cet argent pour relocaliser notre production, arrêter le pillage du monde, réparer les pollutions, investir dans des modes de vie économes, etc. MB

Éd. Les Liens qui libèrent, 2019, 116 p., 10 €

Start-Up Nation, Overdose Bullshit

Arthur De Grave



Un petit bijou d'humour. L'auteur réagit à une déclaration de Macron annonçant qu'il voulait que la France devienne une "start-up nation". En français, cela signifie que notre Président pense que l'on peut gouverner un État comme une entreprise. En nous faisant croire que tout le monde peut lancer son entreprise, le gouvernement cultive un mythe. L'auteur rappelle que neuf start-up sur dix feront faillite. Pour réussir, mieux vaut être un jeune homme blanc et friqué. Les volontaires pour ces start-up vont s'auto-exploiter jusqu'au fatal burn-out (en français syndrome d'épuisement professionnel) et lorsqu'elles embauchent, c'est finalement pour offrir des bullshit job (boulot de merde style Amazon ou Uber). Le ruissellement des richesses via la main invisible du marché, ça ne fonctionne que dans les beaux discours. L'auteur abuse un peu des sigles et du franglais, mais cela se lit quand même avec grand plaisir. FV

Éd. Rue de l'Echiquier, 2019, 110 p., 10 €

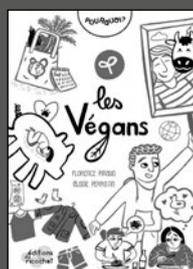
Plan B pour la planète : le New deal vert

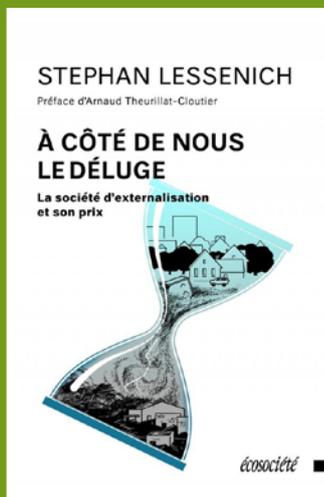
Naomi Klein



Le prologue analyse la montée des manifestations des jeunes avec Greta Thunberg, la nécessité d'avoir une démarche politique engagée et non pas de se contenter des petits pas que prônent bon nombre d'associations. Elle rappelle les moments historiques où pour sortir de crises importantes, des décisions à grande échelle ont été mises en place : New Deal dans les années 30 aux États-Unis, plan Marshall après 1945 en Europe. Elle présente donc un mouvement puissant, parti de la gauche des Démocrates aux États-Unis et qui préconise un vaste investissement du pays pour les énergies renouvelables, pour les économies d'énergies, pour un changement radical de notre mobilité (sans avion et sans voiture), etc. Ce prologue à lui seul vaut le détour. La suite du livre est une compilation d'articles, de conférences de l'autrice, en fonction de l'actualité récente. C'est intéressant, mais répétitif. Limites à la démarche : peut-on, comme l'autrice, passer son temps dans l'avion pour dénoncer ses méfaits ? Greta Thunberg a su y renoncer. Enfin, les textes sont centrés sur la possibilité de choisir avant les prochaines élections aux USA (2020), ce qui limite la portée de certains discours. MB

Éd. Actes Sud, 2019, 405 p., 23 €





À côté de nous le déluge

La société d'externalisation et son prix

Stephan Lessenich

Nous nous inquiétons d'un possible effondrement. En fait celui-ci est déjà présent, non pas dans les pays riches, mais dans les pays du Sud où nous avons

externalisé tout ce qui pose problème chez nous : extraction des minéraux, travail avilissant, entassement des déchets... Ce phénomène ne date pas d'aujourd'hui : la conquête de nouvelles terres dès le 16e siècle a permis d'accumuler des richesses, cela s'est poursuivi avec la période coloniale, le développement de la société industrielle et cela continue de s'amplifier malgré l'apparente indépendance des pays du Sud.

Aujourd'hui, la situation est tellement dégradée sur le plan social et environnemental dans ces pays dit "en développement" que nous commençons à craindre que cela nous éclabousse. D'autant que certains phénomènes deviennent planétaires : c'est le cas lorsque nous subissons les tempêtes liées au réchauffement climatique, lorsque nous importons de la nourriture polluée aux pesticides, etc.

Notre société actuelle et son confort reposent sur l'échange inégal. Plutôt que de parler argent, l'auteur suggère de regarder l'espérance de vie qui est une bonne traduction du niveau d'exploitation de chacun des pays. Si des humains vivent moins longtemps que nous, c'est parce que leur environnement est dégradé, leurs conditions de (sur)vie difficiles, les services d'aides, de santé, détruits au nom des ajustements structurels imposés par les milieux bancaires. *"Des humains sont tués [pour que] les gens vivant dans les centres de prospérité [puissent] maintenir notre niveau de vie, nos opportunités, nos habitudes de consommation"* (p.194). Les relations entre les deux mondes sont une perméabilité sélective : le Nord peut aller dans le Sud, non l'inverse.

Cette situation (la mondialisation) s'est construite progressivement, les dirigeants ont su rendre la situation apparemment "normale". Ce fonctionnement est présenté comme "évident". *"La violence structurelle agit de façon à peine perceptible, elle opère en tant que contrainte silencieuse et échappe à l'observation telles des eaux dormantes"* (p.202). *"Nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens, nous vivons au-dessus des moyens des autres"* (p.212).

Les exemples concrets et les analyses sont pertinentes, même si on peut regretter que l'auteur ne propose pas de solution. MB

Traduction de l'allemand Raymond Roy, éd. Ecosociété, 2019, 230 p., 18 €

B . D .

Mentawai

Jean-Denis Pندانx et Tahnee Juguin



Les Mentawai vivent sur une île à l'ouest de l'Indonésie. Ils résistent aux pressions de l'État qui cherche à les faire entrer dans le monde "développementaliste". Thanée Juguin est partie vivre avec eux une bonne partie de l'année depuis maintenant 5 ans. Photographe, elle s'interroge alors sur la façon de transmettre une image fidèle de leur mode de vie. Alors que se prépare une rare initiation d'un jeune au chamanisme, elle propose à un producteur de réaliser un film... la caméra étant confiée aux Mentawai. Le projet est accepté, puis dévoyé lorsqu'une chaîne de télé achète le film pour en faire un documentaire touristique. Thanée Juguin décide alors de faire cette BD, relue par les Mentawai, qui corrigent au passage les erreurs faites lors du montage du film. Le résultat est superbe, tant sur le fond que sur la forme. MB

Éd. Futuropolis, 2019, 156 p., 25 €

Dans la forêt

Lomig, d'après le roman de Jean Hegland



Vivant dans une ferme isolée, Eva, Nell et leurs parents découvrent que le système économique s'est effondré quand le courant électrique a été coupé. La survie s'organise alors, non sans difficultés. La beauté de la forêt est sublimée par le dessin de l'auteur, mais par rapport au livre, on perd beaucoup de la notion du temps, de la lenteur que provoque cette décroissance subie. MB

Éd. Sarbacane, 2019, 160 p., 24,50 €

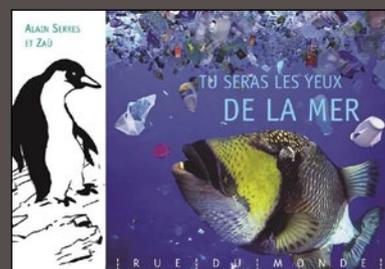
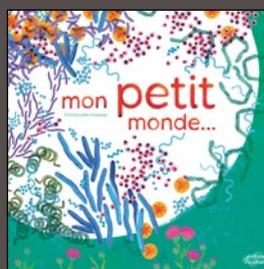
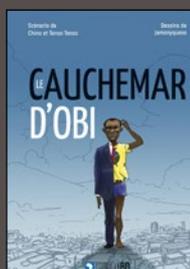
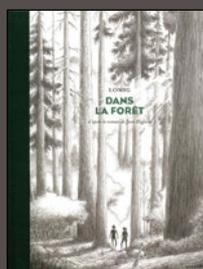
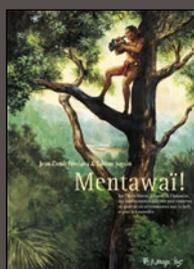
Le cauchemar d'Obi

Chino et Tenso Tenso, Jamonyqueso



Teodoro Obiang Nguema (Obi), président de Guinée équatoriale depuis quarante ans, est connu en France pour les procès contre les biens mal-acquis de son flambeur de fils. L'auteur imagine qu'un matin, Obi se réveille dans un quartier pauvre et doit vivre la journée d'un-e de ses administré-es. Il va alors découvrir les magouilles, la corruption, la répression du régime... Une manière de dénoncer la dictature qui a valu à Ramon Ebalé (qui signe Jamonyqueso) d'être arrêté lors d'un passage au pays pour renouveler son passeport, le 16 septembre 2017. Depuis, la mobilisation et les nombreux prix qu'il a reçus lui ont permis de sortir de prison six mois plus tard. Après quoi, il a quitté son pays. Une BD contre la Françafrique et ses horreurs. MB

Éd. L'Harmattan, 2018, 132 p., 15,90 €



Mon petit monde

Emmanuelle Houssais



Dès 6 ans. Présentation des microbes, bactéries et virus qui vivent sur et dans notre corps, nous permettant de résister aux agressions, de digérer, etc. Les dessins de ces microscopiques êtres vivants donnent des doubles pages assez féeriques. Toutefois, les niveaux de vocabulaire qui vont de "prouit" à "microbiotes" vont nécessiter un nécessaire accompagnement des parents ! FV
Éd. du Ricochet, 2019, 36 p., 16 €

Tu seras les yeux de la mer

Alain Serres et Zaï



Dès 8 ans. Le livre fait un vaste tour d'horizon des problèmes qui touchent nos océans et, sous forme poétique, présente des solutions. Les dessins à l'encre de Zaï répondent aux photos. Des microbilles de plastique aux destins tragiques des migrants, des ours polaires à l'assèchement de la mer d'Aral, des porte-conteneurs aux marches pour le climat, de belles photos et des conseils de bon sens. MB
Éd. Rue du Monde, 2019, 96 p., 22 €

Océans et comment les sauver

Amandine Thomas



Dès 9 ans. Chaque grande double page présente un écosystème marin différent, avec sa faune et sa flore, des anecdotes, des questions à répondre, des conseils pour résoudre les problèmes rencontrés. Sur ce dernier point, on peut être critique : ce ne sont pas les petites améliorations que peut faire un enfant qui changeront la complexité des problèmes. Les jeunes qui font la grève pour le climat ont largement dépassé ce genre de réflexions. FV
Éd. Sarbacane, 2019, 40 p., 16,90 €

Romans

Chimère

Emmanuelle Pireyre



L'autrice prépare un article sur les OGM. Son enquête va la conduire dans un labo anglais où s'expérimentent des mélanges humains-animaux pour cultiver des cellules-souches. Elle va suivre une conférence citoyenne de l'Union européenne, mais découvre que le sujet a été changé pour devenir le "temps libre". Tout cela se croise avec la vie de Wendi, une gitane convaincue de la nécessité d'aider les gadgés à se sauver. Celle-ci va se retrouver dans les personnes tirées au sort pour la conférence citoyenne. Elle découvrira que le labo

anglais a réussi à faire naître un humain-chien. Cette chimère finira au parlement européen après bien des rebondissements. L'autrice s'amuse à nous perdre entre essai et roman, sans que l'on sache où est la limite. Les conférences citoyennes nous permettent d'aborder des sujets d'actualité (nucléaire, nano...). Brillante dans les formulations (les nano, faut en parler pour toucher des financements, mais pas pour les vendre ; les OGM contre la volonté des populations, c'est un viol), elle nous entraîne vers une fin des plus loufoques. FV
Éd. de l'Olivier, 2019, 220 p., 18,50 €

Bonnets jaunes et gilets rouges

Michel Hutt



Quinze ans après l'effondrement, en Alsace, les groupes de transition ont réussi à maintenir un certain niveau de vie. Des colonnes marchandes leur permettent de faire du troc. C'est en lisant des feuilles de papier servant d'emballage qu'un groupe découvre que seule l'Europe s'est effondrée et qu'un vaste projet est à l'étude pour relancer la croissance dans la zone sinistrée. Plusieurs groupes vont alors se réunir pour essayer de mettre en place un parlement qui assurerait une représentation démocratique capable de contrer le projet ultra-libéral qui menace leur mode de vie. Ce sixième livre de l'auteur permet cette fois d'aborder les questions de citoyenneté dans un monde plus sobre. C'est joliment écrit, avec plein de nombreux rebondissements, mais on reste un peu sur sa faim à l'ultime page. Y aura-t-il une suite ? FV
Éd. Yves Michel, 2019, 320 p., 14,90 €

Films

Nouvelle cordée

Marie-Monique Robin



Depuis le vote d'une loi en 2016, 10 territoires expérimentent un dispositif "zéro chômeur longue durée". Conçu avec ATD Quart Monde qui a évalué qu'un chômeur coûtait en moyenne 18 000 euros par an à la société, il propose que l'État verse cette somme à une Entreprise à but d'emploi (EBE) qui en retour doit embaucher et lancer des activités ne concurrençant pas des entreprises existantes. La petite ville de Mauléon (Deux-Sèvres) est l'une de ces collectivités pionnières et pendant trois ans et demi, Marie-Monique Robin est allée régulièrement filmer cette expérience alternative. C'est ainsi que l'on suit le parcours d'une dizaine de personnes qui avaient le sentiment de n'être plus rien et qui retrouvent une activité rémunératrice, une utilité au sein de la collectivité et au bout du compte leur dignité. Malgré des difficultés, ces témoignages plaident pour une extension du dispositif qui doit être évalué au bout de cinq ans. Plus de 130 villes sont d'ores et déjà candidates. CS
112 min, auto-produit, 2019

Nous avons également reçu... 2/2

B. D.

■ **Déraillement**, Benoit Carbonnel, éd. Vide Cocagne, 2019, 96 p., 17 €. Pour lutter contre le chômage, le gouvernement organise une tombola : 5 emplois à pourvoir, mais également plusieurs centaines de places de voyage dans un train. Notre héros gagne une de ces places et découvre que le train part sur une voie peu entretenue. Il est l'un des seuls survivants du déraillement et finira par rejoindre la ville où s'annonce sur de grandes affiches une nouvelle tombola. Un ouvrage entièrement muet, mais qui en dit long.

■ **La guerre des fourmis**, Franck Courchamp, Mathieu Ughetti, éd. Équateurs Sciences, 2019, 108 p., 15 €. Préfacé par Bernard Werber, auteur du célèbre roman Les Fourmis, cet ouvrage présente l'immense diversité des fourmis dans le monde et ses guerres de conquête, avec en particulier la question des transports internationaux qui permettent l'arrivée de nouvelles espèces et le réchauffement climatique qui fait bouger les populations. Cela présente aussi les recherches pour imiter leurs déplacements, avec par exemple des mini-robots pollinisateurs (pour quand les abeilles auront été détruites ?). Ça manque de recul éthique.

■ **Tant pis pour l'amour, ou comment j'ai survécu à un manipulateur**, Sophie Lambda, éd. Une case en moins, 2019, 300 p., 23,95 €. La narratrice relate les différentes étapes d'une histoire sentimentale qui commence bien puis tourne au cauchemar, face à un homme qui s'avère être un redoutable manipulateur. La seconde partie du livre tente de présenter avec humour les mécanismes de la manipulation dans un couple, pour éviter aux autres de vivre une telle destruction psychologique.

■ **On n'est pas du bétail**, Jean-Fred Cambianica, Le Cil Vert, éd. Delcourt, 2019, 72 p., 15 €. Perrine est végane. Les garçons de sa classe vont essayer d'en faire autant pour la charmer. Le prétexte à une grande enquête sur ce que l'on mange, sur les filières agroalimentaires, sur la condition animale. C'est réalisé avec l'association L214 bien connue pour ses films sur les élevages et les abattoirs. L'histoire, déjà militante, est complétée par des doubles pages explicatives qui auraient mérité d'être en fin d'ouvrage pour éviter de casser le rythme de la BD.

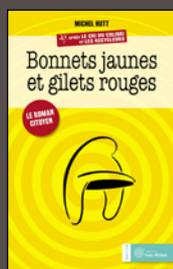
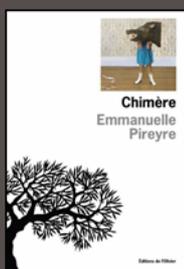
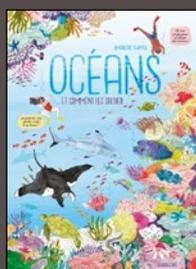
Jeunesse

■ **Le caméléon qui se trouvait moche**, Souleymane Mbodj, Magali Attiogbé, éd. Des éléphants, 2019, 32 p., 14 €. Dès 5 ans. Ce conte met en scène un caméléon qui se trouve laid, se sent rejeté et qui jalouse d'autres animaux. Il va rencontrer la sorcière Sadio qui va lui révéler le secret de la véritable beauté. Un album réussi et très expressivement illustré, pour apprendre à s'accepter.

■ **Yué**, Rosalie Gross, Dorian Nguyen Phu, éd. Antipodes, 2019, 37 p., 21 €. Dès 7 ans. Yué est un enfant qui grandit dans la forêt avec les animaux. Il aimerait rencontrer ses semblables et part à leur recherche... Un récit d'une grande sensibilité qui interroge la place de l'humain au sein de la nature, accompagné des poétiques dessins à l'aquarelle de Rosalie Gross.

Beau livre

■ **Monsanto, une enquête photographique**, Mathieu Asselin, éd. Actes Sud, 2019 [2017], 184 p., 35 €. Réédition de ce beau livre dénonçant les dérives de la firme agrochimique, avec l'ajout d'un chapitre sur les deux dernières années marquées par son rachat par Bayer.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

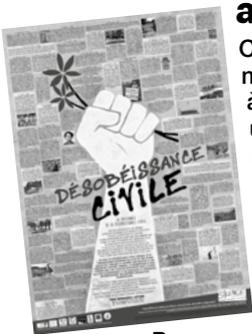


Quoi de neuf ?



Silence à Primevère

Cette année, du 6 au 8 mars, au **Salon Primevère** à Lyon, en plus de tenir un stand tout au long du week-end, la revue *Silence* participe à deux conférences : le **vendredi 6 mars, à 17h** : "Agir pour la filière textile", salle bleue, en compagnie de *Laines Paysannes* et le **dimanche 8 mars, à 16h15** : "Le pouvoir de la désobéissance civile" avec Serge Perrin fondateur du *MAN Lyon* qui présentera la nouvelle affiche de *Silence* sur les grandes dates de la désobéissance civile, Sylvine Bouffaron d'*Alternatiba* et *ANV-COP21*, Fanny Delahalle, décrocheuse de portrait et Gabriel, membre d'*Extinction Rebellion*.



Paysannes et le **dimanche 8 mars, à 16h15** : "Le pouvoir de la désobéissance civile" avec Serge Perrin fondateur du *MAN Lyon* qui présentera la nouvelle affiche de *Silence* sur les grandes dates de la désobéissance civile, Sylvine Bouffaron d'*Alternatiba* et *ANV-COP21*, Fanny Delahalle, décrocheuse de portrait et Gabriel, membre d'*Extinction Rebellion*.

Silence sur le net

La revue *Silence* est fière d'être une revue papier, et jamais vous ne verrez sur notre site internet un contenu "inédit", qui n'aurait pas été publié dans nos pages. Par contre, nous utilisons notre site pour mettre en lien et en valeur plus de 35 ans de réflexions et de débats.

Chaque mois, vous pouvez y retrouver un focus sur une thématique, traitée dans le temps par la revue. Le site internet permet également de faire des recherches thématiques, et de (re)découvrir une richesse et une diversité d'alternatives, toujours en évolution : www.revuesilence.net

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici la liste des nouveaux venus de cet automne :

- **Allier**
Archam'bio
Rue Dubost
03160 Bourbon-L'Archambault
Tél. : 04 70 66 57 46
- **Loire-Atlantique**
Cultures sauvages
6 rue Claude Monet
44240 La-Chapelle-sur-Erdre
Tél. : 06 59 21 24 14

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies!

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : **Comment participer**

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg**. Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes**. Jean-Paul Pellet - Allier. jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort**. Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne**. Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme**. Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme**. Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard**. Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde**. Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne**. Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault**. Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr; Elisa Soursac, elisa@mail.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique**. Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lyon**. Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne**. Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire**. Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne**. Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MEDIAS LIBRES



Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 19 et 20 mars !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h30 à 20h30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **16 et 17 avril, 14 et 15 mai, 18 et 19 juin, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 19 février (pour le numéro d'avril), 25 mars (pour le numéro de mai), 22 avril (pour le numéro de juin), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro d'avril, vous avez jusqu'au 26 février ; puis jusqu'au 1^{er} avril pour le numéro de mars, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Commande : numéros, livres et affiches

Numéros disponibles

- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !

- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 485 Le soin, c'est communautaire !
- 486 Le temps de la désobéissance civile
- 487 Dépasser les discours sur l'effondrement

Numéros régionaux

- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Côte-d'Or et Yonne

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiches

Désobéissance civile !
- format 60x84cm - 7 €*



Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui
- format 60x84cm - 7 €*

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



Livres

Manuel de transition,
212 p. - 20 €***



Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne,
120 p. - 9 €**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €***

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable

parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : * 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. / **2,5€ / ***5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Manèges à énergie humaine

Marre des fêtes foraines énergivores, bruyantes, impersonnelles ? Les manèges à énergie humaine sont faits pour vous ! Le principe est simple : utiliser la force des jambes, ou des bras, pour faire tourner les carrousels. Cela permet de faire participer autant les parents que les enfants, dans une démarche plus écologique et conviviale. Ces manèges, souvent de fabrication artisanale, apportent également une dimension artistique et onirique qui manque trop souvent aux fêtes foraines actuelles.



1



2 - Le Carrousel des Jardiniers



4 - Bestiaire Alpin



3 - Manège à Plumes



5 - L'Orgarève

1 : La Manègerie, contact@lamanegerieavelo.fr, <http://www.lamanegerieavelo.fr>

2, 3 : Tête à Plumes, teteaplumes@hotmail.fr, <http://manegeaplumes.com>

4, 5 : Théâtre de la Toupine, 04 50 71 65 97, <http://www.theatre-toupine.org>